



RAPPORT FINANCIER 2016

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Horme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE

A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 24 MAI 2017

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la société TRONIC'S MICROSYSTEMS (ci-après la « Société ») et du groupe de sociétés qu'elle constitue avec ses filiales (ci-après « le Groupe » ou « le Groupe Tronics ») durant l'exercice clos le 31 décembre 2016 et de soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés dudit exercice ainsi que la modification des articles 17 et 23 des statuts.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Lors de l'assemblée, vous entendrez également la lecture des rapports du commissaire aux comptes.

En outre, nous vous précisons que sont annexés au présent rapport les informations et rapports suivants :

- Conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, les tableaux faisant apparaître les résultats de la Société et ceux du Groupe au cours des cinq derniers exercices ;

- Conformément à l'article L. 225-100 du Code de commerce, le tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires au Directoire dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce ;

- Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, le rapport spécial établi par le Directoire sur les opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce.

-oOo-

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

1. Rappel sur les activités du Groupe

Tronics conçoit, fabrique et commercialise des Nano et Microsystèmes électromécaniques, des dispositifs miniaturisés assurant une fonction de capteur et/ou d'actionneur dans des domaines d'applications très divers, tels que les secteurs Industriel, Aéronautique & Sécurité, Médical et Electronique Grand Public.

Le Groupe propose à ses clients une offre complète à haute valeur ajoutée grâce à son positionnement unique, qui couvre l'ensemble de la chaîne de la valeur, de l'ingénierie (Conception et Simulation, développement des procédés de fabrication, Spécification de l'électronique de contrôle, packaging, test et caractérisation) au manufacturing.

La Société consacre une large part de son activité tant au niveau de sa recherche et développement qu'au niveau de son action marketing et commerciale pour le développement de nouveaux marchés.

Elle mène des activités de recherche et développement afin de concevoir et fabriquer des nano et microsystèmes innovants. Elle consacre une part non négligeable de ses ressources à la protection de sa propriété intellectuelle en déposant des brevets et demandes de brevets au niveau international.

2. Succès de l'offre publique d'achat initiée par EPCOS AG, filiale de TDK

L'offre publique d'achat en numéraire sur l'intégralité des actions de Tronics, annoncée le 1er août 2016 par EPCOS AG, société de droit allemand dont le siège social est situé à Munich en Allemagne et filiale d'un groupe de sociétés dont la mère est TDK Corporation, société de droit japonais cotée sur le Tokyo Stock Exchange, a été un succès. Le 19 décembre 2016 l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a en effet publié les résultats de cette offre : EPCOS a acquis 72.38% des actions de Tronics en circulation au prix de 13.20 € par action à l'issue de la première période d'ouverture de l'offre et atteint ainsi le seuil de réussite de son offre fixée à 65.41%. A la date de clôture de la deuxième période d'ouverture de l'offre, le 18 janvier 2017, la société EPCOS détenait 2 748 910 actions représentant autant de droits de vote, soit 74.58% du capital.

Avec l'acquisition de Tronics, TDK élargit son portefeuille de technologies de capteurs innovants et consolide son assise en vue d'une accélération de sa croissance dans le domaine stratégique des capteurs.

De son côté Tronics bénéficiera de la position de TDK de leader de la fabrication de composants électroniques, avec une force de vente mondiale et une capacité de fabrication puissante, ainsi que d'excellentes relations avec les principaux acteurs sur les marchés industriels, automobile et de l'électronique grand public. La base financière solide de TDK et son large savoir-faire dans les matériaux et l'ingénierie de production fourniront une très bonne base pour une forte croissance future des technologies de pointe de Tronics.

Avec près de 20% du capital de la société, Thales Avionics reste un actionnaire stratégique de Tronics.

3. Simplification de la structure juridique du groupe

La composition du groupe Tronics est la suivante depuis le 31 décembre 2016 :

La Société mère **Tronics Microsystems S.A.** détient au 31 décembre 2016 **94,08%** des titres de la société Tronics MEMS Inc et **49%** des titres de la société Chinatronics Ltd.

Le 31 décembre 2016, la filiale américaine Tronics North America et sa sous-filiale Tronics Mems ont fusionné via la fusion absorption de la société mère par la société fille.

Ce changement vise à simplifier la structure du groupe.

Précédemment à cette opération, Tronics North America Inc. était une société holding sans aucune activité, dont le capital était intégralement détenu par Tronics Microsystems, depuis sa création en 2008. Elle détenait 92% de Tronics MEMS Inc., société qui a pour activité le développement et la fabrication de composants et sous-systèmes à base de MEMS. A l'issue de l'opération de fusion absorption, Tronics MEMS Inc. est détenue à hauteur de 94,08% par Tronics Microsystems et 5,92% par des personnes physiques.

Pour mémoire, la seconde filiale du Groupe, ChinaTronics Ltd, est une société de droit hongkongais créée par la Société et son distributeur en Chine, le groupe Era Spread, en 2010. Son siège social est situé à Kowloon en Chine. Le capital social de ChinaTronics Ltd est détenu à hauteur de 49% par Tronics Microsystems et de 51% par China Micro And Nano Technology Corporation Ltd, une société du groupe Era Spread.

4. Activités de la Société et de ses filiales en 2016

Tronics Microsystems S.A.

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 s'établit en retrait, comme anticipé, à 4,212 k€, contre 4,983 k€ en 2015.

L'ingénierie affiche un repli à 2,926 k€ contre 3,991 k€ en 2015. L'activité a été principalement affectée par des retards pris dans l'avancement de projets d'ingénierie.

L'activité de production s'inscrit quant à elle à 1,286 k€, en croissance de 30% par rapport à 2015. Bien qu'en progression de 11%, l'essor des composants optiques a été moindre qu'initialement prévu. Les ventes de capteurs inertiels haute performance GYPRO® ont été quant à elles multipliées par 4,5 sur la période.

Il est à noter que la société a poursuivi sa stratégie de diversification du portefeuille clients et de développement commercial avec 8 nouveaux contrats signés sur la période.

L'année 2016 a été marquée par un fort investissement en termes de ressources sur les programmes de développement visant à préparer la mise sur le marché de produits standards ou customs.

Ainsi la finalisation notamment des travaux de développement sur le GYPRO3300 a été cette année encore un des axes prioritaires de l'année. Nous rappelons que l'objectif pour Tronics est de capitaliser sur son leadership dans l'inertiel à travers le développement d'une nouvelle famille de Gyromètres GYPRO, en vue de la constitution d'une offre en produits inertiels, « sur étagère », adressant les marchés Aéronautique, Marine, Robotique et Industriel.

Les travaux de Recherche se sont quant à eux principalement concentrés sur les programmes suivants :

- le projet STARS : "Smallest Tactical AccelerometerS" pour le développement d'un bloc accélérométrique MEMS produit standard, qualifié dans les environnements les plus sévères et testé dans une application réelle à 100 kilomètres d'altitude,
- le projet TRACE: "Technology ReAdiness Process for Consumer" visant à accélérer le transfert des produits électroniques grand public issus de la technologie M&NEMS et Magelan à l'industrie automobile,
- un programme de recherche sur un accéléromètre très haute performance custom
- un programme de recherche sur une nouvelle génération d'horloge atomique miniature basse consommation.

Le Groupe a mis en œuvre avec succès le programme de réduction des coûts. Les charges externes ont diminué de plus de 1 M€ sur l'exercice.

Malgré cette réduction de coûts, le résultat net s'établit autour de -4,867 k€ en 2016, contre -2,869 k€ en 2015, reflétant la baisse du chiffre d'affaires ainsi que les coûts liés à l'offre publique d'achat initiée par EPCOS AG.

Les effectifs de Tronics Microsystems SA s'élèvent à 73 personnes au 31 décembre 2016 pour un effectif moyen de 71 personnes sur l'année.

Tronics Mems Inc.

Pour la filiale américaine, l'année 2016 a été marquée,

- par la perte de son client principal qui a cessé son activité en janvier 2016.
- une dynamique commerciale soutenue avec la signature de nouveaux contrats principalement dans le domaine des sciences de la vie qui représente désormais 76% des ventes de la filiale contre 30% en 2015.

Le chiffre d'affaires total de la filiale s'établit à 2.313 k€ en 2016 contre 3.050 k€ en 2015 soit une baisse de 24%. L'évolution du chiffre d'affaires en dollars présente également une décroissance de 24%. Il est à noter que si l'on exclut le client ayant cessé son activité, la croissance du chiffre d'affaire de Tronics Mems s'élève à 37%.

L'équipe de Dallas comptait 17 personnes au 31 décembre 2016 pour un effectif moyen sur l'année de 18 personnes.

ChinaTronics Ltd

L'objectif recherché lors de la création de la joint-venture était de servir le marché chinois avec des produits à fort contenu local tout en créant une identité locale. Si la Société envisage toujours cette possibilité pour le futur, elle opère actuellement sur le marché chinois au travers de son distributeur et l'activité au sein de ChinaTronics Ltd n'a pas encore démarré à la date du présent rapport.

La filiale ne compte aucun effectif au 31 décembre 2016.

L'effectif moyen du groupe sur l'année était de 90 personnes en 2016, contre 92.5 personnes en 2015.

EXAMEN DES COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDES ET RESULTATS

1. Comptes consolidés

1.1. *Présentation du Compte de Résultat*

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 6 296 k€ au titre de l'exercice 2016 contre 7 755 k€ en 2015

Il est réalisé à hauteur de 62% par des prestations d'engineering (3 923 k€) et 38% par des ventes de produits finis (2 373 k€).

Le tableau ci-dessous présente une synthèse du compte de résultat consolidé du groupe comparé aux résultats de l'année précédente.

Synthèse compte de résultat consolidé (K€)	2016	2015	Var
Produits des activités courantes	8 207	10 859	-2 651
Dotations nettes aux amortissements	-1 314	-1 289	-25
Dotations nettes aux provisions	-513		-513
Résultat opérationnel courant	-4 844	-2 724	-2 120
Autres charges non courantes	-677	0	-677
Résultat opérationnel	-5 521	-2 724	-2 797
Coût de l'endettement financier net	-129	-150	22
Autres produits et charges financières	188	97	91
Résultat avant impôt	-5 461	-2 778	-2 684
Résultat Net	-5 520	-3 037	-2 483
Part du groupe	-5 441	-3 000	-2 441
Part ne conférant pas le contrôle	-79	-38	-42
Résultat par action (€/action)	-1.59	-0.88	-0.70
Résultat dilué par action (€/action)	-1.59	-0.88	-0.70

Le total des produits des activités courantes s'élève à 8 207 k€ en 2016 contre 10 859 k€ au titre de l'année précédente, soit une baisse de 24% prenant en compte le chiffre d'affaires (cf supra) et les postes suivants :

Autres produits de l'exploitation (K€)	2016		2015	
Crédit Impôt Recherche	826	43 %	1 112	36 %
CICE	81	4 %	80	3 %
Subventions	975	51 %	1 780	57 %
Variations de stocks de produits finis	15	1 %	108	3 %
Produits divers de gestion courante	1	0 %	9	0 %
Autres produits	14	1 %	15	0 %
Autres produits de l'activité	1 912	100 %	3 104	100 %

Le total des charges d'exploitation s'élève à 13 051 k€ contre 13 583 k€ au titre de l'année 2015, soit une diminution de 4%.

Elles comprennent les postes suivants :

Autres charges de l'exploitation (K€)	2016	2015	Var.	Var %
Achats consommés	2 519	2 929	-410	-14%
Charges externes	1 873	2 403	-530	-22%
Charges de personnel	6 571	6 894	-323	-5%
Impôts et taxes	124	103	21	21%
Dotations nettes aux amortissements	1 314	1 289	25	2%
Dotations nettes aux provisions	513		513	
Autres produits et charges courants	136	-36	173	-477%
Autres charges de l'exploitation	13 051	13 581	-529	-4%

Il est à noter que la société a comptabilisé 677 k€ de charges non courantes correspondant aux frais engagés dans le cadre de l'offre publique d'achat par la société EPCOS.AG.

Le résultat opérationnel courant est un déficit de 5 521 k€ contre un déficit de 2 724 k€ au titre de l'exercice précédent.

Compte tenu des produits financiers de 242 k€, du coût de l'endettement financier net à hauteur de 182 k€, le résultat financier s'élève à 60 k€, contre -53 k€ au titre de l'exercice 2015.

En conséquence le résultat avant impôts est une perte de 5 461 k€ contre une perte de 2 778 k€ pour l'exercice précédent.

Le résultat net consolidé de l'exercice 2016 est une perte de 5 520 k€ contre une perte de 3 037 k€ au titre de l'exercice précédent.

1.2. Présentation du Bilan

1.2.1. Actif

Les **actifs non courants** s'élèvent à 6 146 k€ au 31 décembre 2016 contre 6 019 k€ à la clôture de l'exercice précédent.

Ils comprennent les postes suivants :

Actifs non courants	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Immobilisations incorporelles	1 227	821
Immobilisations corporelles	4 554	5 074
Autres actifs financiers	364	123
Total	6 146	6 019

Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de licences acquises sur les périodes antérieures ainsi que des frais de développement correspondant au développement de deux produits gyromètres à hauteur de 268 k€ et 921 k€ respectivement. Le total des dépenses activées sur 2016 s'élève à 525k€. Ces frais sont amortis sur une période de 5 ans.

Les immobilisations corporelles sont principalement composées de matériels industriels utilisés dans le cadre de son activité de production de composants MEMS. En 2016 la Société a poursuivi son plan d'investissement et a consacré 841 k€ à son outil industriel.

Les frais de recherche et de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés. Le montant des charges directes de recherche et développement s'élève à 1.601 k€ en 2016 et 3.345 k€ en 2015.

Le bilan comptabilise 12 052 k€ d'**actifs courants** comprenant les éléments suivants :

Actifs courants	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Stocks et en-cours	1 633	1 538
Clients	2 467	2 979
Créances d'impôt	826	1 136
Autres actifs courants	1 599	1 909
Trésorerie et équivalents trésorerie	5 527	9 074
Total	12 052	16 637

1.2.2. Passif

Capitaux Propres

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 9 513 k€ au 31 décembre 2016 contre 15 028 k€ au terme de l'exercice précédent. Le tableau ci-dessous présente la variation des capitaux propres.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (K€)	Capital	Primes liées au capital	Autres réserves groupe				Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
			Réserves de conversion	Autres éléments du résultat global	Autres réserves	Total			
Situation au 31 Décembre 2015	3 496	14 968	76	47	-3 403	-3 281	15 184	-153	15 029
Résultat de la période					-5 441	-5 441	-5 441	-79	-5 520
Autres éléments du résultat global, après impôts			-156	-5		-161	-161	-	-161
Résultat global	-	-	-156	-5	-5 441	-5 601	-5 601	-79	-5 681
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	-	-				-	-		-
Options sur actions exercées	3	29				-	32		32
Variation de périmètre						-	-		-
Annulation des actions propres					228	228	228		228
Rémunération en action					42	42	42		42
Engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle					-137	-137	-137		-137
Situation au 31 Décembre 2016	3 499	14 997	-80	42	-8 712	-8 750	9 747	-232	9 513

La baisse des capitaux propres est principalement expliquée par la perte sur l'exercice 2016.

Situation d'endettement du groupe

Les dettes d'exploitation s'élèvent à 3.107 k€ au 31 décembre 2016, contre 2.991 k€ l'année précédente.

Le poste Emprunts et dettes financières (courants et non courants) s'élève à la somme de 4.861 k€ (contre 4.500 k€ pour l'exercice précédent), constitué principalement des éléments suivants :

- Un emprunt de 1 500 k€ contracté en juillet 2015 par Tronics Microsystems auprès de la banque historique de la Société, destiné à financer le besoin en fonds de roulement sur plusieurs contrats d'engineering. Cet emprunt est remboursable sur 5 ans. A titre de garantie, cet emprunt est assorti d'un nantissement de fonds de commerce. Le capital restant dû au 31 décembre 2016 s'élève à 1 086 k€.
- Un emprunt de 1 200 k€ contracté par la Société au mois de février 2016 auprès de la BPI, destiné à financer l'industrialisation de nouveaux produits. Cet emprunt est remboursable sur 7 ans avec un différé de remboursement de 2 ans.
- Un emprunt de 700 k€ auprès de la BPI dans le cadre d'un contrat de développement participatif pour le financement du programme d'investissement des années 2012 et 2013 (taux d'intérêt 2.86% ; retenue de garantie : 35k€). Cet emprunt est remboursable sur 7 ans avec un différé de remboursement de 2 ans. La première échéance de remboursement a eu lieu en avril 2016. Le capital restant dû au 31 décembre 2016 s'élève à 595 k€.
- Une avance conditionnée de 126 k€ versée par la BPI dans le cadre du projet « SCP TIME ». Cette avance est comptabilisée au coût amorti calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Une dette de 322 k€ liée à une obligation de rachat des intérêts minoritaires dans Tronics MEMS Inc. Cet engagement fait l'objet d'une dette évaluée à la juste valeur à chaque clôture. Celle-ci a été estimée sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés pour la clôture au 31 décembre 2016, en tenant compte d'un WACC à 11% et d'un taux de croissance à l'infini de 2% desquels l'endettement net de Tronics MEMS Inc. a été déduit. La valeur ainsi obtenue a ensuite été actualisée au taux sans risque afin de déterminer la valeur actuelle.
- Enfin, la Société a souscrit au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 des nouveaux contrats de crédit-bail mobilier relatifs à différents équipements de production pour un montant total de 309 k€ euros portant à 1 501 k€ le montant total de la dette globale sur l'ensemble des contrats de crédit-bail mobilier en cours à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2016 contre 2 104 k€ au 31 décembre 2015.

L'échéancier des dettes financières est le suivant :

Inférieur à 1 an :	1 220 k€ (dont 774 k€ au titre des contrats de crédit-bail)
Compris entre 1 et 5 ans :	3 277 k€ (dont 727 k€ au titre des contrats de crédit-bail)
Supérieur à 5 ans :	364 k€

Le montant des emprunts remboursés au cours de l'exercice 2016 s'élève à 1 311 k dont 913 k€ au titre des dettes de crédit-bail.

1.3. Présentation du Tableau de flux de trésorerie

Le tableau suivant présente les principaux éléments du tableau des flux de trésorerie :

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-2 501	-3 055
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 075	-1 273
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2	9 605
Incidence des variations de cours des devises	27	19
Variation de la trésorerie	-3 547	5 296
Trésorerie d'ouverture	9 074	3 778
Trésorerie de clôture	5 527	9 074

La diminution des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles provient essentiellement de la perte réalisée sur l'exercice 2016.

La société a continué ses efforts en matière d'investissement sur 2016.

Des informations complémentaires vous sont données dans les annexes aux comptes consolidés.

2. Comptes annuels de Tronics Microsystems SA

2.1. *Présentation du Compte de Résultat*

Le chiffre d'affaires total s'élève à 4 212 k€ contre 4 983 k€ au titre de l'année précédente, soit une diminution de 15 %, imputable à la baisse de l'activité Engineering. Après une forte baisse en 2015, l'activité Production progresse quant à elle de 30%.

Le total des produits d'exploitation, aides à l'innovation et reprise sur provision comprises, s'élève à 5 410 k€ contre 6 961 k€ au titre de l'année précédente, soit une diminution de 22 %.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 10 435 k€ contre 10 833 k€, soit une réduction de 4 %.

La ventilation des postes de charges d'exploitation est la suivante :

Charges d'exploitation (k€)	2016	2015	var.	var. %
Achats consommés	1 379	1 211	168	14%
Charges externes	3 048	4 057	-1 009	-25%
Impôts et taxes	151	142	9	6%
Charges de Personnel	5 220	4 904	316	6%
Dotations aux amorts. et prov.	626	510	116	23%
Autres produits et charges courants	10	8	2	30%
Total	10 435	10 833	-398	-4%

Le **résultat d'exploitation** est une perte de **(5 025) k€** contre une perte de (3 872) k€ au titre de l'exercice précédent.

Les produits financiers s'élevant à 121 k€ et les charges financières à 72 k€, le résultat financier s'établit en conséquence à 50 k€ contre un résultat négatif de (54) k€ au titre de l'exercice 2015.

Les produits exceptionnels s'élevant à 137 k€ et les charges exceptionnelles à 855 k€ dont 677 k€ relatives à l'Offre Publique d'Achat par EPCOS. AG. En conséquence, le résultat exceptionnel s'établit à (718) k€ contre (56) k€ au titre de l'exercice 2015.

Compte tenu d'un Crédit Impôt Recherche de 746 k€ et d'un Crédit Impôt Innovation de 80 k€, l'exercice clos le 31 décembre 2016 se traduit en conséquence par **une perte de 4 868 k€** contre une perte de 2 869 k€ au titre de l'année précédente.

2.2. *Présentation du Bilan*

2.2.1. Actif

Au 31 décembre 2016, les immobilisations incorporelles s'élèvent à la somme nette de 279 k€, les immobilisations corporelles s'élèvent à la somme nette de 1.550 k€ et le poste des immobilisations financières s'élève à la somme nette de 3 669 k€ correspondant principalement aux participations dans les filiales et aux créances rattachées.

L'actif circulant s'élève à la somme nette de 8.339k€.

Les disponibilités s'élèvent à la somme de 5.455 k€, dont 4.802 k€ de valeurs mobilières de placement,

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 394 k€.

2.2.2. Passif

Les capitaux propres s'élèvent à la somme de 11.540 k€ au 31 décembre 2016, contre 16.377 k€ au terme de l'exercice précédent. La baisse résulte principalement de la perte sur l'exercice 2016.

Les dettes financières s'élèvent à la somme de 2.890 k€ contre 2.083 k€ pour l'exercice précédent.

Les dettes d'exploitation s'élèvent à 2.679 k€ au 31 décembre 2016, contre 2.720 k€ l'année précédente.

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 2.025 k€ au 31 décembre 2016, contre 1.768 k€ l'année précédente.

PROGRES REALISES OU DIFFICULTES RENCONTREES PAR LA SOCIETE ET SES FILIALES

Nous vous renvoyons aux développements ci-dessus sur la situation de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES

Nous vous renvoyons aux développements ci-dessus sur la situation de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé.

En matière de propriété intellectuelle, 3 nouveaux brevets ont été délivrés en 2016 et 6 brevets ont été publiés par la Société.

FILIALES ET SOCIETES CONTROLEES

1. Tronics Mems Inc

La filiale de Dallas a réalisé un chiffre d'affaires de 2 313 k€ et une perte de 1.358 k€ contre un chiffre d'affaires de 3 050 k€ et une perte de 485 k€ en 2015. Pour de plus amples détails, nous vous renvoyons au chapitre relatif aux activités de la Société et de ses filiales en 2016.

Les capitaux propres de Tronics Mems Inc. au 31 décembre 2016 s'élèvent à – 1.224 k€.

2. ChinaTronics Ltd

La société n'a pas réalisé de chiffre d'affaires en 2016 et a enregistré une perte de 64 k€. Ses capitaux propres au 31 décembre 2016 s'élèvent à – 128 k€.

SUCCESSALES EXISTANTES

La société ne dispose d'aucune succursale.

ANALYSE OBJECTIVE ET EXHAUSTIVE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES, NOTAMMENT DE LEUR SITUATION D'ENDETTEMENT, AU REGARD DU VOLUME ET DE LA COMPLEXITE DES AFFAIRES

Nous vous renvoyons aux développements ci-dessus sur l'activité et la situation d'endettement situation de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice écoulé.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE ET SES FILIALES SONT CONFRONTEES

Les risques liés à l'activité de la Société et de ses filiales, la couverture de ces risques et les assurances y afférentes sont décrits en Annexe B du présent rapport de gestion.

INDICATIONS SUR L'UTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR LA SOCIETE ET SES FILIALES

Concernant les instruments financiers utilisés par notre Société et ses filiales, nous vous renvoyons à la description des principaux postes comptables telle qu'effectuée ci-dessus au sein du présent rapport.

En ce qui concerne le placement des excédents de trésorerie, la politique du Groupe est prudente et consiste en des dépôts à terme déblocables à tout moment sans pénalités et donc très liquides.

MODIFICATIONS STATUTAIRES INTERVENUES AU COURS DE L'EXERCICE

Nous vous rappelons que le Directoire du 23 mars 2016 a décidé la modification de l'article 6 des statuts compte tenu de l'augmentation de capital consécutive à l'exercice de 500 options de souscription d'actions émises et attribuées par le Directoire en date du 1^{er} juillet 2014 sur délégation de l'Assemblée Générale Mixte en date du 16 mai 2014 et ouvrant droit à la souscription de 500 actions nouvelles au prix unitaire de 10 euros. Le capital social a ainsi été porté à 3 496 005 euros divisé en 3 496 005 actions de 1 euro chacune.

Nous vous précisons en outre que 44 200 BSPCE Plan B et 145 403 options de souscription d'actions ont été exercés en date des 3, 4, 19 octobre 2016 et 2 janvier 2017. L'augmentation de capital corrélative a été constatée par le Directoire lors de sa réunion du 19 janvier 2017 et le capital social a ainsi été porté à 3 685 608 euros divisé en 3 685 608 actions de 1 euro chacune.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Depuis le 31 décembre 2016, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

Le partenaire de production américain a signifié par courrier à la filiale Tronics MEMS qu'il mettait fin au contrat qui liait les deux sociétés compte tenu du changement de contrôle intervenu en décembre 2016. La filiale ayant envisagé cette possibilité avait préparé un plan alternatif lui permettant d'opérer dans un nouveau site de production dans les 90 jours suivant le départ du site du partenaire historique.

En date du 1^{er} mars 2017, la société EPCOS.AG a accordé un prêt de 2 millions d'euros à la filiale Tronics Mems afin de financer des achats d'équipements pour le nouveau site de production.

Dans le cadre de l'offre publique d'achat, la société EPCOS avait signé avec les détenteurs d'options et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) des contrats de cession d'actions portant sur les actions sous-jacentes à ces options et BSPCE. Le 2 janvier 2017, l'ensemble des options et des BSPCE (soit 142 404 options et 44 200 BSPCE) ont été exercés par leurs titulaires et les actions ainsi souscrites ont été concomitamment cédées à la société EPCOS. Les exercices de bons et d'options susvisées ont donné lieu à une augmentation de capital de 186 604 €.

Compte tenu des 186 604 bons et options exercés le 2 janvier 2017 ainsi que des 2 999 options ayant été exercées les 3, 4 et 19 octobre 2016 donnant droit à la souscription de 2 999 actions nouvelles, le capital social a été ainsi porté à 3 685 608 €.

EVOLUTION PREVISIBLE - PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES

Développement commercial et industrialisation de nouveaux produits

La Société et sa filiale vont poursuivre, au cours de l'année 2017, le plan stratégique de développement commercial et d'industrialisation de nouveaux produits.

Tronics, au sein de la branche de TDK spécialisée dans les composants électroniques, devient le pôle de compétences des capteurs MEMS. Cette position lui permettra de bénéficier de nouvelles capacités de distribution à l'échelle mondiale et de générer des synergies, en particulier commerciales et technologiques auprès d'un portefeuille de clients internationaux dans le domaine des MEMS. L'adossement du Groupe à EPCOS lui permet en outre d'asseoir son développement à la structure financière du groupe TDK.

-oOo-

RESULTATS - AFFECTATION

Présentation des comptes

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que les exercices précédents.

Affectation du résultat de Tronics Microsystems SA

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de **4 867 620** euros, que nous vous proposons d'affecter en totalité au poste "Report à Nouveau".

Le poste "Report à Nouveau" serait ainsi porté d'un solde débiteur de 2 126 345 euros à un solde débiteur de 6 993 965 euros.

Nous vous précisons en outre qu'aucune distribution de dividendes n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.

COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016

La Société a établi des comptes consolidés du Groupe selon les normes IFRS.

Au 31 décembre 2016, le périmètre de consolidation du Groupe comprenait les sociétés suivantes :

- Tronics Microsystems S.A.
- Tronics Mems Inc.
- ChinaTronics Ltd.

Nous vous demandons, conformément aux articles L 225-100 et L 233-16 du Code de commerce, de bien vouloir approuver les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui vous ont été présentés ci-avant.

TABLEAU DES RESULTATS

Au présent rapport est joint en Annexes A et A-bis les tableaux prévus à l'article R 255-102 du Code de commerce faisant apparaître les résultats de notre Société et ceux du Groupe au cours de chacun des cinq derniers exercices.

TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS DE COMPETENCES ET DE POUVOIRS ACCORDEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE AU DIRECTOIRE

Au présent rapport est également joint en Annexe C un tableau récapitulatif des délégations de compétences et de pouvoirs en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale au Directoire dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce, ainsi que de l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

ARTICLE 39-4 DU CODE GENERAL DES IMPOTS (CGI)

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du CGI, nous vous précisons que la Société n'a supporté aucune charge exclue des charges déductibles de l'impôt sur les sociétés pour l'exercice écoulé, conformément aux dispositions des articles 223 quater et 39-4 du Code Général des Impôts.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DE NOS FOURNISSEURS

Conformément aux dispositions des articles L. 441-6-1 alinéa 1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice ouvert le 1er janvier 2016, le solde net des dettes à l'égard des fournisseurs d'exploitation et d'immobilisation s'élève à 1 386 496 euros et est décomposé en fonction de la date d'échéance desdites dettes de la manière suivante :

Dates d'échéance	Dettes au 31 décembre 2016	Dettes au 31 décembre 2015
Moins de 30 jours	1 148 k€	1 138 k€
Entre 30 et 60 jours	199 k€	455 k€
Plus de 60 jours	39 k€	21 k€
TOTAL TTC	1 386 k€	1 614 k€

Nous vous indiquons que, conformément aux dispositions de l'article D. 823-7-1 du Code de commerce, le Commissaire aux comptes présentera dans son rapport sur les comptes annuels ses observations sur la sincérité et la concordance des informations ci-dessus avec les comptes annuels.

MONTANT DES PRETS INTERENTREPRISES A MOINS DE DEUX ANS CONSENTIS PAR LA SOCIETE

La Société n'a consenti aucun prêt inter-entreprises sur l'exercice 2016.

-oOo-

CONVENTIONS VISEES PAR LES ARTICLES L. 225-86 ET L.225-90 DU CODE DU COMMERCE

Il appartiendra aux actionnaires d'approuver dans son intégralité les termes du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions entrant dans le champ d'application des articles L. 225-86 et L.225-90 du Code du commerce.

CONVENTION(S) CONCLUE(S) PAR UN DIRIGEANT OU UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF DE LA SOCIETE MERE AVEC UNE FILIALE

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 dernier alinéa du Code de commerce, nous vous indiquons qu'aucune convention n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, directement ou par personne interposée, entre :

- d'une part un Membre du Directoire ou du Conseil de Surveillance de la Société ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %,
- et d'autre part, l'une de ses filiales dont la Société possède, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital.

-oOo-

LISTE DES MANDATS ET FONCTIONS EXERCES AU 31 DECEMBRE 2016 PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX DANS TOUTE SOCIETE

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 alinéa 4 du Code de Commerce, nous vous précisons que les mandats et fonctions (y compris salariées) exercés durant l'exercice clos le 31 décembre 2016 dans toute société par chacun des mandataires sociaux personnes physiques et par les représentants permanents des mandataires sociaux personnes morales en fonctions au 31 décembre 2016, sont les suivants :

- Monsieur Stéphane RENARD, Membre du Directoire et Directeur Général, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Membre du Board of Directors de TRONICS NORTH AMERICA Inc jusqu'à la date de la fusion le 31 décembre 2016 ;
 - Membre du Board of Directors de TRONICS MEMS Inc,
 - Président de l'Association Club Nano-Microtechnologie.

- Monsieur Pascal LANGLOIS, Membre et Président du Directoire, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Membre et Président du Board of Directors de TRONICS MEMS Inc,
 - Membre et Président du Board of Directors de TRONICS NORTH AMERICA Inc jusqu'à la date de la fusion le 31 décembre 2016 ;
 - Managing Director de PASCAL LANGLOIS HIGH TECHNOLOGY ADVISING GENEVE.

- Monsieur Marc DUVAL DESTIN, représentant permanent de la société THALES AVIONICS SAS, Membre du Conseil de Surveillance, n'exerce par ailleurs aucun autre mandat social.

- Dr. Christoph Martin SCHEUREN, Membre du Conseil de Surveillance depuis le 28 décembre 2016, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Corporate Senior Vice President et Head M&A d'EPCOS AG
 - Président du Board of Directors d'EPCOS Electronic (Wuxi) Co.Ltd.

- Monsieur Karsten LOEWE, Membre du Conseil de Surveillance depuis le 28 décembre 2016, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Executive Vice-Président et CFO Sensors Business Group d'EPCOS AG
 - Membre du management board et managing director de Hermann Beteiligungs GmbH

- Monsieur Peter BALZER, Membre et Président du Conseil de Surveillance depuis le 28 décembre 2016, exerce par ailleurs les mandats sociaux et fonctions suivants :
 - Président et CEO Sensors Business Group d'EPCOS AG
 - Membre du management board et managing director de de Hermann Beteiligungs GmbH
 - Directeur du conseil des commissaires de PT. EPCOS Indonesia

Pour mémoire, les règles de cumul des mandats ne s'appliquent pas aux représentants permanents de sociétés de capital-risque, de sociétés financières d'innovation ou de sociétés de gestion habilitées à gérer des fonds communs de placement (article L. 225-95-1 du Code de commerce).

MANDATS EN COURS

Nous vous informons qu'aucun mandat des Membres du Conseil de Surveillance et des Commissaires aux comptes n'est parvenu à son terme, outre les modifications intervenues au sein du Conseil de Surveillance en date du 28 décembre 2016 exposées à la rubrique suivante.

Nous vous indiquons en outre que, lors de ses délibérations en date du 28 décembre 2016, le Conseil de Surveillance a constaté la démission de Messieurs Franck NOIRET et Michel DE LEMPDES de leurs mandats de membres du Conseil de Surveillance et de leurs mandats respectifs de Vice-Président et de Président du Conseil de Surveillance, avec effet à compter du même jour.

RATIFICATION DE LA COOPTATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DECIDEE PAR LE CONSEIL DE SURVEILLANCE LORS DE SA REUNION EN DATE DU 28 DECEMBRE 2016

Il vous sera proposé, conformément aux dispositions de l'article L.225-78 alinéa 5 du Code commerce, de ratifier les cooptations suivantes décidées par le Conseil de Surveillance lors de sa réunion en date du 28 décembre 2016 :

- Cooptation de Dr. Christoph Martin SCHEUREN en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de la société ASTER CAPITAL PARTNERS, démissionnaire, avec effet à compter du 28 décembre 2016 ;

- Cooptation de Monsieur Karsten LOEWE en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de la société SERCEL HOLDING, démissionnaire, avec effet à compter du 28 décembre 2016 ;

- Cooptation de Monsieur Peter BALZER en qualité de nouveau membre du Conseil de Surveillance, en remplacement de la société CEA INVESTISSEMENT, démissionnaire, avec effet à compter du 28 décembre 2016 ;

pour la durée restant à courir des mandats de leur prédécesseurs, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Lors de ses délibérations en date du 28 décembre 2016, nous vous indiquons que le Conseil de Surveillance a également nommé Monsieur Peter BALZER en qualité de Président du Conseil de Surveillance, pour la durée de son mandat de membre.

PROPOSITION DE FIXATION DU MONTANT DES JETONS DE PRESENCE ALLOUES AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE AU TITRE DE L'EXERCICE 2017

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-83 du Code de commerce, nous vous proposons d'allouer, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017, un montant maximum de 40 000 euros de jetons de présence aux membres du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance décidera de la répartition de cette somme entre ses membres pouvant être qualifiés de membre indépendant au regard des critères d'indépendance définis par le Code Middenext et retenus par la Société.

-oOo-

PARTICIPATION DES SALAIRES AU CAPITAL SOCIAL AU DERNIER JOUR DE L'EXERCICE

Nous vous informons que l'état de la participation des salariés actuels au capital social de la Société au dernier jour de l'exercice s'élève, au sens de l'article L.225-102 du Code de commerce, à 0%.

SOUSCRIPTION, ACHAT OU PRISE EN GAGE PAR LA SOCIETE DE SES PROPRES ACTIONS, DANS LE CADRE DE L'INTERESSEMENT DU PERSONNEL AUX RESULTATS DE L'ENTREPRISE

Aucune opération n'a été effectuée sur l'action TRONICS MICROSYSTEMS, à ce titre, au cours de l'exercice écoulé.

OBSERVATIONS DE LA DELEGATION UNIQUE DU PERSONNEL

Les membres de la délégation unique du personnel n'ont émis aucune observation en application des dispositions de l'article L 2323-8 du Code du travail.

-oOo-

PRISES DE PARTICIPATION – PRISES DE CONTRÔLE

Aucune prise de participation ou de contrôle n'a été faite par la Société au cours de l'exercice, outre l'opération de fusion-absorption entre les sociétés Tronics North America et Tronics Mems décrite ci-dessus.

Lors des séances du 21 septembre 2016 et du 28 décembre 2016, le Conseil de Surveillance a autorisé la conclusion de deux avenants à la convention d'avance de trésorerie conclue entre la Société et Tronics North America Inc, et initialement autorisée par l'Assemblée Générale du 16 mai 2014. Ces avenants concernent l'extension du plafond de versement qui a été porté à 1 100 000 euros en septembre 2016 puis à 1 400 000 en décembre 2016.

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan de la Société.

OPERATIONS EFFECTUEES PAR LA SOCIETE SUR SES PROPRES ACTIONS AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Nous vous rendons également compte, conformément aux dispositions de l'article L. 225-211 du Code de commerce, des opérations d'achat et de vente par la Société de ses propres actions afin d'en réguler le cours.

Nous vous rappelons que l'Assemblée Générale Mixte du 19 mai 2016 a autorisé le Directoire à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du code de commerce et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la dite Assemblée, soit jusqu'au 19 novembre 2017.

Nous vous précisons que le Directoire a fait usage de cette autorisation via la conclusion en date du 6 février 2015 d'un

contrat de liquidité conclu pour une durée de 12 mois, renouvelable par tacite reconduction, avec un prestataire de services d'investissement indépendant, ayant pour objectif d'équilibrer la répartition des capitaux dans le compte de liquidité entre les titres et les espèces. Dans le cadre de ce contrat, la Société a mis à la disposition du prestataire de services d'investissement la somme totale de 300 000 euros.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et dans le cadre du contrat de liquidité susvisé, nous vous indiquons que la Société a procédé aux opérations suivantes sur ses propres actions :

- Achat de 65 978 actions au cours moyen de 7.10 euros,
- Vente de 84 563 actions au cours moyen de 7.05 euros,

L'intégralité des titres d'autocontrôle a été apportée à l'offre publique d'achat initiée par EPCOS.AG et le contrat de liquidité a été clôturé le 19 décembre 2016. La Société ne détenait plus aucune action propre au 31 décembre 2016.

FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L. 233-7 et L. 233-12 dudit code, nous vous indiquons ci-après, à notre connaissance, l'identité des actionnaires possédant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote :

Actionnaires	Seuils en nombre d'actions		Seuils en nombre de droits de vote	
	31.12.2016	N-1	31.12.2016	N-1
THALES AVIONICS SAS	+ de 1/5e	+ de 1/5e	+ de 1/5 ^e	+ de 1/10e
FCPR CDC INNOVATION 2000		+ de 3/20e		+ de 3/20e
Stéphane RENARD		+ de 1/10e		+ de 1/10e
SERCEL HOLDING		+ de 1/20e		+ de 1/10e
FCPR SEV 1		+ de 1/20e		+ de 1/20e
CREDIT LYONNAIS VENTURE CAPITAL		+ de 1/20e		+ de 1/20e
SAFRAN CORPORATE VENTURE		+ de 1/20e		
IXBLUE			+1/20e	+1/20e
EPCOS.AG	+ de 2/3		+ de 2/3	

REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

L'information ci-après est établie en se référant du Code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites tel qu'il a été publié en septembre 2016 par MiddleNext et validé en tant que code de référence par l'AMF.

Tableaux de synthèse des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées à chaque dirigeant mandataire social

en euro	2016	2015	2014
Pascal Langlois – président du directoire ⁽¹⁾			
Rémunérations dues au titre de l'exercice ⁽²⁾	207 079	205 231	201 109
Valorisation des rémunérations variables attribuées au cours de l'exercice	92 500	40 000	9 000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	NA	N/A	238 095
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	NA	N/A	N/A
Total	299 579	245 231	448 204

⁽¹⁾ Pascal Langlois a rejoint la Société le 13 septembre 2013. Il a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 13 septembre 2013 conformément à la procédure des conventions réglementées, pour une durée de six (6) ans renouvelable.

⁽²⁾ y compris avantage en nature (à savoir la prise en charge des frais d'hébergement à Crolles et frais de mutuelle)

Le conseil de surveillance a fixé à 1 action la quantité des actions issues de la levée d'options, que les membres du directoire sont tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

en euro	2016	2015	2014
Stéphane Renard – directeur général, membre du directoire			
Rémunérations dues au titre de l'exercice	95 833	113 910	107 830
Valorisation des rémunérations variables attribuées au cours de l'exercice	NA	20 000	4 280
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	NA	N/A	N/A
Valorisation des actions attribuées gratuitement au titre de l'exercice	NA	N/A	N/A
Total	95 833	133 910	112 110

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social

Les tableaux suivants présentent les rémunérations dues aux mandataires sociaux dirigeants au titre des exercices clos les 31 décembre 2014, 2015 et 2016 et les rémunérations perçues par ces mêmes personnes au cours de ces mêmes exercices.

en euro	2016		2015		2014	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Pascal Langlois – président du directoire ⁽³⁾						
Rémunération fixe*	185 000	185 000	183 750	183 750	180 000	180 000
Rémunération variable annuelle*	NA	NA	N/A	9 000	9 000	0 €
Rémunération exceptionnelle*	92 500	NA	40 000	40 000	N/A	26 137 ⁽³⁾
Jetons de présence	NA	NA	N/A	N/A	N/A	N/A
Avantages en nature	22 079	22 079	21 480	21 480	21 109	21 109
Total	299 579	207 079	245 231	254 231	210 109	227 246

* sur une base brute avant impôt

⁽¹⁾ rémunération due au mandataire social au cours de l'exercice et dont le montant n'est pas susceptible d'évolution quelle que soit la date de versement

⁽²⁾ rémunération versée au cours de l'exercice au mandataire social

⁽³⁾ à titre dérogatoire : 50 % de sa rémunération fixe perçue au titre de 2013 non conditionnée à l'atteinte d'objectifs

en euro	2016		2015		2014	
	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾	Montants dus ⁽¹⁾	Montants versés ⁽²⁾
Stéphane Renard – directeur général, membre du directoire						
Rémunération fixe*	95 833	95 833	113 001	113 001	107.004	107.004
Rémunération variable annuelle*	N/A	N/A	N/A	4 280	4 280	10 700
Rémunération exceptionnelle*	NA	NA	20 000	20 000	N/A	N/A
Jetons de présence	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Avantages en nature	NA	NA	908	908	826	826
Total	95 833	95 833	133 910	138 190	112 110	118 530

* sur une base brute avant impôt

(1) rémunération due au mandataire social au cours de l'exercice et dont le montant n'est pas susceptible d'évolution quelle que soit la date de versement

(2) rémunération versée au cours de l'exercice au mandataire social

Les parts variables des rémunérations des dirigeants mandataires sociaux sont subordonnées à la réalisation d'objectifs essentiellement financiers précis et préétablis (niveaux de chiffre d'affaires, de résultats et de trésorerie), adaptés aux domaines de compétence de chacun des dirigeants mandataires sociaux.

En matière d'avantages en nature, Stéphane Renard ne bénéficie d'aucune assurance chômage (garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise) mais bénéficie de la mutuelle santé d'entreprise. Pascal Langlois bénéficie d'une prise en charge par la Société de ses frais d'hébergement à Crolles, de son assurance chômage (garantie sociale des chefs et dirigeants d'entreprise) et de sa mutuelle santé.

Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

Il n'a pas été versé de jetons de présence ou d'autres rémunérations aux mandataires sociaux non dirigeants au cours des exercices clos les 31 décembre 2014, 2015 et 2016.

Le tableau suivant apporte des précisions quant aux conditions de rémunération et autres avantages consentis aux mandataires sociaux dirigeants :

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction		Indemnités relatives à une clause de non-concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Pascal Langlois* président du directoire Date début mandat : Date fin mandat :		X		X	X**		X***	
	13 septembre 2013 A l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018							
Stéphane Renard Directeur général, membre du directoire Date début mandat : Date fin mandat :		X		X		X		X
	26 avril 2013 (renouvellement) A l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018							

* Pascal Langlois a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil de surveillance du 13 septembre 2013 conformément à la procédure des conventions réglementées, pour une durée de six (6) ans renouvelable.

** hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation, Pascal Langlois percevra en cas de révocation de son mandat, une indemnité compensatrice équivalente à six (6) mois de sa rémunération fixe, telle que celle-ci s'établira au jour de la décision de révocation prise par le conseil de surveillance ou l'assemblée générale des actionnaires de la Société.

*** hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation ou de démission, la Société s'est engagée à verser à Pascal Langlois, en contrepartie de son engagement de non concurrence, une indemnité compensatrice, versée mensuellement, égale à 50% de la moyenne mensuelle de sa rémunération fixe perçue au cours des douze (12) derniers mois au sein de la Société.

OPERATIONS DES DIRIGEANTS ET DES PERSONNES MENTIONNEES A L'ARTICLE L. 621-18-2 DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

En application des articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code Monétaire et Financier et de l'article 223-23 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, nous vous présentons ci-dessous un état récapitulatif des opérations sur les titres de la Société réalisées, au cours de l'exercice écoulé, par les dirigeants, les hauts responsables ou des personnes qui leur sont étroitement liées pour un montant cumulé supérieur à 20 000 euros.

Personne concernée	Fonction du dirigeant	Nature du mouvement	Nombre d'actions	Prix
Stéphane RENARD Et personnes liées	Membre du Directoire et Directeur Général	Cession d'actions	425 948	5 622 513.60 €
Personne liée à Michel DE LEMPDES	Membre et Président du CS *	Cession d'actions	210 374	2 776 936.80 €
Personne liée à Franck NOIRET	Membre et Vice- Président du CS*	Cession d'actions	543 336	7 172 035.20 €
SERCEL HOLDING SA	Membre du CS*	Cession d'actions	320 727	4 233 596.40 €
Personne liée à ASTER CAPITAL PARTNERS SAS	Membre du CS*	Cession d'actions	232 131	3 064 129.20 €
EPCOS.AG	Membre du CS	Souscription et acquisition d'actions	2 532 724	33 432 088.20€

* Membre du Conseil de surveillance jusqu'au 28 décembre 2016

PARTICIPATIONS CROISEES

Néant.

-oOo-

AJUSTEMENT DES BASES DE CONVERSION, DES CONDITIONS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS OU DES CONDITIONS D'EXERCICE DES DROITS ATTACHES AUX VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL AFIN DE TENIR COMPTE DE L'INCIDENCE DE CES OPERATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL EMISESO U LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES

Néant.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET/ OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET SALARIES DE LA SOCIETE

Nous vous indiquons que le Directoire, usant des pouvoirs qui lui ont été délégués par l'Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2014, a décidé, par délibération en date du 1^{er} juillet 2014, d'attribuer les options de souscription d'actions ci-dessous au prix d'exercice sous-mentionné, lesdites options de souscriptions d'actions ayant été intégralement exercées par leurs titulaires en date des 3, 4, 19 octobre 2016 et 2 janvier 2017 :

Plan d'options	Options n°1	Options n°2	Options n°3
Date d'Assemblée Générale	16/05/2014	16/05/2014	16/05/2014
Date du Directoire	01/07/2014	01/07/2014	01/07/2014
Nombre total d'options attribuées	110 000	25 000	19 500
Nombre de mandataires concernés	1	-	-
Point de départ d'exercice des options	01/07/2014	01/07/2014	01/07/2014
Date d'expiration du délai d'indisponibilité	13/09/2014 (1)	01/01/2015 (2)	01/01/2015 (3)
Date d'expiration du délai d'exercice des options	01/07/2019	01/07/2019	01/07/2019
Prix de souscription des actions en exercice des options	10 €	10 €	10 €
Nombre total d'actions souscrites en exercice des options au 31/12/2016	0	0	5 096
Nombre total d'options annulées	0	0	-7 000
Nombre total d'options exerçables au 31/12/2016	110 000	25 000	10 403
Nombre total d'actions souscrites en exercice des options au jour du présent rapport	110 000	25 000	12 500
Nombre total d'options exerçables au jour du présent rapport	0	0	0

(1) Le bénéficiaire avait la possibilité de lever partiellement ses options à hauteur de 25 % depuis le 13/09/2014, de 25 % supplémentaire à compter du 13/09/2015, de 25 % supplémentaire à compter du 13/09/2016, de 25 % supplémentaire à compter du 13/09/2017, avec clause d'exerçabilité anticipée en cas de cession d'au moins 67 % du capital avant le 13 septembre 2017.

(2) Le bénéficiaire avait la possibilité de lever partiellement ses options à hauteur de 33 % depuis le 01/01/15, de 33 % supplémentaire à compter du 01/01/16, de 33 % supplémentaire à compter du 01/01/17.

(3) Les bénéficiaires avaient la possibilité de lever partiellement leurs options à hauteur de 33 % depuis le 01/01/15, de 33 % supplémentaire à compter du 01/01/16, du solde à compter du 01/01/17.

Le rapport spécial du Directoire établi conformément aux dispositions de l'article L.225-84 du Code de commerce reprendra les présentes informations ainsi que certaines informations relatives aux options de souscription d'actions émises au sein du Groupe.

PROPOSITION DE MODIFICATION DE L'ARTICLE 14 DES STATUTS DE LA SOCIETE

Dans un souci de mise en cohérence de la documentation sociale, nous vous proposons de modifier comme suit l'article 14 « POUVOIRS DU DIRECTOIRE » alinéa 1 des statuts de la Société :

« ARTICLE 14 ~ POUVOIRS DU DIRECTOIRE

Le directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux qui sont expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et au conseil de surveillance par la loi ainsi que par tout règlement intérieur et tout acte extrastatutaire mis en place au sein de la Société. »

Le reste de l'article demeurerait inchangé.

PROPOSITION DE MODIFICATION DE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE SOCIAL

Afin de faire coïncider la date de clôture de l'exercice social de la Société avec celui de notre société-mère, la société EPCOS, nous vous proposons de modifier ladite date pour la fixer au 31 mars de chaque année, étant précisé que l'exercice en cours ouvert le 1^{er} janvier 2017 aura en conséquence une durée exceptionnelle de 15 mois et se clôturera le 31 mars 2018.

Il vous appartiendra de modifier corrélativement l'article 23 des statuts de la Société.

-oOo-

Il va vous être donné lecture des rapports du Commissaire aux comptes.

Le Conseil se tient à la disposition des Membres de l'Assemblée pour leur fournir tous renseignements qu'ils pourraient désirer, et compléter les explications concernant la comparaison des comptes de l'exercice avec ceux de l'exercice précédent.

Compte tenu des explications qui précèdent, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes de l'exercice écoulé, tels qu'ils vous ont été présentés, consentir quitus aux Membres du Directoire et approuver les résolutions qui vont vous être présentées.

Pour le Directoire,
Le Président,
Pascal LANGLOIS.

ANNEXE A

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES – TRONICS MICROSYSTEMS SA

	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 561 317	2 561 317	2 561 317	3 496 005	3 499 004
Nbre des actions ordinaires existantes	2 561 317	2 561 317	2 561 317	3 496 005	3 499 004
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription	112 000	90 000	244 500	189 603	186 604
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	12 203 148	8 258 278	9 274 245	4 983 161	4 212 427
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 274 449	172 303-	41 167-	3 477 474-	5 121 832-
Impôts sur les bénéfices	1 022 862-	965 417-	798 230-	1 112 322-	825 623-
Participation des salariés au titre de l'exercice			111 600		
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 622 631	590 362-	781 549	2 868 817-	4 867 620-
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	1.29	0.31	0.25	0.68-	1.23-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0.63	0.23-	0.31	0.82-	1.39-
Dividende distribué à chaque action					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	59	65	70	71	72
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 183 189	3 101 316	3 654 187	3 479 714	3 703 127
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	1 277 159	1 332 261	1 703 865	1 504 021	1 597 470

ANNEXE A-BIS

TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES – GROUPE

	Ex. clos le 31/12/12	Ex. clos le 31/12/13	Ex. clos le 31/12/14	Ex. clos le 31/12/15	Ex. clos le 31/12/16
	k euros	k euros	k euros	k euros	k euros
CAPITAL SOCIAL	2 561	2 561	2 561	3 496	3 499
NOMBRE D'ACTION ORDINAIRES (en millier)	2 561	2 561	2 561	3 496	3 499
NOMBRE A DIVIDENDE PRIORITAIRE (en millier)					
NOMBRE MAXIMAL D'ACTIONS A CRÉER (en millier)	112	90	245	190	187
Par conversion d'obligations					
Par exercice de droits de souscription	112	90	245	190	187
CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES	13 638	10 177	11 609	7 755	6 296
RESULTAT avant impôts, Participations et Dotations aux Amortissements et Provisions	2 989	582	1 604	-1 466	-3 719
IMPOT SUR LES SOCIETES	-199	-60	-69	-241	-28
PARTICIPATION DES SALARIES			-112		
RESULTAT après impôts, Participations et Dotations aux Amortissements et Provisions	1 709	-727	148	-3 037	-5 520
RESULTAT DISTRIBUE					
PAR ACTION Résultat <u>après</u> impôts, Participations mais <u>avant</u> Dotations aux Amortissements et Provisions en euros	1.08	0.20	0.55	-0.41	-1.07
PAR ACTION Résultat <u>après</u> impôts, Participations et Dotations aux Amortissements et Provisions en euros	0.67	-0.28	0.06	-0.88	-1.59
DIVIDENDE ATTRIBUE A CHAQUE ACTION					
EFFECTIF MOYEN DES SALARIES	74	82	88	92	90
MONTANT DE LA MASSE SALARIALE	4 282	4 361	4 979	5 143	4 744
COTISATIONS SOCIALES ET AVANT. SOCIAUX	1 623	1 611	2 051	1 751	1 827

ANNEXE B

Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société et ses filiales sont confrontées

Pour les besoins de la présente annexe, les termes « Société » ou « Groupe » désignent l'ensemble constitué par la société TRONIC'S MICROSYSTEMS et ses filiales.

1. Risques liés à l'activité de la Société et de ses filiales

1.1. Risque d'évolutions technologiques

Si la Société ne réagit pas assez rapidement aux changements technologiques ou aux changements de normes industrielles, ses produits risquent de devenir obsolètes. D'autre part, si les changements technologiques deviennent plus rapides qu'initialement estimés, il se pourrait que la Société soit dans l'obligation de développer de nouvelles technologies se substituant en tout ou partie aux précédentes et impactant les prévisions d'amortissements relatives aux frais de développement capitalisés et aux avances versées dans le cadre des accords de licence de technologie conclus avec le CEA et Thales.

Le marché des produits de la Société est par nature caractérisé par des changements technologiques rapides et des introductions fréquentes de nouveaux produits qui imposent notamment à ses équipes de recherche et de développement de suivre l'évolution d'un grand nombre de technologies et de standards.

Plus généralement, le développement par un concurrent de nouvelles technologies plus performantes et plus rentables que celles développées par la Société pourrait rendre inopérants les brevets et équipements développés par la Société.

Si les équipes de recherche et de développement de la Société sont parvenues jusqu'à présent à anticiper et traiter les évolutions technologiques, elle ne peut garantir qu'elle parviendra à rendre ses solutions technologiques et ses produits et procédés brevetés compatibles avec les évolutions à venir.

Si la Société prenait du retard par rapport à ses concurrents, si elle ne parvenait pas à rester à la pointe des innovations technologiques, faute d'investissements suffisants ou adéquats ou encore si elle commettait des erreurs de stratégie, ses produits et services pourraient devenir obsolètes et la Société pourrait ne plus être en mesure d'accroître sa clientèle, voire même de la conserver.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.2. Risques liés à la croissance du marché

Le marché adressé par la Société est principalement celui des microsystèmes spécifiques, des produits inertiels de haute performance et des services adaptés à cette industrie. Il s'agit d'un marché en forte croissance dans lequel de nombreuses opportunités apparaissent régulièrement.

A ce jour, les principaux clients de la Société dépendent du développement et de la croissance du marché des produits et services dans les secteurs industriel, médical, aéronautique, de la sécurité et de l'électronique grand public. Bien qu'il y ait actuellement une demande importante pour les produits et services développés par la Société sur ces différents marchés, du fait de sa capacité d'innovation et du haut niveau de performance procuré par ses produits, la Société ne peut garantir que la demande se maintienne et progresse.

Si la capacité de croissance du marché dépend notamment de l'essor et de la diversification de l'usage des microsystèmes dans de nouvelles applications, notamment pour le secteur médical, l'industrie et l'électronique grand public, celle-ci pourrait être temporairement impactée par les évolutions du contexte économique général. La Société pourrait alors ne pas pénétrer certains des nouveaux marchés qu'elle vise, ou pourrait perdre certains de ses clients actuels.

Cette dépendance est toutefois limitée du fait de l'élargissement des débouchés commerciaux de la Société et de la flexibilité de son offre de produits.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.3. Risque d'un échec commercial

La Société estime disposer à ce jour d'une réelle avance technologique, en particulier grâce à l'accord de licence conclu avec le CEA-Leti en 2012 qui lui donne accès à une technologie de rupture majeure, la technologie M&NEMS (Micro & Nano Electro Mechanical Systems). A ce jour, cette technologie est la seule permettant de combiner sur une même puce miniature tous les axes de mesure, accéléromètres, gyromètres, magnétomètres, capteurs de pression et, à terme microphones, avec une technologie unique. Outre leur miniaturisation poussée, supérieure aux produits du marché, les composants issus de cette plateforme présentent une faible consommation et une électronique de contrôle simplifiée, caractéristiques essentielles pour être compétitif dans les applications destinées aux marchés grand public.

Sur certains marchés, et en particulier ceux du grand public, la Société pourrait toutefois être exposée à une vive concurrence de la part de certains concurrents, déjà présents sur ces marchés ou désireux de s'y implanter, qui peuvent disposer de ressources commerciales, financières, techniques ou humaines plus importantes que celles du Groupe.

La pression que cette concurrence serait susceptible d'exercer sur les prix pourrait contraindre la Société à limiter ses prix de vente et réduire ses marges, remettant ainsi en cause sa capacité à générer la rentabilité escomptée dans les délais envisagés.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.4. Risque lié à la longueur et la variabilité des cycles de vente

La longueur et la variabilité des cycles de vente et de déploiement pourraient avoir pour conséquence une variation significative du chiffre d'affaires de la Société et de ses résultats opérationnels.

Du fait de la nature des produits et services commercialisés par le Groupe, les cycles de vente ont en général une durée de l'ordre de trois à six mois. La durée des cycles de vente du Groupe varie toutefois selon le type de client auquel la vente s'adresse et le type de produit ou de service vendu.

Ces cycles de vente sont également dépendants d'un certain nombre de facteurs que le Groupe peut ne pas maîtriser. Même après avoir pris la décision d'acheter ses produits, les clients du Groupe doivent intégrer ces produits dans leurs propres systèmes. L'ensemble de ce processus prend plusieurs mois et requiert un investissement important de part et d'autre. C'est dans cette phase que se fait la mise au point des produits et le développement de fonctions spécifiques destinées à optimiser le produit concerné. Par ailleurs, les clients du Groupe peuvent aussi choisir de déployer leurs produits plus lentement que prévu. Le temps nécessaire au déploiement peut varier de façon considérable et dépend de multiples facteurs tels que la complexité et la maturité des projets techniques et commerciaux de chaque client, la configuration et l'adaptation de l'environnement matériel nécessaire à l'intégration des produits du Groupe ou encore la capacité des clients du Groupe à financer l'achat de ses produits.

Par conséquent, il est difficile pour le Groupe de prévoir à quel moment ses clients, s'ils décident de lancer leurs produits auprès de leurs propres clients, peuvent acheter des produits auprès du Groupe et le chiffre d'affaires du Groupe et ses résultats opérationnels pourraient varier de façon significative au cours d'une même année ou entre plusieurs exercices.

Des cycles de vente ou de déploiement irréguliers auraient un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.5. Risques liés au cycle de développement des microsystèmes spécifiques

Le développement d'un nouveau microsystème spécifique peut prendre jusqu'à dix-huit mois avant que la phase de qualification ou pré-production démarre. Trois à six mois sont ensuite nécessaires pour que le produit entre en phase de production.

Pendant les phases de développement et de pré-production, le risque de décalage est non-négligeable. Ce n'est qu'en phase de production que ces risques deviennent mineurs. Toutefois, tous les développements lancés dans le cadre des microsystèmes spécifiques sont financés par les clients.

Si des décalages se produisaient dans le développement de microsystèmes spécifiques, cela pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

1.6. Risques liés à la dépendance vis-à-vis des fournisseurs et aux approvisionnements en matières premières et composants électroniques

Le Groupe attache une grande importance à la sélection rigoureuse de ses fournisseurs et fait appel, lorsque cela est possible, à plusieurs (au minimum deux) sources d'approvisionnement en matières premières et composants. Toutefois, malgré cette politique de diversification de ses sources d'approvisionnement, la dépendance du Groupe envers un nombre limité de fournisseurs de matières premières et composants est susceptible d'engendrer des ruptures d'approvisionnements si ces fournisseurs venaient à interrompre leurs livraisons ou augmentaient leurs prix. Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats. En 2016, les cinq premiers fournisseurs de la société ont représenté 13% du total des achats TTC et 7% pour son premier fournisseur. Sur la même période, les dix premiers fournisseurs de la société ont représenté 20% du total des achats TTC du Groupe.

La capacité du Groupe à satisfaire les commandes de ses clients dépend également de sa capacité à s'approvisionner dans les délais requis en composants de qualité. Certaines matières premières ou certains composants ne sont disponibles qu'auprès d'un nombre limité de fournisseurs ou seulement auprès d'un nombre limité de fournisseurs dans une zone géographique donnée. Bien que les approvisionnements en matières premières et en composants soient actuellement suffisants, une pénurie de matières premières ou de composants critiques pourrait survenir en cas d'interruption de la production chez des fournisseurs ou d'un accroissement de la demande dans l'industrie.

Le Groupe achetant des composants auprès d'un nombre limité de fournisseurs et, parce que ces composants sont complexes, il peut s'avérer difficile de remplacer un fournisseur par un autre ou de substituer un composant par un autre. En outre, il pourrait arriver, comme le Groupe l'a déjà rencontré par le passé, que certains fournisseurs allongent les délais d'approvisionnement, limitent les stocks destinés au Groupe ou augmentent leurs prix en raison de contraintes liées à leur capacité de production ou à d'autres facteurs.

Par ailleurs, certains fournisseurs ou partenaires du Groupe pourraient décider de ne traiter qu'avec des sociétés pouvant leur garantir un niveau de chiffre d'affaires supérieur à celui que le Groupe serait en mesure de leur garantir. Bien que le Groupe collabore étroitement avec ses fournisseurs afin d'éviter de tels incidents, il ne peut garantir qu'il ne sera pas confronté à des défauts d'approvisionnements à l'avenir. Ainsi, le résultat opérationnel du Groupe pourrait être affecté de manière significative et des conséquences significatives sur la capacité de production du Groupe pourraient être engendrées et pourraient entraîner des pertes de marchés s'il n'était pas en mesure de s'approvisionner de manière suffisante en composants dans les délais requis ou si des hausses importantes de coûts ou des problèmes de qualité des composants survenaient.

1.7. Risques liés à la fabrication et risques de sinistres pouvant affecter les locaux industriels

Le Groupe a mis en place des procédures qualité internes visant à permettre de réduire *in situ* les risques de défaut de fabrication, de fonctionnement ou d'assemblage de composants défectueux sur son site de Crolles ou sur le site de son partenaire industriel américain jusqu'à la fin du contrat qui les liait. De même, le Groupe s'est assuré que le groupe partenaire industriel américain appliquait des procédures qualité adaptées et qu'il était certifié par des organismes de certification qualité. Enfin, lors de leur fabrication, tous les produits sont testés par le Groupe ou par le groupe partenaire industriel américain.

Malgré ces mesures de prévention, et de manière générale, un défaut de fabrication, de fonctionnement ou l'assemblage de composants défectueux dans l'un quelconque des produits du Groupe pourrait toutefois entraîner des actions en responsabilité contre lui de la part de clients. De même, l'occurrence d'un problème après livraison ne peut être exclue et l'existence de réclamations pourrait nuire à la réputation du Groupe, entraîner des coûts de remplacement de produits défectueux et avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Par ailleurs, les locaux des entités du groupe sont susceptibles de subir des sinistres importants. Toute perte de l'une de ces installations pourrait interrompre l'activité de la Société ou retarder sa production, et se traduirait par d'importantes dépenses de reconstruction toutefois couvertes par des assurances adéquates. Il est toutefois précisé que la Société n'a connu aucun sinistre de ce type à ce jour.

En date du 31 janvier 2017, le partenaire industriel aux Etats-Unis a résilié le contrat qui le liait à Tronics au motif du changement de contrôle intervenu avec l'entrée au capital de la société EPCOS. Même si le Groupe avait anticipé cette

possibilité et identifié un nouveau site de production, la filiale court le risque de prendre du retard dans son plan d'affaires et de détériorer sa marge.

1.8. Risques liés aux défauts techniques sur des produits commercialisés par la Société

Le dysfonctionnement des produits commercialisés par le Groupe pourrait entraîner de nouvelles dépenses de recherche et développement afin de corriger les erreurs ou défauts constatés, des coûts supplémentaires de service et de maintenance et entacher la réputation commerciale de la Société. La Société risquerait également de devoir engager des dépenses significatives du fait de retours de produits par ses clients. Enfin, la découverte de ces problèmes de performance ou de ces vices pourrait causer un préjudice à ses clients et exposer le Groupe à des actions en garantie et responsabilité du fait des produits. Pour de plus amples développements à ce sujet, il convient de se reporter à la section 4.2.5 de cette présente annexe.

Ainsi, si un grand nombre de défauts techniques survenait sur les produits du Groupe commercialisés auprès de ses clients, cela pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

2. Risques liés au marché sur lequel intervient la Société

2.1. Risques liés à l'environnement concurrentiel

Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel où un nombre significatif d'acteurs disposent de moyens financiers significatifs. Certains des concurrents du Groupe sont des acteurs historiques du secteur, disposant de larges ressources, d'une notoriété et d'une base de clientèle plus étendue que celle du Groupe. Leur présence ancienne sur le marché leur a permis d'établir des relations fortes avec leurs clients, ce qui pourrait les avantager, notamment par l'accès à des informations sur les demandes futures de leurs clients et l'évolution anticipée de leurs besoins. Les ressources importantes de ces concurrents de grande taille leur permettent d'affecter des moyens conséquents à la compétition technologique, de réaliser des économies d'échelle, d'étoffer leurs portefeuilles de produits et de bénéficier d'une plus grande crédibilité auprès des clients existants et potentiels du Groupe. De plus, certains concurrents pourraient adopter une politique de prix agressive.

Si le Groupe n'était pas en mesure de s'adapter et de répondre à cette pression concurrentielle actuelle et future sur ses marchés, cela pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

2.2. Risques liés à la dépendance vis-à-vis d'un nombre limité de clients et à la capacité à les retenir

Le Groupe dispose à ce jour d'une clientèle d'environ 50 sociétés, parmi lesquelles de nombreux groupes de renom intervenant dans divers segments d'application, tels que l'industrie, l'aéronautique, la sécurité, le médical ou l'électronique grand public.

Le Groupe a toutefois été historiquement exposé à un risque de dépendance important vis-à-vis de la société Sercel (groupe CGG). Afin de réduire ce risque de dépendance vis-à-vis de Sercel, des efforts commerciaux importants ont été entrepris par le Groupe au cours des dernières années pour diversifier ses clients. Ces efforts se sont notamment traduits par le gain de nouveaux clients.

Le premier client du Groupe, ses cinq premiers clients et ses dix premiers clients représentaient respectivement, 14%, 43%, et 66% de son chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice 2016 contre 18%, 57%, et 78% de son chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice 2015.

Une rupture des relations du Groupe avec l'un de ses principaux clients pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats sans que le Groupe soit à même de substituer un client perdu par un nouveau client de même importance. En outre, la perte ou la diminution d'activité d'un ou plusieurs de ces clients pourrait impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

La capacité du Groupe à attirer et retenir ses clients est également conditionnée par son aptitude à anticiper et satisfaire leurs demandes spécifiques. Pour que le marché accueille ses produits, le Groupe doit anticiper de manière efficace les demandes de ses clients, s'y adapter en temps voulu et proposer des solutions et services en vue de les satisfaire. Les clients potentiels peuvent exiger des caractéristiques de produit particulières et des fonctions que les produits actuels du Groupe ne possèdent pas. Si ce dernier ne parvient pas à développer des produits et à proposer des services satisfaisant les exigences de ses clients, sa capacité à créer ou à augmenter la demande de ses produits et services serait mise à mal et il pourrait perdre des clients actuels ou potentiels, ce qui pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

2.3. Risques liés aux activités internationales de la Société

En raison du caractère international de son activité et de sa volonté de conquérir de nouveaux marchés étrangers, la Société pourrait être exposée dans le futur à un certain nombre de risques politiques, réglementaires et commerciaux, et notamment :

- l'évolution de la situation économique et politique locale ;
- les fluctuations des taux de change ;
- les restrictions imposées au rapatriement des capitaux ;
- les changements imprévus apportés à l'environnement réglementaire ;
- les restrictions concernant l'importation et les droits de douane, le contrôle de l'exportation des produits et services et autres barrières commerciales ;
- l'allongement des délais de paiement et des difficultés de recouvrement des créances dans certains pays ;
- la protection juridique limitée des droits de propriété intellectuelle dans certains pays.

La Société ne peut garantir qu'elle sera en mesure de gérer ces risques, sur lesquels elle n'a souvent aucun contrôle, et qu'elle pourra assurer le respect de toutes les dispositions réglementaires applicables, sans encourir de dépenses supplémentaires.

L'évolution de la situation dans des pays dans lesquels la Société commercialise ses produits ainsi que celle des réglementations applicables localement pourraient engendrer des difficultés dans l'exercice de ses activités dans ces pays, ce qui pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3. Risques liés à l'organisation de la Société

3.1. Risques de dépendance vis-à-vis d'hommes clés

Le succès de la Société repose en grande partie sur la qualité de son équipe de direction qui jouit d'une expérience importante dans le secteur au sein de la Société ou d'autres acteurs du secteur. Il repose également sur une main d'œuvre qualifiée, formée et notamment dans le domaine de la recherche et du développement, du marketing, de la commercialisation, de la production, de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, de la gestion financière et des ressources humaines.

Dans l'hypothèse où la Société ne serait pas en mesure de conserver ses dirigeants et son personnel clé, la mise en œuvre de sa stratégie pourrait en être défavorablement affectée. A ce jour, la Société ne dispose pas d'assurance homme-clé.

Compte tenu de la complexité et de la spécificité de la technologie des MEMS, le succès de la Société repose sur sa capacité à assurer la gestion harmonieuse de son personnel et à fidéliser les collaborateurs bénéficiant d'une expertise en matière de design de microsystèmes et de développement de processus d'industrialisation.

Une réduction significative du nombre de collaborateurs expérimentés, notamment leur départ pour une entreprise concurrente, pourrait conduire à la détérioration de la qualité des produits, du service client offert par la Société.

Ce type de circonstances aurait un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.2. Risques liés au recrutement de nouveaux collaborateurs et à la fidélisation de son personnel clé

La Société aura besoin de recruter de nouveaux cadres dirigeants et du personnel scientifique qualifié pour le développement de ses activités.

La Société est en concurrence avec d'autres sociétés, organismes de recherche et institutions académiques pour recruter et retenir les personnels scientifiques, techniques et de gestion hautement qualifiée. Dans la mesure où cette concurrence est très intense, la Société pourrait ne pas être en mesure d'attirer ou de retenir ces personnels clés à des conditions qui soient acceptables d'un point de vue économique.

L'incapacité de la Société à attirer et retenir ces personnes clés pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.3. Risques liés à la réalisation d'opérations de croissance externe

Bien qu'à ce jour la stratégie de développement de la Société ne repose pas principalement sur la croissance externe, la Société pourrait être conduite, en fonction des opportunités, à réaliser des acquisitions de sociétés, d'activités ou de technologies complémentaires afin de poursuivre le développement de ses activités, d'améliorer sa compétitivité sur son marché ou de pénétrer de nouveaux marchés.

La mise en œuvre de cette stratégie dépend, en partie, de la capacité de la Société à identifier des cibles attractives, à réaliser ces acquisitions à des conditions satisfaisantes et à les intégrer avec succès dans ses opérations ou sa technologie.

Par ailleurs, l'acquisition de technologies, tout comme la conclusion d'autres transactions d'importance pourraient faire peser sur la Société des coûts significatifs. La Société pourrait également avoir à financer de telles acquisitions en contractant des emprunts, ou en émettant des titres de capital, ce qui pourrait lui faire prendre des risques financiers et la contraindre à se voir imposer certaines restrictions ou avoir un impact dilutif pour ses actionnaires.

La réalisation de l'un ou plusieurs de ces risques pourrait impacter défavorablement l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.4. Risques liés à la gestion de la croissance

Dans le cadre de sa stratégie de développement, le Groupe va devoir recruter du personnel supplémentaire et développer ses capacités opérationnelles, ce qui pourrait fortement mobiliser ses ressources internes.

En particulier, le Groupe a l'intention de compléter ses équipes de R&D pour être en mesure de conserver son avance technologique et de développer sa force de vente pour intensifier sa présence commerciale.

A cet effet, le Groupe devra notamment :

- former, gérer, motiver et retenir un nombre d'employés croissant ;
- anticiper les dépenses liées à cette croissance ainsi que les besoins de financement associés ;
- anticiper la demande pour ses produits et les revenus qu'ils sont susceptibles de générer ;
- augmenter la capacité de ses systèmes informatiques opérationnels, financiers et de gestion existants ; et
- augmenter les niveaux de stock de produits.

L'incapacité du Groupe à gérer la croissance, ou des difficultés inattendues rencontrées pendant son expansion, pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

3.5. Risques liés aux systèmes d'information, à la sécurité, à la protection des données, aux cyber-attaques et à l'espionnage industriel

Les risques liés aux systèmes d'information, à la sécurité, à la protection des données, aux cyber-attaques et à l'espionnage industriel pourraient entraîner des perturbations importantes liées à l'indisponibilité des systèmes d'information de la Société, à la perte de données, au détournement d'informations importantes, de propriété intellectuelle et au vol d'informations confidentielles confiées par des clients, fournisseurs ou partenaires.

Malgré les précautions prises, les dispositifs de sécurité mis en place (cluster de firewall géré par une société spécialisée dans la connectivité, l'hébergement et la sécurité, règles de restriction des accès, contrôle permanent des flux, supervision du LAN, antivirus messagerie interne, politique de changements de mots de passe réguliers, veille sécuritaire), les sauvegardes réalisées par la Société (quotidiennes, mensuelles, annuelles), il n'existe aucune garantie que ces mesures de protection soient suffisantes, et la Société ne peut garantir un fonctionnement ininterrompu ou une sécurité totale de ses systèmes.

Les systèmes d'information du Groupe contiennent des informations essentielles pour l'entreprise telles que des informations techniques, financières, de planification, de production, des éléments de propriété intellectuelle, des analyses stratégiques, des études de coûts et de prix clés pour la compétitivité de la Société ainsi que des informations confidentielles provenant de différentes sources internes et tierces.

Des accès ou des altérations non autorisées, des attaques, des vols d'informations essentielles et stratégiques pourraient engager la responsabilité de la Société et pourraient impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4. Risques juridiques, réglementaires et fiscaux

4.1. Risques liés à la propriété intellectuelle et à la contrefaçon

Le Groupe est titulaire d'un nombre limité de brevets. Les éléments de propriété intellectuelle détenus ou développés par le Groupe sont à titre principal, son savoir-faire, ses designs électroniques et mécaniques, et les documents associés. Les droits sur les développements et leur documentation créée par des salariés du Groupe ou des consultants ayant signé un contrat avec le Groupe appartiennent à la Société qui en est seule propriétaire.

- **Brevets détenus par la Société**

La protection offerte par des brevets est toujours incertaine. La Société pourrait ne pas être en mesure de maintenir une protection adéquate de ses droits de propriété intellectuelle et, par là-même, perdre son avantage technologique et concurrentiel.

Le droit des brevets n'est pas uniforme dans tous les pays. En conséquence, la Société ne peut pas garantir que :

- ses demandes de brevet en cours aboutiront à la délivrance de brevets ;
- ses demandes de brevet, même si elles sont accordées, ne seront pas contestées, invalidées ou jugées inapplicables ;
- la portée de toute protection offerte par des brevets sera suffisante pour protéger la Société contre ses concurrents ;
- ses produits et technologies ne violeront pas les droits de propriété intellectuelle ou les brevets détenus par des tiers, et qu'elle ne sera pas contrainte de se défendre contre de telles accusations par des tiers ;
- des tiers ne se verront pas accorder ou ne déposeront pas de demandes de brevet ou ne disposeront pas de tout autre droit de propriété intellectuelle qui, même s'ils n'empiètent pas sur ceux de la Société, viendraient limiter celle-ci dans son développement.

Les litiges en matière de propriété intellectuelle sont fréquemment longs, coûteux et complexes. Certains des concurrents de la Société disposent de ressources plus importantes pour mener de telles procédures. Une décision judiciaire défavorable pourrait affecter sérieusement la capacité de la Société à poursuivre son activité, et, plus précisément, pourrait contraindre la Société à :

- cesser de vendre ou d'utiliser certains de ses produits et technologies ;
- acquérir le droit d'utiliser les droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers à des conditions onéreuses ; ou
- changer la conception, retarder le lancement ou même abandonner certains de ses produits.

La protection par la Société de ses droits de propriété intellectuelle représente un coût significatif lié, notamment, aux frais de dépôt et de maintien en vigueur des brevets, aux rémunérations supplémentaires et juste prix versés aux inventeurs et d'une façon générale, à la gestion de l'ensemble de ses droits de propriété intellectuelle. Les dépenses de la Société relatives à son portefeuille de brevets s'élèvent à 112 k euros pour l'année 2016, pour :

- les dépôts (dépôts en France, étude du dossier, recherches concernant l'art antérieur) ;
- Le suivi et la gestion des titres acquis (incluant les frais relatifs aux procédures de délivrance, les taxes de maintien en vigueur, les frais relatifs aux demandes d'extension internationale).

Ce coût pourrait être augmenté si des actions en justice devaient être introduites par la Société pour faire valoir ses droits. En outre, toute défaillance dans la protection de ses droits de propriété intellectuelle pourrait permettre à des concurrents d'avoir accès aux technologies développées par la Société en collaboration avec des partenaires et ainsi entraîner la perte d'un avantage concurrentiel pour la Société. Cette perte d'avantage concurrentiel pourrait avoir un impact défavorable sur l'activité de la Société, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

- **Brevets utilisés par la Société dans le cadre d'une licence**

Il existe un risque de dépendance de la Société à l'égard de tiers. En effet, l'activité de la Société dépend en partie de l'octroi de licences non exclusives sur des brevets appartenant à des tiers. Il s'agit principalement des contrats de licence conclus avec le CEA-Leti et la société Thales Avionics.

Par ailleurs, les concédants de licence excluent certaines garanties, en particulier en cas de réclamations ou actions de tiers au sujet des contrats de licence. En conséquence, la Société ne peut garantir que la validité de ces brevets ne sera pas contestée par un tiers ou que les brevets ne sont pas dépendants d'un autre brevet antérieur ou ne portent pas atteinte à un brevet détenu par un tiers.

Comme toute entreprise technologique, Tronics est également exposée à la contrefaçon de ses produits. Malgré les efforts faits par le Groupe pour protéger en interne les informations liées au développement de ses produits, il ne peut être exclu que des cas de contrefaçon apparaissent. Ceci pourrait avoir des effets négatifs sur le Groupe, ralentir le développement sur certains marchés cibles, impacter l'image de marque du Groupe notamment si des produits contrefaits de qualité moindre venaient à être diffusés et pourrait amener le Groupe à entreprendre des démarches juridiques coûteuses. De telles démarches pourraient impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.2. Risques liés à la réglementation et à son évolution

4.2.1. Risque lié à l'évolution des réglementations

Bien que l'évolution récente de la réglementation n'ait pas eu d'impact défavorable sur les activités du Groupe, il ne peut être exclu que des changements législatifs ou réglementaires en cours de préparation dont le Groupe n'a pas connaissance ou futurs puissent impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.2.2. Risque lié à la nécessité d'obtenir des licences d'exportation

Le Groupe est dans l'obligation de produire à l'administration douanière une licence globale d'exportation et parfois des licences individuelles par type de produit et/ou type de client. Le délai d'obtention de ces licences peut s'avérer parfois long, ralentir le processus de livraisons de produits commandés par des clients et entraîner le paiement de pénalités de retard et impacter défavorablement l'image de marque du Groupe, son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.2.3. Risque lié à la nécessité d'obtenir une autorisation gouvernementale préalable en cas de prise de contrôle de la Société ou d'une de ses branches d'activité

Au vu des activités du Groupe, sa prise de contrôle, l'acquisition de tout ou partie d'une de ses branches d'activité, le franchissement du seuil du tiers de son capital pourraient notamment être soumis à une autorisation gouvernementale préalable.

Au titre de ses activités, le Groupe peut être indirectement dépositaire de secrets de la défense nationale et les biens et technologies qu'il développe pourraient être qualifiés « à double usage » au sens de l'annexe IV du règlement (CE) n° 428/2009 du Conseil du 5 mai 2009.

De ce fait, en application des dispositions du code monétaire et financier, la prise de contrôle de la Société (au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce) ou l'acquisition, directe ou indirecte, de tout ou partie d'une branche d'activité du Groupe par (i) une personne physique qui n'est pas ressortissante d'un Etat Membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu une convention d'assistance administrative avec la France, une entreprise dont le siège social ne se situe pas dans l'un de ces mêmes Etats ou une personne physique de nationalité française qui n'y est pas résidente, conformément à l'article R. 153-2 du code monétaire et financier (un « *Investisseur Non Communautaire* ») ou (ii) une personne physique ressortissante d'un Etat Membre de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu une convention d'assistance administrative avec la France, une entreprise dont le siège social se situe dans l'un de ces mêmes Etats ou une personne physique de nationalité française qui y est résidente conformément à l'article R. 153-4 du code monétaire et financier (un « *Investisseur Communautaire* ») pourrait être soumis à l'autorisation préalable du ministre français chargé de l'économie (en application de l'article L.151-3 du code monétaire et financier).

De même, le franchissement du seuil de 33,33% du capital de la Société par un Investisseur Non Communautaire pourrait également être soumis à l'autorisation préalable du ministre français chargé de l'économie. Une autorisation préalable de gouvernements d'autres pays pourrait également être requise pour des raisons similaires. Il ne peut pas être exclu que ces autorisations soient refusées ou assorties de conditions de nature à dissuader un acquéreur potentiel. L'existence de telles conditions à une acquisition de la Société pourrait avoir un impact négatif sur le cours de ses actions.

4.2.4. Risque lié à l'évolution des normes

L'adoption de normes non compatibles avec les solutions développées par le Groupe, nécessitant d'importantes modifications de ses produits ou ne permettant pas au Groupe d'offrir des produits au même moment que des concurrents maîtrisant davantage ces nouvelles normes pourrait impacter défavorablement son offre commerciale, son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Le Groupe, du fait de sa taille, n'a que des moyens très limités pour peser sur ces décisions. Bien que ces normes, une fois adoptées, soient publiques et puissent être rapidement intégrées et mises en œuvre par son équipe de recherche et développement, l'absence d'influence du Groupe dans le processus de normalisation pourrait le défavoriser vis-à-vis de concurrents plus influents.

4.2.5. Risques liés à la mise en jeu de la responsabilité du Groupe en cas de dommages générés par un de ses produits

Le risque de mise en jeu de la responsabilité du Groupe en matière de produits défectueux est inhérent au développement, à la fabrication, à la commercialisation et à la vente de ses produits.

Le Groupe pourrait voir sa responsabilité engagée, en qualité de fabricant, du fait d'un dommage causé par un défaut d'un de ses produits mis en circulation par ses soins. Un produit est considéré comme défectueux lorsqu'il n'offre pas la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre. Il pourrait être demandé au Groupe réparation d'un dommage résultant d'une atteinte à une personne ou à un bien.

Il appartiendrait cependant au demandeur de prouver le dommage, le défaut et le lien de causalité entre le défaut et le dommage.

En outre, la responsabilité du Groupe pourrait être écartée si elle démontrait que l'état des connaissances scientifiques et techniques, au moment où le produit a été mis en circulation, ne pouvait permettre de déceler l'existence du défaut ou que le défaut du produit est dû à la conformité du produit avec des règles impératives d'ordre législatif ou réglementaire.

Tout accident impliquant les produits du Groupe pourrait impacter les demandes de produits développés par le Groupe. Ce type de circonstance pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

La réputation du Groupe pourrait également être affectée par une publicité négative résultant de difficultés ou d'accidents en relation avec ses produits. Le Groupe ne peut garantir que de telles réclamations ne seront pas formulées dans le futur.

Afin de réduire les conséquences potentielles des risques liés à la mise en jeu de la responsabilité du Groupe en cas de dommage généré par un de ses produits, celle-ci a contracté une assurance responsabilité civile qui couvre les dommages que pourraient causer ses produits.

4.3. Risque d'évolution dans les politiques d'aide aux entreprises

La diminution des financements publics dont bénéficie le Groupe ou des demandes de remboursement pourrait entraîner une augmentation des dépenses du Groupe et pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Le Groupe bénéficie de certains dispositifs fiscaux en matière de recherche et développement (Crédit Impôt Recherche et Crédit Impôt Innovation en France dont le montant total s'est élevé respectivement à 1 136 k€ et 826 k€ en 2015 et 2016). Ces dispositifs fiscaux sont soumis au respect de nombreuses exigences et règles que le Groupe doit remplir et respecter.

Le changement de contrôle intervenu dans le cadre de l'entrée au capital de la société EPCOS aura un impact sur le versement du CIR. Le remboursement anticipé dont l'entreprise bénéficie actuellement, répondant jusque-là aux critères de la PME communautaire, n'est désormais plus possible avec la prise de contrôle par EPCOS.

Cela ne change pas l'éligibilité des programmes de recherche au CIR. La société devra imputer le montant du CIR sur l'impôt sur les sociétés dû ou bien demander la restitution à l'expiration d'une période de trois ans si elle n'a pas pu imputer ce crédit d'impôt. Le changement de contrôle a donc un impact sur le besoin en fonds de roulement de la société qui l'a intégré dans ses prévisions de trésorerie.

Par ailleurs, si les gouvernements concernés n'étaient pas en mesure d'effectuer les versements aux échéances prévues ou si les programmes ou crédits d'impôts étaient interrompus, modifiés ou réduits ou si le Groupe ne remplissait plus les critères d'éligibilité ou que les administrations compétentes remettaient en cause tout ou partie des sommes allouées au Groupe, l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats pourraient être impactés défavorablement.

4.4. Risque d'évolution de l'environnement fiscal et de contrôles fiscaux

Au jour de l'établissement du présent rapport, le Groupe est principalement implanté en France et aux Etats-Unis. Tout changement de la législation fiscale et douanière, notamment sur les taux d'imposition et les systèmes d'aide fiscale (tel que celui sur le crédit impôt recherche), ou les contrôles fiscaux pourrait impacter défavorablement l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

Le Groupe a comptabilisé une créance d'impôt différé actif de 333 k€ au 31 décembre 2016. Cette hypothèse repose sur des hypothèses d'imputation partielle des déficits reportables actuels disponibles en France et de projections de croissance de l'activité et du résultat par pays. Dans l'hypothèse où l'activité se développerait moins rapidement que prévu ou si la répartition du chiffre d'affaires par pays était différente de celle prévue, l'impôt différé actif devrait être ajusté en conséquence entraînant un impact sur le résultat du Groupe.

4.5. Risques liés aux contentieux et litiges

Le Groupe est engagé à la date du présent rapport dans un nombre très limité de litiges.

La rupture par le partenaire américain du contrat qui le liait avec la filiale Tronics Mems, intervenue le 31 janvier 2017 génère un différend sur l'interprétation de certaines clauses contractuelles du contrat, notamment sur les sommes dues

au titre d'engagement minimum de volume de production. Le risque associé à ce litige a fait l'objet d'une provision raisonnable dans les comptes de la filiale, qui pourrait cependant se révéler insuffisant.

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas à la date d'enregistrement du présent rapport d'autres litiges commerciaux et fiscaux, ni d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou arbitrales en suspens ou dont le Groupe est menacé, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois un impact défavorable significatif sur l'activité du Groupe, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

4.6. Risques environnementaux

Les produits du Groupe sont soumis au respect d'une réglementation environnementale de plus en plus stricte. Le Groupe assure à cet effet une veille réglementaire environnementale visant à anticiper, dans la conduite de ses activités, les évolutions réglementaires.

Du fait de la nature de son activité, la Société est amenée à stocker des produits dangereux sur son site de production de Crolles, qui est soumis à une déclaration contrôlée auprès de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement). Afin de minimiser le risque environnemental, la Société a veillé à ce que son site opère dans le strict respect des normes de sécurité. A la connaissance de la Société, aucun rejet toxique n'est généré par le fonctionnement de son site.

En dépit des procédures mises en place par le Groupe et bien que la Société estime que les risques d'atteinte à l'environnement soient limités dans le cadre de l'activité du Groupe, la Société ne peut garantir une couverture totale du risque environnemental qui, s'il se réalisait, pourrait amener le Groupe à rencontrer des difficultés dans l'exercice de ses activités, ce qui pourrait impacter défavorablement son activité, son chiffre d'affaires, sa situation financière ou ses résultats.

5. Risques financiers

5.1. Risque de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2016, la ventilation des actifs et des dettes financières consolidées du Groupe en fonction de la nature des taux fixe ou variable, se décompose comme suit :

en milliers d'euros	31 Décembre 2016
Instruments à taux fixe	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5527
Dettes financières	-4861
Endettement net à taux fixe	666
Instruments à taux variable	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	
Dettes financières	
Endettement net à taux variable	0

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de dépôts bancaires à court terme et de comptes à terme à taux fixe. Les dettes financières sont principalement constituées d'emprunts auprès d'établissements de crédit et de dettes financières au titre des contrats de crédit-bail.

Au 31 décembre 2016, l'ensemble des actifs et passifs financiers sont à taux fixe. Le Groupe n'est donc pas exposé au risque de taux d'intérêt.

5.2. Risque de change

La stratégie de la Société française est de favoriser l'euro comme devise dans le cadre de la signature de ses contrats. Les filiales américaines quant à elles effectuent des transactions en dollar américain (USD).

La sensibilité du Groupe au risque de change provient principalement de la consolidation des filiales américaines (impact sur les capitaux propres).

Le Groupe n'a pas pris, à son stade de développement actuel, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. Le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité

ne résulte dans une plus grande exposition au risque de change et envisagerait alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le Groupe aura les ressources nécessaires pour gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait des risques de change.

5.3. *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est caractérisé par l'existence d'un actif à plus long terme que le passif et se traduit par l'incapacité de rembourser ses dettes à court terme en cas d'impossibilité de mobiliser son actif ou de recourir à de nouvelles lignes bancaires.

Le tableau ci-après présente la ventilation des passifs financiers et des actifs financiers courants au 31 décembre 2016.

Risque de liquidité (31 décembre 2016) en milliers d'euros	Montant Brut	Part à moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs Financiers				
Dettes financières - location financement	1 501	774	727	
Avances remboursables	146		73	73
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 891	446	2 144	300
Concours bancaires courants				
Dettes financières au titre du contrat d'affacturage				
Engagements achats sur minoritaires	322		322	
Total passifs financiers	4 861	1 220	3 267	374
Actifs Financiers courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 527	5 527		
Total actifs financiers	5 527	5 527		-
Endettement net	-666	-4 307	3 267	374

En dépit des investissements nécessaires pour opérer dans le nouveau site de production de la filiale américaine, le groupe n'anticipe pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de la trésorerie disponible à la clôture et de l'engagement de support du groupe EPCOS.

Le Groupe n'est soumis à aucun covenant.

5.4. *Risque sur actions et autres instruments financiers*

A la date du présent rapport, le Groupe ne détient aucun titre financier. Par conséquent, le Groupe n'est pas exposé à un risque de marché sur actions et autres instruments financiers.

5.5. *Risques liés aux engagements hors bilan*

Se reporter à la note 8 des annexes aux informations financières au 31 décembre 2016.

5.6. *Risque de dilution*

Depuis sa création, la Société a procédé à l'attribution de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE), de bons de souscription d'actions (BSA) et d'options d'achat ou de souscription d'actions. A la date du présent rapport, l'ensemble des titres donnant accès au capital a été exercé (se référer à la mention dans la rubrique « Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice »).

La politique de motivation des dirigeants et salariés du groupe EPCOS ne prévoit pas l'émission ou l'attribution d'actions ou de nouveaux titres donnant accès au capital de la Société, qui aurait pu entraîner une dilution supplémentaire, potentiellement significative, pour les actionnaires de la Société.

6. Risque de crédit ou de Contrepartie

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe.

Les instruments financiers sur lesquels le Groupe encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients et la trésorerie.

En ce qui concerne les créances clients, le Groupe évalue régulièrement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Si le Groupe compte parmi ses clients de grandes sociétés européennes, américaines, japonaises, russes et chinoises, il est également amené à travailler pour le compte de sociétés de plus petite taille, et compte notamment parmi ses clients plusieurs sociétés start-up à divers stades de maturité qui pourraient rencontrer des difficultés économiques à l'avenir. Si le Groupe n'a pas subi à ce jour de pertes significatives résultant de défaillances clients et s'il estime ne pas être confronté à un risque de recouvrement majeur, il ne peut donc toutefois exclure totalement ce risque à l'avenir. Le Groupe a mis en place une politique de gestion de trésorerie ayant pour objectif de limiter les placements financiers en euros, à court terme et à faible risque, sous forme notamment de comptes à terme à taux fixe en euros.

Compte tenu de son activité et de l'état actuel du marché, la Société encourt les principaux risques suivants :

La Société vend ses produits et services à des clients intervenants sur des marchés pouvant présenter une volatilité importante de la demande et des commandes.

La Société intervient sur des technologies nouvelles et sur des produits nouveaux qui comportent un risque d'échec élevé dans la phase de développement. C'est pourquoi la Société entretient un portefeuille important de projets pour optimiser les chances que certains d'entre eux aboutissent à des productions récurrentes. En outre, les marchés visés sont diversifiés tant géographiquement que commercialement et connaissent une croissance soutenue.

La majeure partie des contrats de développement en cours ayant été négociés en euros, la Société n'est pas exposée au risque de change de manière significative. Par ailleurs, le montant des transactions libellées en dollars (USD) se compensent (les décaissements en devise sont équivalents aux encaissements dans la même devise).

La Société exploite une installation classée soumise à déclaration contrôlée à la DREAL. En effet, la salle blanche consomme des produits chimiques considérés comme dangereux. Cependant, les quantités consommées et stockées sur son site sont inférieures aux seuils nécessitant une autorisation préfectorale. La Direction a fait le maximum pour réduire et maîtriser les risques incendie et pollution, en mettant en œuvre les dispositifs de prévention et de formation requis : dispositifs de détection, ingénieur sécurité, plan de formation, plan de prévention.

7. Assurances et couverture des risques

Le Groupe a mis en place une politique de couverture des principaux risques assurables avec des montants de garantie qu'il estime compatibles avec la nature de son activité. Le montant total des primes versées au titre de l'ensemble des polices d'assurances du Groupe s'est élevé à 119 k€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

ANNEXE C

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Horme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

**Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité
accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires au Directoire
dans le domaine des augmentations de capital,
par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du Code de commerce
et de l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice clos le 31/12/2016**

Date de l'Assemblée Générale	Objet de la délégation	Durée de validité de la délégation	Date d'utilisation de la délégation, le cas échéant	Modalités d'utilisation de la délégation
A.G.M 19/05/2016 (10 ^{ème} résolution)	Autorisation conférée au Directoire, dans le cadre des articles L. 225-177 à L. 225-185 du code de commerce, à consentir, pendant les périodes autorisées par la loi, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des salariés ou des mandataires sociaux (ou de certains d'entre eux) de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions définies à l'article L. 225-180-I dudit code, des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions ordinaires , étant précisé que le nombre d'options attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra donner droit à l'achat ou la souscription de plus de 200.000 actions ¹ d'une valeur nominale de 1 euro l'une	38 mois (i.e. jusqu'au 19/07/2019)	Néant	Néant

¹ Étant précisé que le nombre de 200 000 constitue une enveloppe maximale sur laquelle s'imputera toute émission d'options de souscriptions d'actions, d'actions gratuites ou de BSA, de sorte qu'au total le nombre d'options/actions gratuites/bons émis au titre des délégations et autorisations conférées par l'AGM du 19.05.2016 ne puisse dépasser 200 000.

A.G.M 19/05/2016 (11 ^{ème} résolution)	Autorisation conférée au Directoire à l'effet de procéder, en une ou plusieurs, fois, à l'attribution gratuite d'un nombre total maximum de 200.000 actions² existantes ou à émettre par la Société , au profit des salariés de la Société, ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou de ses mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par l'article L. 225-197-1, II et L.225-197-2 du code de commerce, ainsi qu'au profit des salariés des sociétés ou groupements d'intérêt économique dont la Société détiendrait, directement ou indirectement, au moins 10 % du capital ou des droits de vote à la date d'attribution des actions concernées,	38 mois (i.e. jusqu'au 19/07/2019)	Néant	Néant
A.G.M 19/05/2016 (12 ^{ème} résolution)	Délégation de compétence au Directoire pour attribuer un nombre maximum de 200.000 bons de souscription d'actions ordinaires (les « BSA ») donnant chacun droit à la souscription d'une action ordinaire de la Société d'une valeur nominale de 1 euro, au profit de la catégorie de bénéficiaires suivante : (i) de Membres du conseil de surveillance et censeurs de la Société en fonction à la date d'attribution des bons et n'ayant pas la qualité de salariés ou de mandataires sociaux de la Société ou de l'une de ses filiales ou (ii) de personnes liées par un contrat de services ou de consultant à la Société ou à l'une de ses filiales ou (iii) de Membres de tout comité que le conseil de surveillance viendrait à mettre en place n'ayant pas la qualité de salariés ou de mandataires sociaux de la Société ou de l'une de ses filiales, ouvrant droit à la souscription d'un nombre maximum de 200.000 actions ordinaires ³ d'une valeur nominale de 1 euro l'une	18 mois (i.e. jusqu'au 19/11/2017)	Néant	Néant

² Idem note 8

³ Idem note 8

ANNEXE D

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Horre – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

BONS (BSA, BSPCE ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS)
EN VIGUEUR AU 31/12/2016

Nature des bons	Nombre de bons	Modalités d'exercice	Date d'émission des bons	Prix unitaire de souscription d'une action en exercice d'un bon
BSPCE Plan A ⁴	25 400	Bons émis et attribués à titre gratuit, exerçables jusqu'au 2 mars 2017 au plus tard par leurs titulaires ayant la qualité de salarié ou dirigeant au jour de l'exercice des bons	Directoire du 02 mars 2012 sur délégation de l'AGM du 11 mai 2011.	10 euros, Soit une prime d'émission incluse de 9 euros
BSPCE Plan B ⁵	18 800	Bons émis et attribués à titre gratuit, exerçables jusqu'au 2 mars 2017 au plus tard par leurs titulaires ayant la qualité de salarié au jour de l'exercice des bons	Directoire du 02 mars 2012 sur délégation de l'AGM du 11 mai 2011.	10 euros, Soit une prime d'émission incluse de 9 euros

⁴ BSPCE intégralement exercés en date du 02/01/2017.

⁵ BSPCE intégralement exercés en date du 02/01/2017.

Options de Souscriptions d'options Options 1 ⁶	110 000	Bons émis et attribués à titre gratuit, exerçables jusqu'au 1er juillet 2019 au plus tard par son titulaire ayant la qualité de Président du Directoire de la Société au jour de l'exercice des bons	Directoire du 01 juillet 2014 sur délégation de l'AGM du 16 mai 2014.	10 euros, Soit une prime d'émission incluse de 9 euros
Options de Souscriptions d'options Options 2 ⁷	25 000	Bons émis et attribués à titre gratuit, exerçables jusqu'au 1er juillet 2019 au plus tard par son titulaire ayant la qualité de salarié et /ou de dirigeant de la société et /ou d'une société contrôlée au jour de l'exercice des bons	Directoire du 01 juillet 2014 sur délégation de l'AGM du 16 mai 2014.	10 euros, Soit une prime d'émission incluse de 9 euros
Options de Souscriptions d'options Options 3 ⁸	7 404	Bons émis et attribués à titre gratuit, exerçables jusqu'au 1er juillet 2019 au plus tard par son titulaire ayant la qualité de salarié de la société et /ou d'une société contrôlée au jour de l'exercice des bons	Directoire du 01 juillet 2014 sur délégation de l'AGM du 16 mai 2014.	10 euros, Soit une prime d'émission incluse de 9 euros

⁶ Options de souscriptions d'actions intégralement exercées en date du 02/01/2017.

⁶ Options de souscriptions d'actions intégralement exercées en date du 02/01/2017.

⁷ Options de souscriptions d'actions intégralement exercées en date du 02/01/2017.

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3 685 608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Horme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

RAPPORT SPECIAL DU DIRECTOIRE

A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

DU 24 MAI 2017

Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport spécial sur les opérations suivantes réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce :

1. Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui, durant l'exercice 2016 et à raison des mandats et fonctions exercés dans la Société, ont été consenties à chacun des mandataires sociaux par la Société et par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce :

Néant.

2. Nombre, dates d'échéance et prix des options de souscription ou d'achat d'actions qui ont été consenties durant l'exercice 2016 à chacun de ces mandataires, à raison des mandats et fonctions qu'ils y exercent par les sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce :

Néant.

3. Nombre et prix des actions souscrites ou achetées durant l'exercice 2016 par les mandataires sociaux de la Société en levant une ou plusieurs des options détenues sur la Société et les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce ou sur les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

Néant.

4. Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'exercice 2016, par la Société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce, à chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé :

Néant.

5. Nombre et prix des actions qui, durant l'exercice 2016, ont été souscrites ou achetées, en levant une ou plusieurs options détenues sur la Société et les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce, par chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions ainsi souscrites ou achetées est le plus élevé :

Nombre de salariés non mandataires sociaux concernés	Nombre d'actions de la Société souscrites en exercice des Options n° 3 en 2016	Prix de souscription d'une action de la Société en exercice des Options n° 3
2	2 999	10 €

6. Nombre, prix et dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'exercice 2016, par la Société et les sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L.225-180 du Code de commerce, à l'ensemble des salariés bénéficiaires ainsi que le nombre de ceux-ci et la répartition des options consenties entre les catégories de ces bénéficiaires :

Néant.

-oOo-

Conformément à l'article L. 225-180 II du Code de commerce, nous vous indiquons également les options consenties, durant l'exercice 2016, par les sociétés contrôlées majoritairement, directement ou indirectement durant l'exercice 2016 par la Société :

Néant.

Nous vous précisons en outre que 12 947 options de souscription consentie par notre sous-filiale TRONICS MEMS Inc. ont été exercées au prix de 0.1870 \$ et ont donné lieu à la souscription d'actions nouvelles au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Pour le Directoire,
Le Président,

Pascal LANGLOIS.



**COMPTES CONSOLIDES
ETABLIS EN NORMES IFRS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

Société anonyme au capital de 3.685.608 euros
Siège social : 98 rue du pré de l'Horme 38926 Crolles, France
412 152 019 R.C.S Grenoble

**COMPTES CONSOLIDES ETABLIS EN NORMES IFRS
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

Etat de la situation financière consolidé

ACTIF CONSOLIDE (K€)	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Immobilisations incorporelles	7.1.1	1 227	821
Immobilisations corporelles	7.1.2	4 554	5 074
Autres actifs financiers	7.1.3	364	123
Actifs non courants		6 146	6 019
Stocks et en-cours	7.1.4	1 633	1 538
Clients	7.1.5	2 467	2 979
Créances d'impôt	7.1.6	826	1 136
Autres actifs courants	7.1.6	1 599	1 909
Trésorerie et équivalents trésorerie	7.1.7	5 527	9 074
Actifs courants		12 052	16 637
Total actif		18 197	22 655

PASSIF CONSOLIDE (K€)	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Capital social	7.1.8	3 499	3 496
Primes liées au capital		14 994	14 967
Réserves		-3 307	-285
Résultat net		-5 441	-2 997
Total capitaux propres, part du groupe		9 745	15 182
Intérêts ne conférant pas le contrôle		-232	-153
Total Capitaux Propres		9 513	15 028
Passifs financiers	7.1.11	3 641	3 256
Provisions	7.1.9	117	96
Impôts différés	7.1.12		4
Passifs non courants		3 758	3 356
Passifs financiers	7.1.11	1 220	1 244
Provisions	7.1.9	600	36
Fournisseurs	7.1.13	1 725	1 893
Produits constatés d'avance	7.1.13	77	89
Autres passifs courants	7.1.13	1 304	1 010
Passifs courants		4 926	4 271
Total passif et capitaux propres		18 197	22 655

Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (K€)	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Chiffre d'affaires	7.2.1	6 296	7 755
Autres produits de l'activité	7.2.2	1 912	3 104
Produits des activités courantes		8 207	10 859
Achats consommés	7.2.3	-2 519	-2 930
Charges externes		-1 873	-2 403
Charges de personnel	7.2.4	-6 571	-6 894
Impôts et taxes		-124	-103
Dotations nettes aux amortissements		-1 314	-1 289
Dotations nettes aux provisions		-513	
Autres produits courants	7.2.5	0	36
Autres charges courantes	7.2.5	-137	0
Résultat opérationnel courant		-4 844	-2 724
Autres charges non courantes	7.2.6	-677	0
Résultat opérationnel		-5 521	-2 724
Coût de l'endettement financier net	7.2.7	-129	-150
Autres produits et charges financières	7.2.7	188	97
Résultat avant impôt		-5 461	-2 778
Quote part sur résultat net des sociétés mises en équivalence		-31	-19
Impôts sur les bénéfices	7.2.8	-28	-241
Résultat Net		-5 520	-3 037
Part du groupe		-5 441	-2 997
Part ne conférant pas le contrôle		-79	-41
Résultat par action (€/action)	7.2.9	-1.59	-0.88
Résultat dilué par action (€/action)	7.2.9	-1.59	-0.88

Etat du résultat global consolidé

ETAT DU RESULTAT GLOBAL (K€)		31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Résultat Net		-5 520	-3 037
Éléments recyclables ultérieurement en résultat			
Ecart de conversion		-156	28
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat			
Ecart actuariels sur avantages accordés au personnel		-7	1
Effet d'impôt		2	0
Total des autres éléments du résultat global		-161	29
Résultat global		-5 680	-3 008
Dont part revenant au groupe consolidé		-5 601	-2 968
Dont part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle		-79	-40

Variation des capitaux propres consolidés

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (K€)	Capital	Primes liées au capital	Autres réserves groupe				Capitaux propres part du groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
			Réserves de conversion	Autres éléments du résultat global	Autres réserves	Total			
Situation au 1er Janvier 2015	2 561	4 820	48	46	-331	-237	7 145	-113	7 032
Résultat de la période					-2 997	-2 997	-2 997	-41	-3 037
Autres éléments du résultat global, après impôts			28	1		29	29	1	29
Résultat global	-	-	28	1	-2 997	-2 968	-2 968	-40	-3 008
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	909	9 917				-	10 827		10 827
Options sur actions exercées	26	230				-	256		256
Variation de périmètre						-	-		-
Annulation des actions propres					-267	-267	-267		-267
Rémunération en action					116	116	116		116
Engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle					75	75	75		75
Situation au 31 Décembre 2015	3 496	14 968	76	47	-3 403	-3 281	15 184	-153	15 029
Résultat de la période					-5 441	-5 441	-5 441	-79	-5 520
Autres éléments du résultat global, après impôts			-156	-5		-161	-161	-	-161
Résultat global	-	-	-156	-5	-5 441	-5 601	-5 601	-79	-5 681
Augmentation de capital par émission d'actions ordinaires	-	-				-	-		-
Options sur actions exercées	3	29				-	32		32
Variation de périmètre						-	-		-
Annulation des actions propres					228	228	228		228
Rémunération en action					42	42	42		42
Engagement de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle					-137	-137	-137		-137
Situation au 31 Décembre 2016	3 499	14 997	-80	42	-8 712	-8 750	9 747	-232	9 513

Tableau de flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net	-5 520	-3 037
Quote part dans résultat sociétés en équivalence	31	19
Amortissements	1 312	1 289
Provisions	473	53
Paiement fondé sur des actions	42	113
Plus ou moins value de cession	136	-5
Coût de l'endettement financier net	-60	54
Impôt	28	241
Impôt payé	-31	-23
Variation du BFR	1 088	-1 759
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-2 501	-3 055
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-549	-797
Frais de développement capitalisés	-525	-396
Produits de Cessions d'immobilisations	15	151
Acquisition d'actifs financiers et contrat de liquidités	-50	-305
Cession d'actifs financiers	34	75
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-1 075	-1 273
Emission d'emprunts	1 218	1 500
Remboursements d'emprunts	-1 311	-2 919
Intérêts payés	-135	-218
Intérêts reçus	200	160
Augmentation de capital	30	11 083
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2	9 605
Incidence des variations de cours des devises	27	19
Variation de la trésorerie	-3 547	5 296
Trésorerie d'ouverture	9 074	3 778
Trésorerie de clôture	5 527	9 074

NOTES ANNEXES

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés du groupe Tronic's Microsystems.

Les comptes ont été arrêtés par le Directoire en date du 14 mars 2017 et seront présentés à l'Assemblée Générale du 24 mai 2017.

**Table des matières des annexes aux comptes consolidés établis en norme IFRS pour
l'exercice clos le 31 Décembre 2016.**

<u>1 DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE</u>	<u>10</u>
<u>2. FAITS MARQUANTS</u>	<u>10</u>
2.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016	10
2.2 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	12
<u>3. BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES</u>	<u>13</u>
3.1 REFERENTIEL IFRS	13
3.2 RECOURS A DES ESTIMATIONS	14
3.3 PRINCIPES DE PRESENTATION	15
3.4 MODALITES DE CONSOLIDATION	15
<u>4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION</u>	<u>16</u>
4.1 CONVERSION DES ELEMENTS EN DEVICES	16
4.2 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT – TRAVAUX DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT REALISES EN INTERNE.....	17
4.3 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	18
4.4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18
4.5 CONTRATS DE LOCATION.....	18
4.6 PERTES DE VALEUR DES ACTIFS IMMOBILISES	19
4.7 ACTIFS FINANCIERS	19
4.8 STOCKS.....	20
4.9 CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS.....	20
4.10 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	20
4.11 PROVISIONS.....	20
4.12 EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS.....	21
4.13 AVANTAGES DU PERSONNEL	21
4.14 PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS	22
4.15 RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES.....	22
4.16 AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE	23
4.17 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	23
4.18 RESULTAT FINANCIER	23
4.19 IMPOT SUR LES RESULTATS	24
4.20 RESULTAT PAR ACTIONS	24
4.21 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	25
4.22 ACTIONS PROPRES	25
4.23 INFORMATION SECTORIELLE	26
4.24 EVALUATION DE LA JUSTE VALEUR	26

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	27
6 INFORMATIONS SECTORIELLES	27
6.1 INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL.....	27
6.2 INFORMATIONS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES (DESTINATION DES BIENS ET SERVICES VENDUS)	28
7 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET LEURS VARIATIONS	29
7.1. NOTES SUR LE BILAN	29
7.2. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	38
8 ENGAGEMENTS FINANCIERS.....	46
9 RISQUES	47
9.1 RISQUE DE LIQUIDITE	47
9.2 RISQUE DE CREDIT	47
9.3 RISQUE DE CHANGE	47

1 DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

TRONIC'S MICROSYSTEMS est une société anonyme de droit français créée le 27 mai 1997. Son siège social est situé au 98, rue du Pré de L'Herme 38920 CROLLES. TRONIC'S MICROSYSTEMS et ses filiales (ci-après « Le Groupe ») est une référence mondiale sur les marchés des MEMS (acronyme anglo-saxon pour Système Micro Electro Mécanique).

Le groupe conçoit et fabrique ses composants et sous-systèmes dans le cadre d'opérations industrielles à la fois en Europe (Grenoble) et aux Etats-Unis (Dallas –TX). Depuis 19 ans, le groupe a développé des plateformes technologiques et des procédés industriels propriétaires et dispose aujourd'hui d'un des portefeuilles de technologies MEMS les plus variés au monde.

Ces produits, à forte valeur technologique, sont des dispositifs nano et microsystèmes qui assurent une fonction de capteur et ou d'actionneur dans des applications très diverses pour le secteur aéronautique, la défense, les sciences de la vie, l'automobile, la recherche pétrolière, les objets connectés.

Les marchés adressés sont ceux de l'Industrie, du Médical/Pharmaceutique, de l'Aéronautique / Sécurité et du Grand Public.

2. FAITS MARQUANTS

2.1 Faits marquants de l'exercice clos le 31 décembre 2016

2.1.1 Succès de l'offre publique d'achat initiée par EPCOS AG, filiale de TDK

L'offre publique d'achat en numéraire sur l'intégralité des actions de Tronics, annoncée le 1er août 2016 par EPCOS AG, société de droit allemand dont le siège social est situé à Munich en Allemagne et filiale d'un groupe de sociétés dont la mère est TDK Corporation, société de droit japonais cotée sur le Tokyo Stock Exchange, a été un succès. Le 19 décembre 2016 l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a en effet publié les résultats de cette offre : EPCOS a acquis 72.38% des actions en circulation au prix de 13.20 € par action de Tronics à l'issue de la première période d'ouverture de l'offre et atteint ainsi le seuil de réussite de son offre fixé à 65.41%.

A la date de clôture de la deuxième période d'ouverture de l'offre, le 18 janvier 2017, la société EPCOS détenait 2 748 910 actions représentant autant de droits de vote, soit 74.58% du capital.

Avec l'acquisition de Tronics, TDK élargit son portefeuille de technologies de capteurs innovants et consolide son assise en vue d'une accélération de sa croissance dans le domaine stratégique des capteurs.

De son côté Tronics bénéficiera de la position de TDK de leader de la fabrication de composants électroniques, avec une force de vente mondiale et une capacité de fabrication puissante, ainsi que d'excellentes relations avec les principaux acteurs sur les marchés industriels, automobile et de l'électronique grand public. La base financière solide de TDK et son large savoir-faire dans les matériaux et l'ingénierie de production fourniront une très bonne base pour une forte croissance future des technologies de pointe de Tronics.

Avec près de 20% du capital de la société, Thales Avionics reste un actionnaire stratégique de Tronics.

2.1.2 Une année contrastée

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 s'établit en retrait, comme anticipé, à 6,3 M€, contre 7,8 M€ en 2015. L'activité a été principalement affectée par la perte d'un client qui a cessé ses activités en début d'année (contribution pour 1,4 M€ aux ventes en 2015 contre 0 en 2016) et par des retards pris dans l'avancement de projets d'ingénierie.

En contrepartie, Tronics a connu des performances commerciales satisfaisantes dans deux domaines, validant son expertise technologique dans les capteurs innovants :

- Doublement de l'activité « Sciences de la Vie », représentant désormais 30% des ventes totales,
- Forte croissance des ventes de capteurs inertiels haute performance GYPRO®, multipliées par 4,5 sur la période.

Bien qu'en progression de 11%, l'essor des composants optiques a été moindre qu'initialement prévu. Par ailleurs, la société a poursuivi sa stratégie de diversification du portefeuille clients et de développement commercial avec 10 nouveaux contrats signés sur la période.

L'ingénierie affiche un repli à 3,9 M€ contre 5,7 M€ en 2015, lié notamment au décalage de projets d'industrialisation et à la perte du client en difficulté qui a cessé ses activités en début d'année.

L'activité de production s'inscrit quant à elle à 2,4 M€, en croissance de 15% par rapport à 2015.

La répartition géographique du chiffre d'affaires au 31 décembre 2016 montre le développement marqué du Groupe aux États-Unis sur la période, notamment en lien avec l'essor du segment « Sciences de la Vie ». Par zone géographique, les Amériques représentent 24% des ventes totales (contre 10% en 2015), l'Europe représente 69% des ventes, et l'Asie, 7%.

L'année 2016 a été marquée par un fort investissement en termes de ressources sur les programmes de développement visant à préparer la mise sur le marché de produits standards ou customs.

Ainsi la finalisation notamment des travaux de développement sur le GYPRO3300 a été cette année encore un des axes prioritaires. Nous rappelons que l'objectif pour Tronics est de capitaliser sur son leadership dans l'inertiel à travers le développement d'une nouvelle famille de Gyromètres GYPRO, en vue de la constitution d'une offre en produits inertiels, « sur étagère », adressant les marchés Aéronautique, Marine, Robotique et Industriel.

Les travaux de Recherche se sont quant à eux principalement concentrés sur les programmes suivants :

- le projet STARS : "Smallest Tactical AccelerometerS" pour le développement d'un bloc accélérométrique MEMS produit standard, qualifié dans les environnements les plus sévères et testé dans une application réelle à 100 kilomètres d'altitude,

- le projet TRACE: "Technology ReAdiness Process for Consumer" visant à accélérer le transfert des produits électroniques grand public issus de la technologie M&Nems à l'industrie automobile,
- un programme de recherche sur un accéléromètre très haute performance custom
- un programme de recherche sur une nouvelle génération d'horloge atomique miniature basse consommation.

Le Groupe a mis en œuvre avec succès le programme de réduction des coûts annoncé de 700 K€. La réduction des charges fixes a même été supérieure au plan (-530 k€ sur les charges externes et -323 k€ sur les frais de personnel). Malgré cette réduction de coûts, le résultat net s'établit autour de -5,5 M€ en 2016, contre -3,0 M€ en 2015, reflétant la baisse du chiffre d'affaires ainsi que les coûts liés à l'offre publique d'achat initiée par EPCOS AG.

2.1.3 Fusion de la filiale américaine et de sa sous-filiale

Le 31 décembre 2016, la filiale américaine Tronics North America et sa sous-filiale Tronics Mems ont fusionné par le biais d'une fusion absorption de la société mère par la société fille.

Ce changement vise à simplifier la structure groupe et faciliter l'intégration au sein du groupe EPCOS.

Pour rappel Tronics North America Inc. était une société de droit américain de l'Etat du Delaware créée par la Société en 2008. Son siège social était situé au 2711 Centerville Road, City of Wilmington, County of New Castle DL19808, USA. Le capital social de Tronics North America Inc. était intégralement détenu par Tronics.

Tronics North America Inc. était une société holding sans aucune activité.

Tronics MEMS Inc. est une société de droit américain de l'Etat du Delaware créée par la Société en 2008. Son siège social est situé au 2711 Centerville Road, City of Wilmington, County of New Castle DL19808, USA. Tronics MEMS Inc. a pour activité le développement et la fabrication de composants et sous-systèmes à base de MEMS.

Le capital social de Tronics MEMS Inc. était détenu à hauteur de 92,03% par Tronics North America Inc. et à 8% par des personnes physiques.

A l'issue de l'opération de fusion absorption Tronics Mems est détenue à hauteur de 94,08% par Tronics Microsystems et 5,92% par des personnes physiques.

2.2 Evénements postérieurs à la clôture

Depuis le 31 décembre 2016, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

2.2.1 Fin du partenariat avec le partenaire de production américain

Le partenaire de production américain a signifié par courrier à la filiale Tronics MEMS qu'il mettait fin au contrat qui liait les deux sociétés compte tenu du changement de contrôle intervenu en décembre

2016. La filiale ayant envisagé cette possibilité avait préparé un plan alternatif lui permettant d'opérer dans un nouveau site de production dans les 90 jours suivant le départ du site du partenaire historique.

2.2.2 Financement d'achat d'équipements par la société EPCOS.AG

En date du 1^{er} mars 2017, la société EPCOS.AG a accordé un prêt de 2 millions d'euros à la filiale Tronics Mems afin de financer des achats d'équipements pour le nouveau site de production.

2.2.3 Augmentation de capital par exercice d'options et de BSPCE

Dans le cadre de l'offre publique d'achat, la société EPCOS avait signé avec les détenteurs d'options de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) des contrats de cession d'actions portant sur les actions sous-jacentes à ces options et BSPCE. Le 5 janvier 2017 l'ensemble des options et des BSPCE soit 142 404 options et 44 200 BSPCE, ont été exercés par leurs titulaires et cédés à la société EPCOS donnant lieu à une augmentation de capital de 186 604 € et une prime d'émission de 1 679 736 €.

Le capital social a été ainsi porté à 3 685 608 €.

2.2.3 Contrats commerciaux significatifs

La société a signé plusieurs nouveaux contrats commerciaux significatifs dans le domaine des sciences de la vie et dans le domaine des horloges atomiques.

3. BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES

Les états financiers du Groupe ont été établis en Euros. Tous les montants mentionnés dans la présente annexe aux états financiers sont libellés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

3.1 Référentiel IFRS

Les comptes ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne en vigueur au 31 décembre 2016 et ceci pour toutes les périodes présentées.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des IFRS (IFRS Interpretations Committee – IFRIC).

Ces états financiers sont également conformes aux normes et interprétations adoptées par l'IASB à la même date.

Normes, amendement de normes et interprétations applicables depuis le 1er janvier 2016

Amendements à IAS 19 – Cotisations des membres du personnel

Améliorations annuelles des IFRS 2010-2012

Améliorations annuelles des IFRS 2012-2014

L'application de ces nouveaux textes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers du Groupe.

Nouvelles normes, amendements et interprétations d'application ultérieure, endossés par l'Union Européenne :

Amendements à IAS 7 : Initiatives concernant les informations à fournir

Amendements à IAS 12 : Comptabilisation d'impôts différés actifs au titre de pertes non réalisées

IFRS 9 - Instruments financiers : classifications et évaluation ;

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires ;

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation ces amendements. Ils ne devraient pas avoir d'incidences significatives sur les comptes du Groupe.

Nouvelles normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB mais non encore endossés par l'Union Européenne

IFRS 16 – Contrats de location

Amendements à IFRS 15 – Clarification

Le processus de détermination des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes, amendements et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables.

3.2 Recours à des estimations

La préparation des états financiers requiert, de la part de la Direction, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses jugées raisonnables, susceptibles d'avoir un impact sur les montants d'actifs, passifs, capitaux propres, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. Les principales estimations portent sur :

- l'estimation du chiffre d'affaires reconnu selon la méthode de l'avancement. (notes 4.15 et 7.2.1)
- L'évaluation de l'engagement d'achat de participations ne conférant pas le contrôle (notes 3.4.(d) et 7.1.11)
- Les provisions (notes 4.11 et 7.1.9)

Des précisions sont apportées dans la note sur les principes comptables significatifs.

La direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

3.3 Principes de présentation

- Compte de résultat

En application de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe a opté pour une présentation de son compte de résultat consolidé par nature. Les autres éléments du résultat global sont présentés dans un tableau spécifique, après le résultat consolidé.

- Bilan

Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe présente son bilan consolidé en distinguant les actifs courants et non courants ainsi que les passifs courants et non courants.

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs hors exploitation ayant une date de réalisation inférieure à un an, ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers liés à l'exploitation sont des actifs courants. Les actifs d'impôts différés et les autres actifs sont des actifs non courants.

Les dettes liées au cycle d'exploitation normal du Groupe et les dettes échues dans les 12 mois suivants la clôture de l'exercice sont des passifs courants. Les passifs d'impôts différés et les autres passifs sont des passifs non courants.

3.4 Modalités de consolidation

(a) Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Le Groupe contrôle une filiale lorsqu'il est exposé ou qu'il a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les filiales sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels individuels, retraités pour être mis en conformité avec les principes comptables retenus par le groupe. Elles clôturent toutes au 31 décembre.

(b) Intérêts dans des entités mises en équivalence

Les intérêts du Groupe dans des entités mises en équivalence comprennent des intérêts dans une coentreprise, c'est-à-dire un partenariat conférant au Groupe le contrôle conjoint, selon lequel il a des droits sur les actifs nets du partenariat et non des droits sur ses actifs et des obligations à assumer au titre de ses passifs.

Les intérêts du Groupe dans la coentreprise sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Ils sont comptabilisés initialement au coût qui inclut les coûts de transaction. Après la comptabilisation initiale, les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat global des entités mises en équivalence, jusqu'à la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint prennent fin.

(c) Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées ainsi que les profits internes non réalisés, sont éliminés.

(d) Participations ne donnant pas le contrôle (NCI)

Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation du Groupe dans une filiale qui n'entraîne pas la perte de contrôle de celle-ci sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Engagement d'achat de participations ne conférant pas le contrôle

Les obligations contractuelles de verser de la trésorerie ou d'autres actifs financiers pour acquérir des titres complémentaires dans les filiales donnent lieu à la comptabilisation d'une dette. Les intérêts ne conférant pas le contrôle conservant l'accès présent aux bénéfices, ils ne sont pas décomptabilisés et la contrepartie de la dette se situe dans les réserves du groupe. Le Groupe a opté pour la comptabilisation des variations ultérieures de la dette en capitaux propres. Dans cette méthode, une part du résultat global est allouée aux intérêts ne conférant pas le contrôle.

4. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Les principes et méthodes d'évaluation appliqués par le Groupe sont détaillés dans les paragraphes suivants.

4.1 Conversion des éléments en devises

4.1.1 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La comptabilité est tenue dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés du Groupe, c'est à dire la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel elle opère et qui correspond généralement à la monnaie locale.

Les comptes consolidés sont présentés en euro.

4.1.2 Transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. A chaque arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture en vigueur à cette même date. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en compte de résultat.

4.1.3 Conversion des états financiers des filiales exprimés en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro et n'est pas la monnaie d'une économie en hyperinflation, sont convertis en euro de la façon suivante :

- les postes du bilan sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période, qui est une estimation du cours de change en vigueur aux dates de transactions ;
- les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en autres éléments du résultat global ; ils participent ultérieurement, le cas échéant, au calcul du résultat de cession de la ou des société(s) concernée(s) ;
- les éléments présentés dans le tableau des flux de trésorerie sont convertis au taux moyen de la période, sauf si le taux en vigueur au jour de la transaction est significativement différent.

En 2016, il n'y a pas dans le périmètre du Groupe de pays en hyperinflation.

4.2 Recherche et développement – Travaux de recherche et développement réalisés en interne

Conformément à IAS 38, Immobilisations incorporelles, les frais de recherche sont comptabilisés dans les charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Selon IAS 38, les frais de développement sont comptabilisés en immobilisations incorporelles uniquement si les six critères suivants sont cumulativement remplis :

- (a) Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- (b) Intention du Groupe d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre,
- (c) Capacité de celui-ci à utiliser ou à vendre cette immobilisation incorporelle,
- (d) Démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité,
- (e) Disponibilité de ressources techniques, financières et autres appropriées afin d'achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle, et
- (f) Capacité d'évaluation de façon fiable des dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Compte tenu de leur nature, ces frais sont inscrits dans les comptes consolidés sur la ligne « immobilisations incorporelles ».

Ces frais sont amortis linéairement en fonction de leur durée de vie économique estimée (entre 1 et 5 ans).

Certains travaux réalisés en interne par la Société ne font l'objet d'aucune activation à la date de clôture, l'ensemble des critères mentionnés ci-dessus n'étant pas cumulativement réunis.

4.3 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué le cas échéant des amortissements et des pertes de valeur cumulés. Il s'agit principalement de licence, de brevets et de logiciels acquis.

Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée d'utilité. Les durées les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 1 an
- Brevet : de 5 à 8 ans
- Licence : de 4 à 12 ans

4.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues sont les suivantes :

- Installations techniques, matériel et outillage : de 3 à 10 ans
- Agencements du terrain, aménagements des constructions : de 8 à 10 ans
- Matériel informatique, mobilier, matériel de bureau : de 3 à 10 ans

4.5 Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 – Contrats de location, les contrats de location sont classés en deux catégories :

Contrats de location financement

Les contrats de location financement se caractérisent par le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Dans ce cas, lors de la comptabilisation initiale, l'actif loué est comptabilisé à l'actif du bilan pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, avec enregistrement en contrepartie d'une dette financière au passif du bilan. Après comptabilisation initiale, les immobilisations ainsi comptabilisées à l'actif du bilan sont amorties selon les mêmes durées que les autres immobilisations de même catégorie et les paiements au titre de la dette de location financement comptabilisée au passif du bilan sont ventilés entre l'amortissement de la dette et la charge financière.

Contrats de location simple

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont comptabilisés en tant que contrats de location simples. Les charges de loyers sont maintenues en charges opérationnelles et réparties de manière linéaire sur la durée du contrat.

4.6 Pertes de valeur des actifs immobilisés

Pertes de valeur sur les actifs incorporels et corporels

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs longs termes selon le processus suivant :

- Pour les actifs corporels et incorporels amortis, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes, tel que par exemple un changement de technologie ou un arrêt d'activité.

Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en comparant la valeur nette comptable de l'unité, à la valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : la juste valeur diminuée du coût de cession, ou la valeur d'utilité. Si la valeur comptable de l'unité excède sa valeur recouvrable, l'unité doit comptabiliser la perte de valeur.

4.7 Actifs financiers

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie prenante aux dispositions contractuelles de cet instrument. Les actifs financiers comprennent :

- Les actifs évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat ;
- Les prêts et créances dont la part à plus d'un an est actualisée au taux de financement estimé de la contrepartie ;

Le Groupe ne dispose d'aucun instrument dérivé à la clôture des deux exercices présentés. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

Les actifs financiers sont répartis en deux catégories :

Les actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat sont désignés comme tels s'ils ont été acquis avec l'intention de les revendre à brève échéance. Les valeurs mobilières de placement et les placements de trésorerie à court terme sont classés dans cette catégorie en Actifs courants. A chaque arrêté comptable, ils sont évalués à la juste valeur. Cette dernière correspond à la valeur de marché de ces placements à la date de clôture de l'exercice. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier, sous la rubrique «Autres produits et charges financiers».

Les prêts et créances

Cette catégorie inclut les prêts et les créances d'exploitation.

Lors de leur comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués à leur juste valeur augmentée des coûts de transaction qui leur sont directement attribuables. Dans la pratique, la juste valeur est proche de leur montant nominal. Ils sont ensuite évalués au coût amorti en tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

4.8 Stocks

Les stocks de matières et marchandises sont évalués suivant la méthode du cout unitaire moyen pondéré (CUMP).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat hors taxes, incluant les frais d'approche, et frais accessoires.

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

Le coût de production d'un composant est déterminé par la somme des coûts directs (wafer, sous-traitance, packaging ...) et des coûts indirects (excepté les frais administratifs et commerciaux).

Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constituées au cas par cas, après revue par la direction financière, lorsque la valeur nette de réalisation est inférieure à la valeur brute.

4.9 Clients et autres actifs courants

Les créances clients et autres débiteurs sont enregistrés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'émission des actifs financiers, qui correspond en général à leur valeur nominale. À chaque arrêté, les créances clients et autres actifs courants sont évalués au coût amorti déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

Une estimation du risque de non-recouvrement des créances est faite de manière individualisée ou sur la base de critères d'ancienneté à chaque clôture et donne lieu à la comptabilisation d'une dépréciation en conséquence. Le risque de non-recouvrement est apprécié au regard de différents critères tels que les difficultés financières, les litiges, ou les retards de paiement.

4.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités, les placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont en euros. Les découverts bancaires figurent au passif courant des états de la situation financière, dans les emprunts et dettes financières à court terme. Les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois à partir de la date d'acquisition sans possibilité de sortie anticipée sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de l'état des flux de trésorerie.

4.11 Provisions

En conformité avec IAS 37, « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le Groupe comptabilise des provisions dès lors qu'il existe des obligations actuelles, juridiques ou implicites, résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable que des sorties de ressources représentatives d'avantages économiques seront nécessaires pour éteindre les obligations, et que le montant de ces sorties de ressources peut être estimé de manière fiable.

Les provisions dont l'échéance est supérieure à un an ou dont l'échéance n'est pas fixée de façon précise sont classées en Provisions (non courantes).

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information dans les notes annexes sauf si la probabilité d'une sortie de ressources est très faible et que l'impact est non significatif.

Le Groupe évalue les provisions sur la base des faits et des circonstances relatifs aux obligations actuelles à la date de clôture, en fonction de son expérience en la matière et au mieux de ses connaissances, après consultation éventuelle des avocats et conseillers juridiques de la société à la date d'arrêté des comptes.

4.12 Emprunts et passifs financiers

Les passifs financiers sont constitués d'emprunts bancaires, de la part capital des contrats de location financière, et d'instruments de dette. Les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération.

Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti à l'exception de l'engagement de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle qui est évalué à la juste valeur (se référer à la note 3.4. (d)).

4.13 Avantages du personnel

Les régimes en matière d'avantages postérieurs à l'emploi concernent :

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légale et complémentaire) sont constatés en charges de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par les salariés. L'obligation de l'entreprise est limitée au versement de cotisations, aucun passif n'est donc comptabilisé au bilan.

Les régimes à prestations définies sont des régimes pour lesquels les risques actuariels incombent à la société. Ils sont liés aux engagements de fin de carrière définis par le code du travail. L'engagement de retraite est calculé selon une approche prospective (méthode des unités de crédit projetées), qui tient compte des modalités de calcul des droits prévus par la convention collective que les salariés auront acquis au moment de leur départ à la retraite, ainsi que leur salaire de fin de carrière et de paramètres actuariels (taux d'actualisation, taux de revalorisation de salaires, taux de rotation, taux de mortalité,...).

Le Groupe n'externalise pas le financement de ses engagements de retraite.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant, pour le montant de l'engagement total.

Le coût des services rendus est présenté en résultat opérationnel, la charge d'intérêt en résultat financier. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global (OCI).

L'impact des changements de régime est constaté immédiatement en résultat. Aucun changement n'est intervenu sur les exercices présentés.

4.14 Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2, les avantages octroyés à certains salariés sous la forme de paiements en actions sont évalués à la juste valeur des instruments accordés.

Cette rémunération prend la forme d'instruments réglés en actions.

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux dirigeants et à certains salariés clés de la société.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des droits à paiement fondé sur des actions réglés en instruments de capitaux propres accordés aux membres du personnel est comptabilisée en charges, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période d'acquisition des droits. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service et de performance hors marché seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance hors marché à la date d'acquisition. Pour les droits à paiement fondé sur des actions assortis d'autres conditions, l'évaluation de la juste valeur à la date d'attribution reflète ces conditions et les écarts entre l'estimation et la réalisation ne donnent lieu à aucun ajustement ultérieur.

La Société a déterminé le montant de la rémunération liée à ces instruments en utilisant le modèle de Black & Scholes. Ce dernier permet de tenir compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité (période d'acquisition des droits), par tranches le cas échéant, avec une contrepartie directe en capitaux propres.

4.15 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Conformément à IAS 18, le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Le groupe a principalement 2 sources de revenu, la vente de Mems et la ventes de services de développement, avec pour objectif à terme d'arriver à une phase de production et de commercialisation.

(a) Vente de biens

Les produits sont comptabilisés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés au client, que la recouvrabilité de la contrepartie est probable, que les coûts associés et le retour possible des marchandises peuvent être évalués de façon fiable, que le Groupe n'est plus impliqué dans la gestion des biens et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. Les produits sont évalués nets des retours, ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités.

Le moment du transfert des risques et avantages varie en fonction des termes des contrats de vente.

(b) Prestations de services et contrats long terme

Pour les contrats à long terme et conformément à IAS 11, la méthode de reconnaissance du Chiffre d'Affaires à l'avancement est retenue.

Lorsque le résultat d'un contrat peut être estimé de façon fiable, les produits du contrat sont comptabilisés en résultat net en fonction du degré d'avancement du contrat. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés ce qui se traduit essentiellement par rapport à l'avancement sur les coûts. Sinon, les produits du contrat ne sont comptabilisés que dans la limite des coûts du contrat qui ont été encourus et qui seront probablement recouvrables.

Dans le cas où la prévision à fin d'affaire fait ressortir un résultat déficitaire, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée indépendamment de l'avancement du chantier, en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées au passif du bilan.

4.16 Autres produits de l'activité

Les autres produits de l'activité comportent des produits relatifs aux subventions.

Les subventions publiques sont reconnues en résultat (en autres produits) au fur et à mesure des coûts engagés.

Les subventions publiques proviennent principalement d'organismes publics et parapublics français, et intègrent également le Crédit Impôt Recherche (CIR) et le crédit d'impôt compétitivité des entreprises (CICE). Elles sont présentées sur la ligne « Autres produits de l'activité » du compte de résultat.

4.17 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels correspondent à des éléments inhabituels correspondant à des produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant que la société présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante. Ces éléments, lorsqu'ils sont significatifs, font l'objet d'une description en montant et en nature dans la note « Autres produits et charges opérationnels ».

4.18 Résultat financier

Le résultat financier incorpore d'une part le coût de l'endettement net composé essentiellement des charges financières de location de financement et les intérêts payés sur le financement du Groupe.

Les autres produits et charges financiers incluent les charges de désactualisation des provisions à long terme et notamment des provisions pour retraite ainsi que l'impact du change.

4.19 Impôt sur les résultats

La ligne « impôt sur les résultats » du compte de résultat comprend les impôts exigibles et les impôts différés des sociétés consolidées, lorsque les bases sont constatées en résultat. Le cas échéant, les effets impôt sur les éléments directement constatés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global sont également constatés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

Impôts exigibles

L'impôt exigible correspond à l'impôt dû aux autorités fiscales par chacune des sociétés consolidées dans les pays où elle exerce. La société a choisi de présenter la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) en impôt sur le résultat, considérant que cette contribution est déterminée sur la base d'un agrégat du compte de résultat.

Impôts différés

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en fonction des derniers taux d'impôt en vigueur à la date de clôture de chaque exercice, applicables à la période de reversement attendue. Ils ne sont pas actualisés.

Les impôts différés sont comptabilisés sur l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs consolidés, à l'exception de celles liées aux goodwill et aux participations dans des filiales, entreprises associées et partenariats dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date de reversement des différences temporelles et il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les différences correspondent principalement à des retraitements de consolidation (locations financières, extournes des amortissements dérogatoires, élimination des résultats de cession internes,...), ou à des réintégrations / déductions fiscales temporaires (provisions et charges non déductibles, participation des salariés,...).

Les actifs d'impôts différés actifs ne sont comptabilisés que dans la mesure où ils pourront être imputés sur des différences taxables futures, ou lorsqu'il existe une probabilité raisonnable de réalisation ou de recouvrement par imputation sur des résultats futurs. Les résultats futurs sont pris en compte en fonction d'un horizon prévisible, au regard des prévisions disponibles. Le calcul effectué tient compte des dispositions fiscales applicables en France en matière d'utilisation des déficits fiscaux reportables (plafonnement).

Il est fait masse, par entité fiscale, des impôts différés actifs et passifs en y incluant les actifs d'impôt différés afférant à des éventuels reports déficitaires.

4.20 Résultat par actions

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Les actions propres ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période pour laquelle le calcul est effectué ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires selon la méthode dite du rachat d'actions. Selon cette méthode, les fonds recueillis par les instruments financiers potentiellement dilutifs sont affectés au rachat d'action à leur valeur de marché. La dilution s'obtient par différence entre le montant théorique d'action qui serait racheté et le nombre d'options potentiellement dilutives.

4.21 Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte et présente de manière distincte les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Les activités opérationnelles correspondent aux principales activités génératrices de produits de l'entité et toutes les autres activités qui ne remplissent pas les critères d'investissement ou de financement. La Société a choisi de classer dans cette catégorie les subventions reçues. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont calculés en ajustant le résultat net des variations de besoin en fonds de roulement, des éléments sans effets de trésorerie (amortissement, dépréciation..), des gains sur cession, des autres produits et charges calculés.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement correspondent aux flux de trésorerie liés aux acquisitions d'immobilisations, nettes des dettes fournisseurs sur immobilisations, aux cessions d'immobilisations et autres placements.

Les activités de financement sont les opérations qui résultent des changements dans l'importance et la composition du capital apporté et des emprunts de l'entité. Les augmentations de capital, obtention ou remboursement des emprunts sont classés dans cette catégorie.

Les augmentations des actifs et passifs sans effet sur la trésorerie sont éliminés. Ainsi, les biens financés par le biais d'un contrat de location financement ne sont pas inclus dans les investissements de la période. La diminution de la dette financière liée aux crédits baux est alors incluse dans les remboursements d'emprunts de la période.

4.22 Actions propres

Le groupe a souscrit sur l'exercice 2015 un contrat de liquidité pour un montant de 300K€. L'intégralité des actions propres détenues par le groupe est gérée dans le cadre de son contrat de liquidité.

Toutes les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres, conformément à la norme IAS 32.

Sur l'exercice 2016, l'intégralité des actions propres détenues par le groupe ont été apportées dans le cadre de l'offre publique d'achat. Le groupe ne détient donc à la clôture aucune action d'autocontrôle et le contrat de liquidité a été clôturé.

Le résultat de la cession des actions d'autocontrôle est imputé directement en variation des capitaux propres.

4.23 Information sectorielle

Le Groupe identifie et présente des secteurs opérationnels basés sur l'information transmise en interne au directoire qui est le principal décideur opérationnel du Groupe.

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus ou supporter des charges, y compris des revenus et des charges liées aux transactions avec d'autres composantes du Groupe. Le résultat opérationnel du secteur est régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances. Des informations financières distinctes sont disponibles pour cette composante.

Les performances du Groupe sont principalement suivies par le directoire à partir des performances des différentes entités juridiques qui ont donc pour la plupart été identifiées comme des secteurs opérationnels distincts. Sur cette base, le Groupe a identifié 2 secteurs à présenter, comme décrits ci-après, qui correspondent aux entités juridiques du Groupe. Ces entités juridiques du Groupe offrent des produits et des services similaires dans des zones géographiques distinctes.

Les entités juridiques de chacun des secteurs présentés du Groupe sont les suivantes :

- France
- Société américaine

4.24 Evaluation de la juste valeur

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers.

Dans la mesure du possible, lors de l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif, le Groupe s'appuie sur des données de marché observables. Les évaluations de juste valeur sont classées en trois niveaux en termes de hiérarchie, en fonction des données utilisées dans la technique d'évaluation.

- Niveau 1 : juste valeur évaluée sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données, autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix)
- Niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables)

Si les données utilisées dans l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif peuvent être classées à différents niveaux dans la hiérarchie de la juste valeur, la juste valeur obtenue est alors classée globalement au même niveau de hiérarchie que la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble.

5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice 2016 la société Tronics Mems a absorbé la société Tronics North America. Le nouveau périmètre de consolidation est le suivant :

Au 31 décembre 2016

Entités	Pays	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Période intégrée	Méthode de consolidation (*)
Tronics Microsystem SA	France	Société tête de groupe			
Tronics Mems Inc	Etats Unis	94.07%	94%	2016	IG
Chinatronics Ltd	Chine	49%	49%	N/A	MEQ

Au 31 décembre 2015

Entités	Pays	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle	Période intégrée	Méthode de consolidation (*)
Tronics Microsystem SA	France	Société tête de groupe			
Tronics North Americ Inc	Etats Unis	100%	100%	2015	IG
Tronics Mems Inc	Etats Unis	92.03%	92.03%	2015	IG
Chinatronics Ltd	Chine	49%	49%	N/A	MEQ

* Nomenclature des méthodes de consolidations : "IG" signifie Intégration Globale & "MEQ" mise en équivalence

6 INFORMATIONS SECTORIELLES

6.1 Informations par secteur opérationnel

Résultats (en K€)

	31 Décembre 2016			31 Décembre 2015		
	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total
Chiffre d'affaires	3 983	2 313	6 296	4 705	3 050	7 755
Autres produits de l'activité	1 889	23	1 912	3 081	22	3 104
Produits des activités courantes	5 871	2 336	8 207	7 786	3 073	10 859
Résultat opérationnel courant	-3 517	-1 327	-4 844	-2 239	-485	-2 724
Autres charges non courantes	-677					
Résultat opérationnel	-4 194	-1 327	-5 521	-2 239	-485	-2 724
Résultat avant impôt	-4 134	-1 327	-5 461	-2 287	-491	-2 778
Impôts sur les bénéfices	-23	-4	-28	-235	-6	-241
Quote part sur résultat net des sociétés	-31	0	-31	-19	0	-19
Résultat Net	-4 188	-1 332	-5 520	-2 540	-497	-3 037
Part du groupe	-4 189	-1 253	-5 441	-2 540	-457	-2 997
Part ne conférant pas le contrôle		-79	-79		-41	-41

Répartition des actifs et des passifs (en K€)

	31 Décembre 2016			31 Décembre 2015		
	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total	Sociétés françaises	Sociétés américaines	Total
Actifs non courants	5 459	687	6 146	5 232	787	6 019
Actifs courants	11 086	966	12 052	15 923	713	16 637
Total actif	16 545	1 653	18 197	21 155	1 500	22 655
Passifs non courants	3 759	0	3 759	3 356	0	3 356
Passif courants	4 321	605	4 926	4 058	213	4 271
Total passif	8 080	605	8 685	7 414	213	7 627
Effectifs moyens	71	18	90	71	21	92

6.2 Informations par zones géographiques (destination des biens et services vendus)

CHIFFRE D'AFFAIRES (K€)	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
France	2 485	39 %	4 343	56 %
Reste du monde	3 810	61 %	3 412	44 %
Chiffre d'affaires	6 296	100%	7 755	100%

7 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE ET LEURS VARIATIONS

7.1. Notes sur le bilan

7.1.1 Immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES BRUTES (K€)	Frais de développement	Concessions, brevets et droits similaires	Immo. En cours	Total brut
Situation au 31 Décembre 2014	268	1 073		1 341
Augmentations		43	396	439
Situation au 31 Décembre 2015	268	1 115	396	1 780
Augmentations de l'exercice		1	525	526
Autres mouvements	921	118	-921	118
Situation au 31 Décembre 2016	1 189	1 235	0	2 424

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (K€)	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immo. En cours	Total amortissements
Situation au 31 Décembre 2014	-118	-702		-821
Dotations de l'exercice	-54	-84		-138
Situation au 31 Décembre 2015	-172	-787		-959
Dotations de l'exercice	-69	-68		-137
Autres mouvements		-101		-101
Situation au 31 Décembre 2016	-241	-956		-1 197

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES (K€)	Frais de développement	Autres immobilisations incorporelles	Immo. En cours	Total net
Au 31 Décembre 2015	96	329	396	821
Au 31 Décembre 2016	948	279		1 227

La société a acquis sur les périodes antérieures 2 licences auprès du CEA. Les contrats de licences prévoient le versement de redevances en cas d'utilisation ou de sous-licence des technologies concernées sur la base du chiffre d'affaires généré.

La charge comptabilisée en 2016 au titre de ces redevances s'élève à 10K€ contre 4K€ en 2015.

Sur l'exercice 2016 le groupe a continué d'activer les dépenses de développement sur le projet ayant rempli les critères d'activation lors de l'exercice 2015. Le total des dépenses activées sur 2016 s'élève à 525K€. Ce projet étant terminé au 31 décembre 2016, il a été reclassé de la rubrique « immobilisations en cours » à « Frais de développement » des tableaux ci-dessus.

Les frais de recherche et de développement ne remplissant pas les critères d'activation sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés. Le montant des charges directes de recherche et développement s'élève à 1.601 K€ en 2016 et 3.345 K€ en 2015.

7.1.2 Immobilisations corporelles

IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total brut
Situation au 31 Décembre 2014	36	14 607	1 389	17	16 050
Augmentations de l'exercice		828	94		921
Situation au 31 Décembre 2015	36	15 434	1 483	17	16 971
Augmentations de l'exercice		639	78	124	841
Diminutions de l'exercice		-183			-183
Transferts				-17	-17
Situation au 31 Décembre 2016	36	15 890	1 561	124	17 611

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total amortissements
Situation au 31 Décembre 2014	-36	-9 866	-829		-10 731
Dotations de l'exercice		-1 046	-120		-1 166
Situation au 31 Décembre 2015	-36	-10 911	-950		-11 897
Dotations de l'exercice		-1 062	-129		-1 191
Diminutions de l'exercice		32			32
Autres variations					
Situation au 31 Décembre 2016	-36	-11 942	-1 079		-13 057

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total net
Au 31 Décembre 2015		4 523	533	17	5 074
Au 31 Décembre 2016		3 948	483	124	4 554

Le détail des immobilisations détenues en crédit-bail est le suivant :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES BRUTES DETENUES EN CREDIT BAIL (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total brut
Situation au 31 Décembre 2015		8 753			8 753
Augmentations de l'exercice		309			309
Situation au 31 Décembre 2016		9 062			9 062

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES DETENUES EN CREDIT BAIL (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total amortissements
Situation au 31 Décembre 2015		-6 058			-6 058
Dotations de l'exercice		-660			-660
Situation au 31 Décembre 2016		-6 718			-6 718

IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES DETENUES EN CREDIT BAIL (K€)	Terrains et constructions	Instal. Techn., mat. & Out.	Autres immobilisations corporelles	Immo. En cours & avances	Total net
Au 31 Décembre 2015		2 695			2 695
Au 31 Décembre 2016		2 344			2 344

7.1.3 Autres actifs financiers non courants

AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Prêts	29	28
Dépôts et cautionnements non courants	150	90
Solde espèces du contrat de liquidités	214	33
Valeurs brutes	393	151
Provisions pour dépréciations	-29	-28
Valeurs nettes	364	123

Les prêts, cautionnements et autres créances – non courants regroupent essentiellement des dépôts de garantie versés par le groupe aux propriétaires des locaux et à Bpi France Innovation dans le cadre d'un prêt pour l'innovation et d'un contrat de développement participatif.

7.1.4 Stocks et en-cours

STOCKS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Matières premières	1 464	1 392
Encours	296	279
Produits finis	37	98
Valeurs brutes	1 797	1 769
Provisions pour dépréciations	-164	-231
Valeurs nettes	1 633	1 538

7.1.5 Clients

CLIENTS (K€)	Valeur brute	Dont échu	Dont à plus d'un an	Dépréciation	Valeur Nette
Situation au 31 Décembre 2016	2 537	527		-70	2 467
Situation au 31 Décembre 2015	3 098	1 069		-118	2 979

7.1.6 Créances d'impôt et autres actifs courants

CREANCES D'IMPOT ET AUTRES ACTIFS COURANTS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Avances et acomptes versés	40	83
Crédit d'impôt recherche	826	1 136
Crédit d'impôt compétitivité emploi	81	80
Créances fiscales (TVA,...)	243	214
Subventions	825	1 249
Charges constatées d'avance	410	266
Fournisseurs, remises à obtenir		18
Valeurs brutes	2 425	3 045
Provisions pour dépréciations		
Valeurs nettes	2 425	3 045

Echéancement (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Inférieur à un an	1 518	3 045
Compris entre un et cinq ans	906	
Supérieur à cinq ans		
Valeurs nettes	2 425	3 045

7.1.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Comptes bancaires courants	725	734
Comptes à terme	4 802	8 340
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 527	9 074

Au 31 décembre 2015 et 2016, le groupe dispose notamment de dépôts à termes débloqués à tout moment sans pénalités et donc liquides.

7.1.8 Capital social

Au 31 décembre 2016, le capital social de 3.499.004 € est composé de 3.499.004 actions entièrement libérées et d'une valeur nominale unitaire 1 euro se décomposant de la manière suivante :

CAPITAL SOCIAL (Nombre d'actions)	Actions ordinaires	Autres	Total
Situation au 31 Décembre 2015	3 496 005		3 496 005
Augmentations de l'exercice	2 999		2 999
Diminutions de l'exercice			
Situation au 31 Décembre 2016	3 499 004		3 499 004

L'émission de 2 999 nouvelles actions sur l'exercice 2016 se décompose de la manière suivante :

- Exercices d'options : 2 999 actions

L'intégralité des titres d'autocontrôle a été apportée à l'offre publique d'achat intervenue sur l'exercice 2016. La cession de ces titres et l'annulation de leur résultat de cession a conduit à une augmentation des capitaux propres du groupe de 228K€.

Le contrat de liquidité souscrit sur l'exercice 2015 a par ailleurs été clôturé.

Actions propres	Nombre d'actions
Situation au 31 Décembre 2015	18 585
Achat d'actions propres	65 978
Vente d'actions propres	-84 563
Situation au 31 Décembre 2016	0

7.1.9 Provisions

PROVISIONS (K€)	Litiges	Mise en Equivalence	Perte à terminaison	Pensions et retraites	Autres	Total
Situation au 31 Décembre 2015	0	29		96	5	132
Dotation de l'exercice	175	34		21	356	585
Reprise de provision utilisée						
Reprise de provision non utilisée						
Variation de périmètre						
Ecart de conversion						
Situation au 31 Décembre 2016	175	63		117	361	717
A moins d'un an au 31 Décembre 2016	175	63			361	600
A plus d'un an au 31 Décembre 2016				117		117

La société a concédé à Sercel le remplacement à ses frais de capteurs jugés potentiellement défaillants. Le coût restant à engager pour la société a été estimé au 31 Décembre 2016 à 175 000 €.

Courant juillet 2016, la filiale américaine a signé un nouveau contrat avec le partenaire de production qui fixe notamment des quantités minimales de production à sous-traiter à ce dernier. Ainsi la société Tronics Mems s'est engagée à commander un volant de chiffre d'affaires de 500 000 \$ entre juillet 2016 et juin 2017. La société Tronics Mems n'ayant pas rempli son obligation à la clôture, 375 000 \$ (356K€) ont été provisionnés dans les comptes de la filiale.

7.1.10 Retraite – Avantages dus au personnel

Les engagements du Groupe sont comptabilisés sous formes de provisions ou de cotisations versées dans ce cadre à des caisses de retraites indépendantes et à des organismes légaux chargés d'en assurer le service.

Le tableau comparatif des principales données actuarielles utilisées est présenté ci-dessous :

	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Age de départ	67 ans (C), 67 ans (NC)	67 ans (C), 67 ans (NC)
Taux d'actualisation	1.18%	2.40%
Taux de croissance de salaires	2% (C), 2% (NC)	2% (C), 2% (NC)
Taux de charges sociales	47% (C), 46% (NC)	47% (C), 46% (NC)
Table de mortalité	Insee F2010-2012	Insee F2010-2012
Taux de turnover	20 à 29 ans : 7% (C), 0% (NC) 30 à 39 ans : 5% (C), 3% (NC) 40 à 49 ans : 13% (C), 2% (NC) 50 à 59 ans : 21% (C), 0% (NC) Plus de 60 ans : 21% (C), 0% (NC)	20 à 29 ans : 8% (C), 0% (NC) 30 à 39 ans : 6% (C), 0% (NC) 40 à 49 ans : 14% (C), 2% (NC) 50 à 59 ans : 25% (C), 0% (NC) Plus de 60 ans : 25% (C), 0% (NC)

C : cadres, NC : non cadres

Les hypothèses de turnover sont mises à jour sur 5 ans glissants.

Le tableau des mouvements de l'engagement de retraite entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2016 est donné ci-après :

en k€	impact sur le résultat consolidé					impact autres éltis résultat global		
	1 janvier 2016	coût service rendus	coût financier	indemnités versées	ss-total	écarts actuariels	autres	31 décembre 2016
Engagement global	96	11	3		14	7		117
juste valeur du fonds	-				-			-
Engagement net	96	11	3	0	14	7	0	117

Le groupe ne disposant pas d'actifs de couverture, l'intégralité de l'engagement exposé ci-dessus est inscrit au passif du Groupe.

La charge nette de l'exercice ayant un impact sur le résultat consolidé est donnée dans le tableau ci-dessous :

En k€	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Coût des services rendus	11	11
Coût financier	3	2
Indemnités versées		
Total	14	13

Une variation d'un point du taux d'actualisation (0.18% au lieu de 1,18%) a un impact de 22% sur le montant du passif au 31 décembre 2016.

7.1.11 Passifs financiers

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES (K€)	Situation au 31 Décembre 2015	Emissions	Remboursements	Variations de périmètres	Reclassements / autres	Situation au 31 Décembre 2016
Emprunts	1 681	1 200			-437	2 444
Avances conditionnées	128				18	146
Put sur minoritaire	185				137	322
Dettes financières crédit bail	1 262	238			-774	727
Dettes financières non courantes	3 256	1 438			-1 053	3 641
Emprunts	398		-398		437	437
Autres emprunts	4	5				9
Dettes financières crédit bail	842	71	-913		774	774
Dettes financières courantes	1 244	76	-1 311		1 211	1 220
Total	4 500	1 514	-1 311		157	4 861

Echéancement (K€)		Situation au 31 Décembre 2016
Inférieur à un an		1 220
Compris entre un et cinq ans		3 277
Supérieur à cinq ans		364
Total		4 861

La colonne « reclassement » comporte essentiellement des reclassements entre « courant » et « non courant » ainsi que la variation de la juste valeur de l'engagement de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle.

Tronics Microsystems a une obligation de rachat des intérêts ne conférant pas le contrôle de Tronics Mems dont elle est le principal actionnaire. Cet engagement fait l'objet d'une dette évaluée à la juste valeur à chaque clôture. Celle-ci a été estimée : sur la base des flux de trésorerie futurs actualisés pour la clôture au 31 décembre 2016, en tenant compte d'un WACC à 11% et d'un taux de croissance à l'infini de 2% desquels l'endettement net de Tronics Mems a été déduit. La valeur ainsi obtenue a ensuite été actualisée au taux sans risque afin de déterminer la valeur actuelle.

Une variation de +1 point du WACC diminuerait de 69K€ la valorisation de l'obligation de rachat. Une diminution du WACC de 1 point entrainerait quant à elle une augmentation 86K€.

Les contrats d'emprunts de Tronics S.A. ne comportent pas de clauses de remboursement anticipé assis sur des ratios financiers (covenants).

L'avance conditionnée correspond à l'aide versée par Bpifrance Financement dans le cadre du projet « SCP TIME ». Cette avance est comptabilisée au coût amorti calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'échéancement des contrats de crédit-bail est le suivant :

Echéancement (K€)	Situation au 31 Décembre 2016
Inférieur à un an	774
Compris entre un et cinq ans	727
Supérieur à cinq ans	
Total	1 501

7.1.12 Impôts différés passifs

IMPÔTS DIFFERES NON COURANTS (K€)	Différences temporaires	Reports déficitaires	Autres	Total
Situation au 31 décembre 2015	-337	333	-	-4
Incidence résultat	-224	222		-2
Variations de périmètre				-
Ecart de conversion				-
Incidence OCI	6			6
Situation au 31 décembre 2016	-555	556	-	0

Les déficits fiscaux de TRONICS et de ses filiales n'ont pas été intégralement activés en l'absence de visibilité quant à leur imputation intégrale sur des résultats futurs. Le montant des déficits fiscaux non activés s'élève en base à

- 17.4 m€ au 31 décembre 2016 et 12.5 m€ au 31 décembre 2015 pour l'entité française
- 9.1 m€ (9.8 m\$) au 31 décembre 2016 et 8.3 m€ (9 m\$) au 31 décembre 2015 pour l'entité américaine

Au 31 décembre 2016 le groupe a maintenu des impôts différés actifs sur les déficits de l'entité française à hauteur des différences temporaires taxables.

7.1.13 Fournisseurs, produits constatés d'avance et autres passifs

FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Dettes fournisseurs	1 705	1 820
Fournisseurs d'immobilisations	20	73
Avances reçues sur commandes	18	
Dettes sociales	1 029	785
Dettes fiscales	79	78
Subventions		20
Autres créditeurs	179	127
Produits constatés d'avance	77	89
TOTAL	3 107	2 991

Echéancement (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Inférieur à un an	3 107	2 991
Compris entre un et cinq ans		
Supérieur à cinq ans		
TOTAL	3 107	2 991

7.1.14 Instruments financiers

En K€	Catégories	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
		Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actifs					
Autres actifs financiers non courants	A	364	364	123	123
Clients et autres débiteurs	A	3 293	3 293	4 116	4 116
Autres actifs courants	A	1 599	1 599	1 909	1 909
Trésorerie et équivalent de trésorerie	B	5 527	5 527	9 074	9 074
Total		10 783	10 783	15 222	15 222
Passif					
Passifs financiers (part à plus et à moins d'un an)	C	4 539	4 539	4 315	4 315
Engagement de rachat des participations ne conférant pas le contrôle	D	322	322	185	185
Fournisseurs et autres créditeurs	C	1 802	1 802	1 982	1 982
Autres passifs courants	C	1 304	1 304	1 010	1 010
Total		7 968	7 968	7 491	7 491

A - Prêts et créances

B - Actifs en juste valeur par le résultat

C - Passifs évalués au coût amorti

D - Passifs en juste valeur par le résultat

L'ensemble des actifs et des passifs sont des actifs et passifs évalués au coût amorti à l'exception de la trésorerie et de la dette relative à l'engagement de rachat des participations ne conférant pas le contrôle qui est évalué à la juste valeur.

7.2. Notes sur le compte de résultat

7.2.1 Chiffre d'affaires

CHIFFRE D'AFFAIRES (K€)	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
Ventes de services	3 923	62 %	5 698	73 %
Ventes de produits finis	2 373	38 %	2 057	27 %
Chiffre d'affaires	6 296	100%	7 755	100%

7.2.2 Autres produits de l'activité

AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE (K€)	31 Décembre 2016		31 Décembre 2015	
Crédit Impôt Recherche	826	43 %	1 112	36 %
CICE	81	4 %	80	3 %
Subventions	975	51 %	1 780	57 %
Variations de stocks de produits finis	15	1 %	108	3 %
Produits divers de gestion courante	1	0 %	9	0 %
Autres produits	14	1 %	15	0 %
Autres produits de l'activité	1 912	100 %	3 104	100 %

Les subventions se ventilent comme suit :

SUBVENTIONS (K€)	Montant total de la subvention	31 décembre 2016				31 décembre 2015			
		Cash reçu sur la période	Avancement du projet à date	Produits comptabilisés	Engagement de dépenses à la clôture	Cash reçu sur la période	Avancement du projet à date	Produits comptabilisés	Engagement de dépenses à la clôture
Projet HBS	426	87	100%			87	100%		
Projet Ultimes	3 413	727	100%	-	-	-	100%	775	-
Projet Cleansky	573	-	100%	-	-	172	100%	-	-
Projet Habac	547	115	100%	-	-	268	100%	293	-
Projet Asimut	991	-	100%	8	-	441	99%	443	17
Projet SCP Time	203	96	98%	45	8	-	76%	148	107
Projet Peru	54	18	100%	-	-	18	100%	-	-
Projet MF Manufacturing	103	-	61%	51	116	15	11%	10	305
Projet Trace	808	242	45%	346	1 479	-	2%	18	2 633
Projet Stars	886	177	59%	431	805	-	10%	93	1 763
Next4Mems	731	-	13%	94	1 593				
Subventions	10 055	1 463		975	4 001	1 002		1 780	4 826

7.2.3 Achats consommés

ACHATS CONSOMMES (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Achats de matières premières	-1 575	-2 331
Variations stocks de matières premières	17	708
Achats d'études et prestations de services	-605	-922
Achats non stockés de matières premières et fournitures	-356	-384
Achats consommés	-2 519	-2 929

7.2.4 Charges de personnel et effectifs

Les charges de personnel se ventilent comme suit :

CHARGES DE PERSONNEL (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Rémunération du personnel	-4 702	-5 030
Charge IFRS 2 "paiement fondé sur des actions"	-42	-113
Charges sociales	-1 816	-1 740
Dotation nette pour engagement de retraite	-11	-11
Charges de personnel	-6 571	-6 894

EFFECTIFS MOYENS	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Direction	3	3
Ingénieurs	52	50
Techniciens & Opérateurs	35	39
Effectifs moyens	90	92

Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

Des options sur actions ont été attribuées aux dirigeants, à certains salariés clés, ainsi qu'aux membres du Directoire sous forme de Stock Options (« Options »), Bons de Souscription d'Actions (« BSA ») et de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »). Les options attribuées aux Etats-Unis permettent de souscrire à des actions de TRONICS MEMS.

	France			
Date de l'AG ou du Directoire ayant attribué les bons	02-mars-12	02-mars-12	01-juil-14	01-juil-14
Prix d'exercice par action nouvelle souscrite	10 €	10 €	10 €	10 €
Vesting	01-juil-13	01-janv-15	01-sept-17	01-janv-17
Durée de validité	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2015	25 400 BSPCE	18 800 BSPCE	110 000 options	35 403 options
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2016	25 400 BSPCE	18 800 BSPCE	110 000 options	32 404 options

Réconciliation des options sur actions en circulation

Le nombre et le prix moyen pondéré d'exercice des options sur actions dans le cadre des programmes d'options sur actions sont les suivants :

	Nombre d'options 2016	Prix moyen pondéré d'exercice 2016	Nombre d'options 2015	Prix moyen pondéré d'exercice 2015
En circulation au 1er janvier	189 603	10,00 €	244 500	10,00 €
Déchues pendant la période	-	10,00 €	-29 300	10,00 €
Exercées pendant la période	-2 999	10,00 €	-25 597	10,00 €
Attribuées pendant la période	-	-	-	-
En circulation au 31 décembre	186 604	10,00 €	189 603	10,00 €
Exerçables au 31 décembre	148 937	10,00 €	115 936	10,00 €

Les options en circulation au 31 décembre 2016 ont un prix d'exercice de 10,00€ (en 2015: 10,00€) et une durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée de 2 ans (en 2015 : 3 ans).

Le prix moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options s'est élevé à 10,00 € en 2016 (en 2015 : 10,00 €).

	Etats-Unis			
Date de l'AG ou du Directoire ayant attribué les bons	21-mai-12	31-janv-13	01-août-13	01-janv-14
Prix d'exercice par action nouvelle souscrite	\$0.1870	\$0.1870	\$0.1870	\$0.1870
Vesting	20-mai-16	30-janv-17	31-juil-17	31-déc-17
Durée de validité	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2015	412 000 options	315 000 options	75 000 options	300 000 options
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2016	412 000 options	130 000 options	75 000 options	250 000 options

Sur l'exercice 2016, 12 947 options sur la filiale américaine ont été exercées. Hormis cet exercice, la diminution du nombre d'options aux Etats-Unis provient intégralement du départ de salariés n'ayant pas exercé leurs droits. Ces options ont donc été déchues sur la période.

La juste valeur des bons attribués a été évaluée en date d'attribution selon la méthode Black-Scholes sur la base des hypothèses suivantes :

PRINCIPALES DONNEES ET HYPOTHESES	France (Plans 2012)	France (Plans 2014)	US (Plans 2012)	US (Plans 2013)	US (Plans 2014)
Maturité	5 ans	5 ans	10 ans	10 ans	10 ans
Taux sans risque TEC 5	3.00%	0.65%	N/A	N/A	N/A
Taux sans risque TEC 10	N/A	N/A	2.13%	2.13%	2.13%
Volatilité	50.00%	36.00%	30.00%	30.00%	30.00%
Prix du sous-jacent	10.00 €	10.05 €	0,187 \$	0,367 \$	0,367 \$
Prix d'exercice	10.00 €	10.00 €	0,187 \$	0,187 \$	0,187 \$
Prime d'illiquidité	25%	25%	25%	25%	25%
Juste Valeur de l'option	3.04 €	2.20 €	0,06 \$	0,18 \$	0,18 \$

- Volatilité : l'action Tronic's Microsystems n'étant pas cotée sur le marché à la date de l'attribution, la volatilité utilisée est la volatilité historique de sociétés comparables –même secteur et zone géographique ;
 - Taux sans risque : il s'agit du taux d'intérêt continu non risqué ;
 - Taux de dividendes : nul compte tenu de l'absence de dividendes versés dans le passé.
 - Prix du sous-jacent : il s'agit de l'estimation de la juste valeur d'une action. Elle se base notamment sur le prix de la dernière levée de fonds et sur l'évaluation réalisée par la société.
 - Prime de d'illiquidité : elle a été évaluée à 25% compte tenu des usages constatés sur le marché.
- La société a tenu compte d'une probabilité de turnover estimée à environ 30% pour les plans américains.

7.2.5 Autres produits et charges opérationnels courants

AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS COURANTS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Reprises & dotations aux provisions nettes		31
Plus values sur éléments d'actifs cédés		5
Autres produits opérationnels		36
Moins values sur éléments d'actifs cédés	-137	
Autres charges opérationnelles	-137	

7.2.6 Autres produits et charges opérationnels non courants

AUTRES CHARGES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Frais engagés dans le cadre de l'offre publique d'achat	-677	
Autres produits & charges opérationnels non courants	-677	

7.2.7 Résultat financier

RESULTAT FINANCIER (K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Résultat de change	109	53
Produits sur cession de VMP	79	88
Produits financiers	188	141
Coût de l'endettement financier net	-129	-150
Autres charges financières		-45
Charges financières	-129	-195
Résultat financier	60	-53

7.2.8 Impôts sur les résultats

CHARGES D'IMPÔT (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Impôts exigibles	-4	-1
Impôts différés	4	-218
CVAE	-28	-22
Charge d'impôt	-28	-241

Le rapprochement entre l'impôt sur les résultats figurant au compte de résultat consolidé et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse comme suit :

PREUVE D'IMPÔT (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net	-5 520	-3 037
Impôts sur les bénéfices	-28	-241
Résultat avant impôt	-5 492	-2 796
Taux d'impôt théorique	33.33%	33.33%
Charge (= -) ou Produit (= +) d'impôt théorique	1 831	932
Déficit de l'exercice non activé	-2 336	-1 574
Utilisation de déficits antérieurs	222	8
Crédit impôt recherche & CICE	302	407
QP MEE	-10	-6
Charge IFRS 2 "paiement fondé sur des actions"	-16	-38
Différences permanentes	-20	24
CVAE	-28	-23
Autres	27	29
Charge nette d'impôt	-28	-241

7.2.9 Résultat par action

RESULTAT PAR ACTION (€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Résultat net attribuable aux porteurs de capitaux ordinaires de l'entité mère (en K€)	-5 520	-2 997
Nombres d'actions en circulation	3 499 004	3 477 420
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	3 482 645	3 401 675
Nombre de bons attribués non encore exercés	189 603	189 603
Résultat en euros par action	-1.59	-0.88
Résultat dilué en euros par action	-1.59	-0.88

7.2.10 Information relative aux parties liées

Les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées directement ou indirectement à TRONICS, et les entités qui détiennent directement ou indirectement une participation dans TRONICS.

Ces transactions sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément à la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2016 est la suivante par nature et par partie liée :

- Entre SERCEL, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes par TRONICS au profit de SERCEL,
- Entre THALES, actionnaire, et TRONICS : réalisation de ventes et de travaux de développement par TRONICS au profit de THALES,

A noter qu'au 31 Décembre 2016 la société SERCEL n'est plus actionnaire de Tronics. Aucune information au sujet des transactions réalisées avec Sercel n'est détaillée pour l'année 2016.

COMPTE DE RESULTATS (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Chiffre d'affaires (Sercel)	-	36
Chiffre d'affaires (Thales)	518	521
Total	518	557

BILAN (K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Clients (Sercel)	-	-
Clients (Thales)	73	12

7.2.11 Rémunération des dirigeants

Le tableau ci-dessous présente la rémunération versée par TRONICS aux membres du Directoire.

Ces montants n'intègrent pas de rémunération différée ou tout autre engagement de rémunération.

REMUNERATION DES DIRIGEANTS (€)	Total au 31 décembre 2016	Rémunérations dues au titre de l'exercice (1)	Rémunération en actions, options, etc...(2)	Total au 31 décembre 2015	Rémunérations dues au titre de l'exercice (1)	Rémunération en actions, options, etc...(2)
Pascal Langlois	336 691	299 579	37 112	280 514	200 231	80 283
Stéphane Renard	95 833	95 833	-	118 929	118 929	-
Rémunération des dirigeants	432 525	395 413	37 112	399 443	319 160	80 283

REMUNERATION DES DIRIGEANTS (€)	31 décembre 2016
Rémunérations dues au titre de l'exercice (1)	395 413
Rémunération en actions, options, etc...(2)	37 112
Rémunération des dirigeants	432 525

31 décembre 2015
319 160
80 283
399 443

(1) Inclut les salaires bruts, rémunérations, primes, intéressement, participation, et avantages en nature dues au titre de l'exercice.

(2) Ce montant correspond à la charge annuelle IFRS2 liée aux attributions de bons de souscription d'options (stock-options).

Pascal Langlois a conclu un contrat de management avec la Société autorisé par le conseil d'administration du 13 septembre 2013 conformément à la procédure des conventions réglementées, pour une durée de six (6) ans renouvelable dont les spécificités en matière de rupture sont les suivantes :

- Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction : hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation, Pascal Langlois percevra en cas de révocation de son mandat, une indemnité compensatrice équivalente à six (6) mois de sa rémunération fixe, telle que celle-ci s'établira au jour de la décision de révocation prise par le conseil de surveillance ou l'assemblée générale des actionnaires de la Société.
- Indemnités relatives à une clause de non concurrence : hormis les cas de révocations motivées par une faute lourde telle que cette notion est appréciée par la chambre sociale de la Cour de cassation ou de démission, la Société s'est engagée à verser à Pascal Langlois, en contrepartie de son engagement de non concurrence, une indemnité compensatrice, versée mensuellement, égale à 50% de la moyenne mensuelle de sa rémunération fixe perçue au cours des douze (12) derniers mois au sein de la Société.
- Mutuelle.

7.2.12 Honoraires des commissaires aux comptes

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (En K€)	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015
Honoraires relatifs à la certification des comptes	47	52
Honoraires relatifs aux diligences directement liées	7	8
Honoraires des commissaires aux comptes	54	60

8 ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS FINANCIERS (En K€)	31 décembre 2016	31 décembre 2015
Engagements donnés		
Clause de retour à meilleure fortune	568	568
Intérêts sur dettes financières (emprunts et crédit bail)	253	241
Contrats commerciaux (1.000.000 USD)	-	919
Bail commercial	181	515
Nantissements du fonds de commerce	1 500	1 500
Engagements donnés	2 502	3 743
Engagements reçus		
Ligne de crédit non utilisée	-	-
Engagements reçus	-	-
Engagements nets	2 502	3 743
Valeur des immobilisations données en garanties		

- Les locaux commerciaux et industriels de la société française sont loués. Le montant qui figure sur la ligne « bail commercial du tableau ci-dessus » correspond aux loyers dus jusqu'à la prochaine possibilité de sortie du bail, le 31 mai 2017.
- Les locaux commerciaux industriels de la société américaine, Tronics Mems, sont loués auprès d'un prestataire commercial. Cette location inclut l'accès aux bureaux et à la salle blanche. Le contrat ne prévoit pas de date de fin de bail ni de modalités de sortie, le tableau ci-dessus n'intègre donc pas d'engagements financiers à ce titre.
Comme détaillé dans la note 2.2.1 des événements postérieurs à la clôture, le partenaire américain a mis fin au contrat le liant avec la société Tronics Mems en début d'année 2017.
- La société Tronics S.A. s'était portée caution auprès de ce prestataire commercial pour la société Tronics Mems à hauteur de 1 000 K\$ (soit 919 K€ au 31 décembre 2015) - figurant dans le tableau ci-dessus sur la ligne « contrats commerciaux »). Cet engagement n'a pas été repris dans le nouveau contrat négocié avec ce prestataire sur 2016.
- Dans le cadre du projet SCP Time, la société doit encore percevoir 305 K€ (ce qui portera la somme totale perçue à 430 K€). Elle estime, compte tenu de ses prévisions de chiffre d'affaire, sous-jacent, qu'elle sera redevable d'un complément de remboursement de 213 K€ au-delà des sommes effectivement perçues.
- Dans le cadre d'un emprunt souscrit en Juillet 2015 auprès d'une banque pour un montant nominal de 1 500 K€ la société a consenti à la banque un nantissement de la valeur de son fonds de commerce à hauteur du nominal de cet emprunt (1 500 K€). Ce nantissement cours jusqu'au remboursement total de l'emprunt soit Juillet 2020.

9 RISQUES

9.1 Risque de liquidité

Depuis sa création, la Société a financé sa croissance par des augmentations de capital, l'obtention de subventions et aides publiques à l'innovation, le remboursement de créances de Crédit Impôt Recherche et le recours à des financements à court, moyen et long terme (bancaires, affacturage, ...).

Le groupe n'anticipe pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de la trésorerie disponible à la clôture et de la lettre de soutien reçue de son actionnaire majoritaire en date du 17 mars 2017.

La société n'est astreinte à aucun covenant bancaire.

9.2 Risque de crédit

Le risque de crédit et/ou de contrepartie correspond au risque qu'une partie à un contrat avec le Groupe manque à ses obligations contractuelles entraînant une perte financière pour le Groupe.

Les instruments financiers sur lesquels le Groupe encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients et la trésorerie.

En ce qui concerne les créances clients, le Groupe évalue régulièrement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Si le Groupe compte parmi ses clients de grandes sociétés européennes, américaines, japonaises et chinoises, il est également amené à travailler pour le compte de sociétés de plus petite taille, et compte notamment parmi ses clients plusieurs sociétés start-up à divers stades de maturité qui pourraient rencontrer des difficultés économiques à l'avenir. Si le Groupe n'a pas subi à ce jour de pertes significatives résultant de défaillances clients et s'il estime ne pas être confronté à un risque de recouvrement majeur, il ne peut donc toutefois exclure totalement ce risque à l'avenir. Le Groupe a mis en place une politique de gestion de trésorerie ayant pour objectif de limiter les placements financiers en euros, à court terme et à faible risque, sous forme notamment de comptes à terme à taux fixe en euros.

9.3 Risque de change

Le Groupe effectue notamment des transactions en dollar américain (USD). La position nette de change du groupe sur les devises au 31 décembre 2016 s'établit de la façon suivante :

Au 31 Décembre 2016 (en milliers d'euros)	Actifs (a)	Passifs (b)	Engagements en devises (c)	Position nette avant couverture (d) = (a) - (b) +/- (c)	Intruments financiers de couverture (e)	Position nette après couverture (f) = (d) - (e)
USD	846	312		534		534
Total	846	312	-	534	-	534

Sur la base des comptes consolidés du groupe au 31 décembre 2016 une variation de 10% l'euro face au dollar américain entraînerait les conséquences suivantes sur le résultat avant impôts et sur les capitaux propres avant impôts du groupe :

Au 31 Décembre 2016 (en milliers d'euros)	Impacts sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôt	
	Hausse de 10%	Baisse de 10%	Hausse de 10%	Baisse de 10%
USD	123	-151	-18	22
Total	123	-151	-18	22

La sensibilité du groupe au risque de change provient principalement de la consolidation de la filiale américaine.

Le Groupe n'a pas pris, à son stade de développement actuel, de disposition de couverture afin de protéger son activité contre les fluctuations des taux de changes. Le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité ne résulte dans une plus grande exposition au risque de change et envisagerait alors de recourir à une politique adaptée de couverture de ces risques.

Il ne peut être donné aucune garantie sur le fait que le Groupe aura les ressources nécessaires pour gérer efficacement dans le futur son risque de change et que la politique suivie lui permettra de ne pas subir de pertes du fait des risques de change.



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016
Tronic's Microsystems S.A.
à Directoire et Conseil de Surveillance
98, rue du Pré de l'Herme - 38920 Crolles
Ce rapport contient 49 pages
Référence : L172-31



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 98, rue du Pré de l'Homme - 38920 Crolles
Capital social : €3.496.005

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

1 En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Tronic's Microsystems S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 4.15 « Reconnaissance du chiffre d'affaires » des notes annexes aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation du chiffre d'affaires, notamment en ce qui concerne les contrats à long terme pour lesquels le chiffre d'affaires est reconnu à l'avancement. La détermination de l'avancement dépend des estimations à terminaison réalisés sous le contrôle de la direction.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison des contrats à l'avancement, à revoir les calculs effectués et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Lyon, le 5 avril 2017

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Devin
Associé

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2016





Les états financiers ci-joints, sont caractérisés par les éléments suivants :

- Période : du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016
- Total du Bilan : 19 687 655 €
- Chiffre d'affaires : 4 212 427 €
- Résultat net comptable (perte) : - 4 867 620 €





SOMMAIRE

	pages
Bilan actif-passif et compte de résultat	2 à 5
Annexe	6 à 46
Tableaux divers	47 à 48
Détail du bilan et compte de résultat	49 à 59
Soldes intermédiaires de gestion	60 à 61

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2016 12			Exercice N-1 31/12/2015 12		Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%	
	Capital souscrit non appelé (I)							
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles							
	Frais d'établissement							
	Frais de développement							
	Concessions, brevets et droits similaires	1 134 178	855 405	278 774	328 583	49 810	15.16	
	Fonds commercial (1)							
	Autres immobilisations incorporelles							
	Avances et acomptes							
	Immobilisations corporelles							
	Terrains	36 300	36 300					
	Constructions							
	Installations techniques, matériel et outillage	5 865 453	4 922 403	943 050	1 106 265	163 215	14.75	
	Autres immobilisations corporelles	1 561 320	1 078 500	482 820	533 361	50 541	9.48	
	Immobilisations en cours	123 725		123 725		123 725		
Avances et acomptes				17 424	17 424	100.00		
Immobilisations financières (2)								
Participations mises en équivalence								
Autres participations	5 163 413	2 891 337	2 272 076	2 272 076				
Créances rattachées à des participations	1 032 541		1 032 541	120 455	912 087	757.20		
Autres titres immobilisés								
Prêts								
Autres immobilisations financières	364 156		364 156	289 210	74 946	25.91		
Total II	15 281 087	9 783 945	5 497 142	4 667 374	829 768	17.78		
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours							
	Matières premières, approvisionnements	1 301 987	39 848	1 262 139	1 206 570	55 569	4.61	
	En-cours de production de biens	296 206	124 525	171 681	104 035	67 646	65.02	
	En-cours de production de services							
	Produits intermédiaires et finis	37 412		37 412	97 675	60 263	61.70	
	Marchandises							
	Avances et acomptes versés sur commandes	40 205		40 205	83 272	43 067	51.72	
	Créances (3)							
	Clients et comptes rattachés	1 755 605		1 755 605	2 490 866	735 261	29.52	
	Autres créances	5 071 805		5 071 805	5 322 856	251 051	4.72	
Capital souscrit - appelé, non versé								
Valeurs mobilières de placement	4 801 637		4 801 637	8 340 000	3 538 363	42.43		
Disponibilités	653 326		653 326	657 632	4 306	0.65		
Charges constatées d'avance (3)	393 741		393 741	257 467	136 275	52.93		
Total III	14 351 924	164 373	14 187 551	18 560 373	4 372 822	23.56		
Comptes de Régularisation	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)							
	Primes de remboursement des obligations (V)							
	Ecart de conversion actif (VI)	2 962		2 962	43	2 919	NS	
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	29 635 973	9 948 318	19 687 655	23 227 790	3 540 135	15.24		

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an
(3) Dont à plus d'un an

214 289
3 406 436

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
		31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé : 3 499 004)	3 499 004		3 496 005		2 999	0.09
	Primes d'émission, de fusion, d'apport	14 914 166		14 887 175		26 991	0.18
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves						
	Réserve légale	42 888		42 888			
	Réserves statutaires ou contractuelles						
	Réserves réglementées						
	Autres réserves	58 832		58 832			
	Report à nouveau	2 126 345		742 472		2 868 817	386.39
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	4 867 620		2 868 817		1 998 803	69.67
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées	18 793		18 793				
Total I	11 539 718		16 377 348		4 837 630	29.54	
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs						
	Avances conditionnées	126 000		126 000			
Total II	126 000		126 000				
PROVISIONS	Provisions pour risques	2 962		43		2 919	NS
	Provisions pour charges	291 644		96 369		195 275	202.63
	Total III	294 606		96 412		198 194	205.57
DETTES (I)	Dettes financières						
	Emprunts obligataires convertibles						
	Autres emprunts obligataires						
	Emprunts auprès d'établissements de crédit	2 890 322		2 083 115		807 207	38.75
	Concours bancaires courants						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	17 500				17 500	
	Dettes d'exploitation						
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 461 053		1 778 731		317 678	17.86	
Dettes fiscales et sociales	1 113 678		867 753		245 925	28.34	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	103 791		72 833		30 959	42.51	
Autres dettes	0		586		586	99.95	
Comptes de Régularisation	Produits constatés d'avance (1)	2 024 697		1 768 233		256 464	14.50
	Total IV	7 611 042		6 571 250		1 039 791	15.82
	Ecarts de conversion passif (V)	116 290		56 780		59 510	104.81
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	19 687 655		23 227 790		3 540 135	15.24	

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

4 670 280

3 832 077

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2016 12			Exercice N-1 31/12/2015 12		Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total			Euros	%
Produits d'exploitation (1)							
Ventes de marchandises							
Production vendue de biens	1 041 775	244 208	1 285 983	991 469		294 515	29.70
Production vendue de services	1 221 895	1 704 549	2 926 444	3 991 692		1 065 248	26.69
Chiffre d'affaires NET	2 263 670	1 948 757	4 212 427	4 983 161		770 734	15.47
Production stockée			7 618	86 011		93 628	108.86
Production immobilisée							
Subventions d'exploitation			988 611	1 795 149		806 538	44.93
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			215 161	87 938		127 223	144.67
Autres produits			1 499	8 573		7 074	82.51
Total des Produits d'exploitation (I)			5 410 080	6 960 831		1 550 751	22.28
Charges d'exploitation (2)							
Achats de marchandises							
Variation de stock (marchandises)							
Achats de matières premières et autres approvisionnements			1 395 358	1 919 117		523 759	27.29
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements)			16 569	707 928		691 359	97.66
Autres achats et charges externes *			3 048 482	4 057 180		1 008 698	24.86
Impôts, taxes et versements assimilés			150 983	141 983		9 000	6.34
Salaires et traitements			3 703 127	3 479 714		223 413	6.42
Charges sociales			1 516 933	1 424 485		92 448	6.49
Dotations aux amortissements et dépréciations							
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			451 745	456 254		4 509	0.99
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations							
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				54 000		54 000	100.00
Dotations aux provisions			174 525			174 525	
Autres charges			10 150	7 801		2 348	30.10
Total des Charges d'exploitation (II)			10 434 734	10 832 606		397 872	3.67
1 - Résultat d'exploitation (I-II)			5 024 653	3 871 775		1 152 879	29.78
Quotes-parts de Résultat sur opération faites en commun							
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)							
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)							

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
Produits financiers						
Produits financiers de participations (3)						
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	13 382		7 013		6 369	90.82
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	24 571		268		24 303	NS
Différences positives de change	3 393		14 049		10 656	75.85
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	80 137		88 148		8 011	9.09
Total V	121 483		109 477		12 006	10.97
Charges financières						
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	2 962		24 571		21 609	87.95
Intérêts et charges assimilées (4)	60 177		127 072		66 895	52.64
Différences négatives de change	7 776		11 555		3 779	32.70
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 018				1 018	
Total VI	71 933		163 199		91 265	55.92
2. Résultat financier (V-VI)	49 550		53 721		103 271	192.23
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	4 975 104		3 925 496		1 049 608	26.74
Produits exceptionnels						
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	83		481		398	82.77
Produits exceptionnels sur opérations en capital	137 005		554 654		417 649	75.30
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			30 925		30 925	100.00
Total VII	137 088		586 060		448 972	76.61
Charges exceptionnelles						
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	677 197				677 197	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	157 280		626 398		469 118	74.89
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	20 750		15 305		5 445	35.58
Total VIII	855 227		641 703		213 525	33.27
4. Résultat exceptionnel (VII-VIII)	718 139		55 643		662 496	NS
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	825 623		1 112 322		286 699	25.77
Total des produits (I+III+V+VII)	5 668 651		7 656 368		1 987 717	25.96
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	10 536 271		10 525 185		11 086	0.11
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)	4 867 620		2 868 817		1 998 803	69.67

* Y compris : Redevance de crédit bail mobilier 961 529 882 603

: Redevance de crédit bail immobilier

(3) Dont produits concernant les entreprises liées 13 382 7 013

(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées



ANNEXE

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 19 687 655.25 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 4 212 427.34 Euros et dégagant un déficit de 4 867 620.02- Euros .

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016 .

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

{ Succès de l'offre publique d'achat initiée par EPCOS AG, filiale de TDK

L'offre publique d'achat en numéraire sur l'intégralité des actions de Tronics, annoncée le 1er août 2016 par EPCOS AG, société de droit allemand dont le siège social est situé à Munich en Allemagne et filiale d'un groupe de sociétés dont la mère est TDK Corporation, société de droit japonais cotée sur le Tokyo Stock Exchange , a été un succès. Le 19 décembre 2016 l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a en effet publié les résultats de cette offre : EPCOS a acquis 72.38% des actions en circulation au prix de 13.20 € par action de Tronics à l'issue de la première période d'ouverture de l'offre et atteint ainsi le seuil de réussite de son offre fixé à 65.41%.

A la date de clôture de la deuxième période d'ouverture de l'offre, le 18 janvier 2017, la société EPCOS détenait 2 748 910 actions représentant autant de droits de vote, soit 74.58% du capital.

Avec l'acquisition de Tronics, TDK élargit son portefeuille de technologies de capteurs innovants et consolide son assise en vue d'une accélération de sa croissance dans le domaine stratégique des capteurs.

De son côté Tronics bénéficiera de la position de TDK de leader de la fabrication de composants électroniques, avec une force de vente mondiale et une capacité de fabrication puissante, ainsi que d'excellentes relations avec les principaux acteurs sur les marchés industriels, automobile et de l'électronique grand public. La base financière solide de TDK et son large savoir-faire dans les matériaux et l'ingénierie de production fourniront une très bonne base pour une forte croissance future des technologies de pointe de Tronics. Avec près de 20% du capital de la société, Thales Avionics reste un actionnaire stratégique de Tronics.

Une année contrastée

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2016 s'établit en retrait, comme anticipé, à 4,212 k€, contre 4,983 k€ en 2015.

L'ingénierie affiche un repli à 2,926 k€ contre 3,991 k€ en 2015. L'activité a été principalement affectée par des retards pris dans l'avancement de projets d'ingénierie. L'activité de production s'inscrit quant à elle à 1,286 k€, en croissance de 30% par rapport à 2015. Bien qu'en progression de 11%, l'essor des composants optiques a été moindre qu'initialement prévu. Les ventes de capteurs inertiels haute performance GYPRO® ont été quant à eux multipliées par 4,5 sur la période.

Il est à noter que la société a poursuivi sa stratégie de diversification du portefeuille clients et de développement commercial avec 8 nouveaux contrats signés sur la période.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

L'année 2016 a été marquée par un fort investissement en termes de ressources sur les programmes de développement visant à préparer la mise sur le marché de produits standards ou customs.

Ainsi la finalisation notamment des travaux de développement sur le GYPRO3300 a été cette année encore un des axes prioritaires de l'année. Nous rappelons que l'objectif pour Tronics est de capitaliser sur son leadership dans l'inertiel à travers le développement d'une nouvelle famille de Gyromètres GYPRO, en vue de la constitution d'une offre en produits inertiels, « sur étagère », adressant les marchés Aéronautique, Marine, Robotique et Industriel.

Les travaux de Recherche se sont quant à eux principalement concentrés sur les programmes suivants :

- le projet STARS : "Smallest Tactical AccelerometerS" pour le développement d'un bloc accélérométrique MEMS produit standard , qualifié dans les environnements les plus sévères et testé dans une application réelle à 100 kilomètres d'altitude,
- le projet TRACE: "Technology ReAdiness Process for Consumer" visant à accélérer le transfert des produits électroniques grand public issus de la technologie M&Nems à l'industrie automobile,
- un programme de recherche sur un accéléromètre très haute performance custom
- un programme de recherche sur une nouvelle génération d'horloge atomique miniature basse consommation.

Le Groupe a mis en œuvre avec succès le programme de réduction des coûts. Les charges externes ont diminué de plus de 1 M€ sur l'exercice.

Malgré cette réduction de couts, le résultat net s'établit autour de -4,867 k€ en 2016, contre -2,869 k€ en 2015, reflétant la baisse du chiffre d'affaires ainsi que les coûts liés à l'offre publique d'achat initiée par EPCOS AG.

Fusion de la filiale américaine et de sa sous-filiale

Le 31 décembre 2016, la filiale américaine Tronics North America et sa sous-filiale Tronics Mems ont fusionné par le biais d'une fusion absorption de la société mère par la société fille.

Ce changement vise à simplifier la structure groupe et faciliter l'intégration au sein du groupe EPCOS.

Pour rappel Tronics North America Inc. était une société de droit américain de l'Etat du Delaware créée par la Société en 2008. Son siège social était situé au 2711 Centerville Road, City of Wilmington, County of New Castle DL19808, USA. Le capital social de Tronics North America Inc. Etait intégralement détenu par Tronics.

Tronics North America Inc. était une société holding sans aucune activité.

Tronics MEMS Inc. est une société de droit américain de l'Etat du Delaware créée par la Société en 2008. Son siège social est situé au 2711 Centerville Road, City of Wilmington, County of New Castle DL19808, USA. Tronics MEMS Inc. a pour activité le développement et la fabrication de composants et sous-systèmes à base de MEMS.

Le capital social de Tronics MEMS Inc. était détenu à hauteur de 92,03% par Tronics North America Inc. et à 8% par des personnes physiques.

A l'issue de l'opération de fusion absorption Tronics Mems est détenue à hauteur de 94,08% par Tronics Microsystems et 5,92% par des personnes physiques.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Depuis le 31 décembre 2016, date de clôture de l'exercice, les événements suivants sont à noter :

Augmentation de capital par exercice d'options et de BSPCE

Dans le cadre de l'offre publique d'achat, la société EPCOS avait signé avec les détenteurs d'options de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) des contrats de cession d'actions portant sur les actions sous-jacentes à ces options et BSPCE. Le 5 janvier 2017 l'ensemble des options et des BSPCE soit 142 404 options et 44 200 BSPCE, ont été exercés par leurs titulaires et cédés à la société EPCOS donnant lieu à une augmentation de capital de 186 604 € et une prime d'émission de 1 679 736 €.

Le capital social a été ainsi porté à 3 685 608 €.

Signature d'un contrat d'ingénierie

Début janvier, la société a signé un contrat d'ingénierie significatifs dans le domaine des horloges atomiques.

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

(PCG Art. 831-1/1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général 2014.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements ANC 2015-06 et 2016-07 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Informations générales complémentaires

Prise en compte du chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires Production est comptabilisé à la livraison des produits.

Le chiffre d'affaires Services correspond à des projets de développement de nouveaux produits pour des applications spécifiques de nos clients. Ce chiffre d'affaires est comptabilisé à l'avancement.

Aides à l'innovation :

La société contracte régulièrement des programmes de recherche avec différents partenaires (laboratoires, industriels, ...) soutenus par des financements publics (ministère de la recherche, BPI France, Région Auvergne Rhône Alpes, Communauté de communes du Grésivaudan...)

Les recettes liées à ses projets sont enregistrées en subventions d'exploitation et sont reconnues en fonction de leur avancement.

Informations relatives au CICE

Il a été comptabilisé en déduction des frais de personnel un produit à recevoir relatif à l'application du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) pour un montant de 80 537 €.

La société n'a demandé aucun préfinancement au titre de ce mécanisme.

Sur l'exercice 2016, la société Tronics Microsystems a encaissé le CICE de l'année 2015 de 79 536 €. Cette somme a contribué au financement des investissements réalisés en 2016.

Ce crédit d'impôt n' a donc pas permis de financer une hausse de la part des bénéfices distribués, ni augmenter la rémunération des dirigeants.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	TOTAL		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	1 115 268	18 910
Terrains	36 300		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales agencements aménagements des constructions			
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	5 806 099		164 387
Installations générales agencements aménagements divers	1 033 146		32 324
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	449 962		45 888
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			123 725
Avances et acomptes	17 424		36 275
	TOTAL	7 342 931	402 600
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	5 283 868		912 087
Autres titres immobilisés			
Prêts, autres immobilisations financières	313 739		240 758
	TOTAL	5 597 606	1 152 845
	TOTAL GENERAL	14 055 806	1 574 355

	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
Frais établissement et de développement	TOTAL		
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	1 134 178	1 134 178
Terrains		36 300	36 300
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales agencements aménagements constr.			
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	105 033	5 865 453	5 865 453
Installations générales agencements aménagements divers		1 065 470	1 065 470
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		495 850	495 850
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours		123 725	123 725
Avances et acomptes	53 699		
	TOTAL	7 586 799	7 586 799
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	0	6 195 954	6 195 954
Autres titres immobilisés			
Prêts, autres immobilisations financières	190 341	364 156	364 156
	TOTAL	6 560 110	6 560 110
	TOTAL GENERAL	15 281 087	15 281 087

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL	786 685	68 720		855 405
Terrains	36 300			36 300
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales agencements aménagements constr.				
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	4 699 834	254 272	31 704	4 922 403
Installations générales agencements aménagements divers	601 471	82 892		684 363
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	348 276	45 861		394 137
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	5 685 882	383 025	31 704	6 037 203
TOTAL GENERAL	6 472 566	451 745	31 704	6 892 608

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Frais étab.rech.développ. TOTAL					
Autres immob.incorporelles TOTAL	68 720				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Instal.générales agenc.aménag.constr.					
Instal.techniques matériel outillage indus.	254 272				
Instal.générales agenc.aménag.divers	82 892				
Matériel de transport					
Matériel de bureau informatique mobilier	45 861				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	383 025				
TOTAL GENERAL	451 745				

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Reconst.gisements miniers et pétroliers					
Investissements					
Hausse des prix					
Amortissements dérogatoires	18 793				18 793
Prêts installation					
Autres provisions réglementées					
TOTAL	18 793				18 793

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change	43	2 962	43		2 962
Pensions et obligations similaires	96 369	20 750			117 119
Impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges		174 525			174 525
TOTAL	96 412	198 237	43		294 606

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mises en équivalence					
Sur titres de participation	2 891 337				2 891 337
Sur autres immobilisations financières	24 528		24 528		
Sur stocks et en cours	218 373		54 000		164 373
Sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL	3 134 238		78 528		3 055 710
TOTAL GENERAL	3 249 443	198 237	78 571		3 369 109
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		174 525	54 000		
financières		2 962	24 571		
exceptionnelles		20 750			

Une provision d'exploitation de 174 k€ a été comptabilisée sur cet exercice dans le cadre d'un accord transactionnel pour le remplacement de pièces.

Au 31/12/2016, le contrat de liquidité étant clôturé, une reprise financière de 25 k€ a été constatée pour annuler la moins value latente comptabilisée au 31/12/2015.

Le calcul de l'indemnité de fin de carrière au 31/12/2016 s'élève à 117 k€ nécessitant une provision complémentaire de 21 k€ sur 2016.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations	1 032 541	0	1 032 541
Prêts			
Autres immobilisations financières	364 156	214 289	149 867
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	1 755 605	1 755 605	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéficiaires	825 623	825 623	
Taxe sur la valeur ajoutée	283 816	283 816	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers état et autres collectivités publiques	2 857 297	1 748 100	1 109 197
Groupe et associés	1 098 164	0	1 098 164
Débiteurs divers	6 905	6 905	
Charges constatées d'avance	393 741	377 074	16 667
TOTAL	8 617 848	5 211 412	3 406 436
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	8 970	8 970		
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	2 881 352	437 321	2 144 031	300 000
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 461 053	1 461 053		
Personnel et comptes rattachés	529 940	529 940		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	464 080	464 080		
Impôts sur les bénéficiaires				
Taxe sur la valeur ajoutée	35 854	35 854		
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et assimilés	83 804	83 804		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	103 791	103 791		
Groupe et associés				
Autres dettes	0	0		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 024 697	1 545 466	479 231	
TOTAL	7 593 542	4 670 280	2 623 262	300 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 200 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	397 897			
Montant emprunts et dettes contractés aup.ass.pers.phys.				

Sur l'exercice 2016, Tronics Microsystems a contracté un nouvel emprunt pour l'innovation auprès de la BPI pour un montant de 1.2 M€ destiné à financer l'industrialisation de nouveaux produits.

Cet emprunt est remboursable sur 7 ans avec un différé de remboursement de 2 ans.

Le groupe n' anticipe pas de risque de liquidité au cours des 12 prochains mois compte tenu de la trésorerie disponible à la clôture et de la lettre de soutien reçue de son actionnaire majoritaire en date du 17 mars 2017.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Composition du capital social

(PCG Art. 831-3 et 832-13)

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
Actions ordinaires	1.0000	3 496 005	2 999		3 499 004

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Frais de recherche appliquée et de développement

(PCG Art. 831-2/2.1)

Les frais de recherche et de développement (R&D) sont compris dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont constatés.

Le montant des charges directes de R&D s'élève à 2 057 k€ en 2016 contre 3 741 k€ en 2015.

Les frais de R&D sont composés de frais de main d'oeuvre, frais de propriété intellectuelle, de sous traitance RD et de petits équipements.

Aucune dépense de recherche et de développement n' a été activée en immobilisation.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Autres immobilisations incorporelles

(Code du Commerce Art. R 123-186)

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise à savoir :

	Valeurs	Taux d'amortissement
Logiciels	423 199	100.00
Brevet ABSYS	150 000	12.50
Brevet THALES (60 980 + 100 000)	160 980	8.33
Licence CEA	400 000	8.33

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Agencement du terrain	Linéaire	10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 et 7 ans
Masques	Linéaire	3 ans
Salle blanche	Linéaire	10 ans
Aménagement des constructions	Linéaire	8 et 10 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 et 8 ans
Mobilier	Linéaire	8 et 10 ans

Titres immobilisés

(PCG Art. 831-2/20 et 832-7)

Les titres de participation, ainsi que les autres titres immobilisés, ont été évalués au prix pour lequel ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur d'entrée des titres cédés a été estimée au prix d'achat moyen pondéré.

Les titres immobilisés ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

La valeur actuelle est appréciée à partir de plusieurs critères incluant les perspectives de rentabilité future des filiales concernées et leur situation nette à la clôture de l'exercice concernée.

Créances immobilisées

(PCG Art. 831-2 7°)

Les prêts, dépôts et autres créances ont été évalués à leur valeur nominale.

Les créances immobilisées ont le cas échéant été dépréciées par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

Evaluation des matières et marchandises

(PCG Art. 831-2)

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût d'achat moyen pondéré.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Evaluation des produits et en cours

(PCG Art. 831-2)

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production. Les charges indirectes de fabrication ont été prises en compte sur la base des capacités normales de production de l'entreprise, à l'exclusion de tous coûts de sous activité et de stockage.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Dépréciation des stocks

(PCG 831-2/3.2 et 831-2/6)

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

(PCG Art.831-2/3)

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée selon la méthode FIFO (premier entré, premier sorti).

Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités en devises

(PCG Art. 420-7 et 420-8)

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	780 677
Autres créances	2 859 797
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	31 344
Total	3 671 819

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Détail des produits à recevoir

	Montant
Créances clients et comptes rattachés :	
Factures à établir sur créances clients	780 677
Autres créances :	
CICE à recevoir	80 537
Subventions à recevoir	2 776 761
Aides sur formations	2 500
Disponibilités :	
Intérêts courus sur placements	31 344
Total	3 671 819

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 970
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	158 349
Dettes fiscales et sociales	847 271
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	20 000
Total	1 034 589

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Détail des charges à payer

	Montant
Emprunts et dettes auprès d'établiss de crédits :	
Intérêts courus sur emprunts à payer	8 970
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés :	
Provision sur achats et services	158 348
Dettes fiscales et sociales :	
Provision Congés à payer et autres rémunérations	529 940
Provision Charges sur congés à payer et autres rémunérations	240 021
Provision Taxes à payer	77 310
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés :	
Factures non parvenues sur licence	20 000
Total	1 034 589

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance		Montant
Charges d'exploitation		393 741
Total		393 741
Produits constatés d'avance		Montant
Produits d'exploitation		2 024 697
Total		2 024 697

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Détail des charges constatées d'avance

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Technology Acces Fee	83 333		
Crédit bail	24 724		
Autres dépenses d'exploitation	195 781		
Locations	25 157		
Contrats maintenance Salle Blanche	21 678		
Contrats maintenance Informatique	15 963		
Assurances	7 197		
Formations	2 916		
Honoraires divers	5 000		
Publicités	7 705		
Cotisations	4 287		
Total	393 741		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Détail des produits constatés d'avance

(Code du Commerce Art. R 123-189)

	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Projets clients	76 482		
Projets de coopération	1 948 215		
Total	2 024 697		

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Ecart de conversion sur créances et dettes en monnaies étrangères

(PCG Art. 946-66 et 947-76)

Nature des écarts	Montant actif	Différences compensées par une couverture de change	Provision pour perte de change	Montant passif
Immobilisations financières				41 765
Créances				74 494
Dettes d'exploitation	2 962		2 962	30
Total	2 962		2 962	116 289

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Eléments relevant de plusieurs postes au bilan

(Code du Commerce Art. R 123-181)

Postes du bilan	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou créances représentées par un effet de commerce
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Participations	2 272 076		
Créances rattachées à des participations	1 032 541		
Prêts	1 098 164		

Les participations correspondent aux :

- titres de Tronics Mems pour 5 096 k€. Le 31 décembre 2016, la filiale américaine Tronics North America et sa sous-filiale TronicsMems ont fusionné par le biais d'une fusion absorption de la société mère par la société-fille.

Les titres détenus ont été dépréciés sur les exercices antérieurs à hauteur de 2 891 k€ afin de ramener leur valeur à 2 205 k€.

Aucune dépréciation n'a été constatée sur l'exercice 2016

- titres de ChinaTronics pour 67 k€

Au 31/12/2016, le montant des prêts en compte courant accordés à Tronics MEMS s'élève à 1 080 k\$ (soit 1 032 k€)

Les autres créances correspondent aux créances d'exploitation sur la société Tronics mems.

Variation des capitaux propres

Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectations	16 377 348
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	16 377 348
Apports recus avec effets rétroactif à l'ouverture de l'exercice N	
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	16 377 348
Variation en cours d'exercice	
Variation du capital	2 999
Variation des primes, reserves, report a nouveau	2 841 826-
Autres variations	1 998 803-
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	11 539 718
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE	4 837 630-
dont variation dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE	4 837 630-

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation du chiffre d'affaires net

(PCG Art. 831-2/14)

Répartition par secteur d'activité	Montant
Production vendue de biens :	1 285 983
Prestations de services :	2 926 294
Produits annexes	150
Total	4 212 427

Répartition par secteur géographique	Montant
France	2 263 821
Union Européenne	220 641
Export	1 727 966
Total	4 212 428

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Rémunération des dirigeants

(PCG Art. 831-3, 832-12, 832-13)

Aucun membre du conseil de surveillance n'a touché de rémunération au titre de leur mandat.

La rémunération des dirigeants s'élève à un montant de 303 k€ pour l'année 2016.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Effectif moyen

(PCG Art. 831-3)

	Personnel salarié	Personnel mis à la dis- position de l'entreprise
Cadres	45	
Employés	13	
Ouvriers	14	
Total	72	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

(PCG Art. 831-2 et Art. 832-13)

	Charges financières	Produits financiers
Total	71 933	121 483
Dont entreprises liées		13 382

Charges et produits d'exploitations concernant les entreprises liées

Charges d'exploitations : 10 434 734 €

Dont entreprises liées : 0 €

Produits d'exploitations : 5 410 080 €

Dont entreprises liées : 229 490 €

Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 54 305 euros couvrant les missions suivantes :

- contrôle légal effectué par un commissaire aux comptes : 45 000 €
- contrôle effectué dans le cadre des services autres que la certification des comptes (SACC) : 9 305 €
- contrôle de nature contractuelle (la mission fixée pouvant être permanente ou occasionnelle) effectué par un professionnel de l'expertise comptable : 0 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

(PCG Art. 531-2/9)

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Engagements financiers

(PCG Art. 531-2/9)

Engagements donnés

Autres engagements donnés :		3 950 136
Crédit Bail (cf tableau page suivante)	1 533 340	
Intérêts restants dus sur emprunts	167 081	
Clause de retour à meilleure fortune suite à l'abandon de créance sur une avance remboursable CAPAM/OSEO jusqu'au 03/12/2019	568 239	
Bail commercial	181 476	
Nantissement sur Emprunt BRA	1 500 000	
Total (1)		3 950 136

Engagements reçus

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Crédit bail

(Code monétaire et financier R 313-14; PCG Art.531-2/9)

Nature	Terrains	Constructions	Instal.Matériel et Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine			4 271 071	17 187	4 288 258
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs			870 381	2 888	873 269
- dotations de l'exercice			408 772	5 729	414 501
Total			1 279 153	8 617	1 287 770
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs			2 081 444	2 924	2 084 368
- exercice			946 683	5 847	952 530
Total			3 028 128	8 771	3 036 898
Redevances restant à payer					
- à un an au plus			786 396	5 847	792 243
- entre 1 et 5 ans			738 174	2 924	741 098
Total			1 524 570	8 771	1 533 340
Valeur résiduelle					
- à un an au plus			17 717	2 064	19 781
- entre 1 et 5 ans			16 750	15	16 765
Total			34 467	2 079	36 546

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Engagement en matière de pensions et retraites

(PCG Art. 531-2/9, Art. 832-13)

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. Une provision pour charge de 21k€ a été comptabilisée au titre de cet exercice.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
59 ans	moins d'un an	17 360
54 à 58 ans	1 à 5 ans	4 079
50 à 54 ans	6 à 10 ans	41 731
40 à 49 ans	11 à 20 ans	35 481
30 à 39 ans	21 à 30 ans	14 084
moins de 30 ans	plus de 30 ans	4 384
Engagement total		117 119

Hypothèses de calculs retenues

- départ à la retraite à l'âge de 67 ans
- revalorisation annuelle des salaires de 2.0 %
- turn over entre 2 et 21 %
- taux d'actualisation de 1.18 %
- taux de charges sociales de 46 à 47 %
- table de survie INSEE F2010-2012

L'évaluation des engagements est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la norme IFRS / IAS19 et à la recommandation du Conseil National de la Comptabilité du 1er avril 2003.

Chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire des droits à prestations.

L'entreprise affecte ces droits à prestations en fonction des périodes de service en suivant la formule des prestations du régime.

	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			117 119
Indemnités de départ à la retraite et indemnités pour			

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Accroissements et allègements dette future d'impôt

(PCG Art. 831-2/19, Art. 832-12 et Art. 832-13)

Nature des différences temporaires	Montant
Allègements	
Autres :	
- Effort Construction	5 044
- Indem de Fin de carrière	6 917
- ECP	38 763
Total des allègements	50 724
Déficits reportables	19 051 220

Crédits d'impôts :

Sur l'exercice 2016, il a été constaté le(s) crédit(s) d'impôt(s) suivant(s) :

Crédit d'impôt Recherche (et innovation) : 825 623 €

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Opérations faites en commun

(PCG Art. 831-2/13)

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Produits et charges exceptionnels

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- Pénalités perçues sur ventes	83	77110000
- Produit de cession éléments actifs	15 405	77520000
- Bonis sur rachats d'actions propres	121 600	77830000
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
Total	137 088	
Charges exceptionnelles		
- VNC éléments cédés corporels	73 330	67520000
- Malis sur rachats d'actions propres	83 950	67830000
- Charges exceptionnelles diverses	677 072	67880000
- Provision pour engagement retraite	20 750	68750000
- Charges sur exercice antérieur	125	67200000
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
-		
Total	855 227	

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Transferts de charges

(PCG Art. 831-2/13)

Nature	Montant
Refacturation Formation	23 519
Refacturation de frais	2 776
Récupération de métaux précieux	112 748
Avantage en nature	22 118
Total	161 161

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Inventaire du portefeuille de valeurs mobilières

(PCG Art. 831-2/20)

La société Tronics Microsystems détient au 31/12/2016 un total de 4 802 k€ de valeurs mobilières de placements qui se compose de Comptes à termes, Dépôts à terme et de bons à moyens termes négociables.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2016 au 31/12/2016

Participation des salariés

Aucune provision pour participation aux résultats n'a été comptabilisée au 31/12/2016.

Le 31/03/2017
LANGLOIS Pascal Président du Directoire

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Code du Commerce Art. R 225-102)

	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	2 561 317	2 561 317	2 561 317	3 496 005	3 499 004
Nbre des actions ordinaires existantes	2 561 317	2 561 317	2 561 317	3 496 005	3 499 004
Nbre des actions à dividendes prioritaires existantes					
Nbre maximal d'actions futures à créer					
- par conversion d'obligations					
- par exercice de droit de souscription	112 000	90 000	244 500	189 603	186 604
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	12 203 148	8 258 278	9 274 245	4 983 161	4 212 427
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	2 274 449	172 303-	41 167-	3 477 474-	5 121 832-
Impôts sur les bénéfices	1 022 862-	965 417-	798 230-	1 112 322-	825 623-
Participation des salariés au titre de l'exercice			111 600		
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	1 622 631	590 362-	781 549	2 868 817-	4 867 620-
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	1.29	0.31	0.25	0.68-	1.23-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0.63	0.23-	0.31	0.82-	1.39-
Dividende distribué à chaque action					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	59	65	70	71	72
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 183 189	3 101 316	3 654 187	3 479 714	3 703 127
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	1 277 159	1 332 261	1 703 865	1 504 021	1 597 470

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3.685.608 euros

Siège social : 98 rue du Pré de l'Homme – Z.I. – 38920 CROLLES

412 152 019 RCS GRENOBLE

BONS (BSA, BSPCE ET ATTRIBUTIONS GRATUITES D' ACTIONS)
EN VIGUEUR AU 31/12/2016

	France			
Date de l'AG ou du Directoire ayant attribué les bons	02-mars-12	02-mars-12	01-juil-14	01-juil-14
Prix d'exercice par action nouvelle souscrite	10 €	10 €	10 €	10 €
Vesting	01-juil-13	01-janv-15	01-sept-17	01-janv-17
Durée de validité	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2015	25 400 BSPCE	18 800 BSPCE	110 000 options	35 403 options
Nombre de bons en circulation au 31 décembre 2016	25 400 BSPCE	18 800 BSPCE	110 000 options	32 404 options

TRONIC'S MICROSYSTEMS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 3.685.608 euros
Siège social : 98 rue du Pré de l'Herme – Z.I. – 38920 CROLLES
412 152 019 RCS GRENOBLE

Réconciliation des options sur actions en circulation

Le nombre et le prix moyen pondéré d'exercice des options sur actions dans le cadre des programmes d'options sur actions sont les suivants :

	Nombre d'options 2016	Prix moyen pondéré d'exercice 2016	Nombre d'options 2015	Prix moyen pondéré d'exercice 2015
En circulation au 1er janvier	189 603	10,00 €	244 500	10,00 €
Déchues pendant la période	-	10,00 €	-29 300	10,00 €
Exercées pendant la période	-2 999	10,00 €	-25 597	10,00 €
Attribuées pendant la période	-	-	-	-
En circulation au 31 décembre	186 604	10,00 €	189 603	10,00 €
Exerçables au 31 décembre	148 937	10,00 €	115 936	10,00 €

Les options en circulation au 31 décembre 2016 ont un prix d'exercice de 10.00€ (en 2015: 10.00€) et une durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée de 2 ans (en 2015 : 3 ans).

Le prix moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options s'est élevé à 10,00 € en 2016 (en 2015 : 10,00 €).



DETAIL DU BILAN
ET
DU COMPTE DE RESULTAT

DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
CONCESSIONS, BREVETS ET DROITS SIMILAIRES	278 774		328 583		49 810	15.16
20500000 LOGICIELS	423 199		404 288		18 910	4.68
20510000 BREVETS & LICENCES	710 980		710 980			
28050000 AMORT. LOGICIELS	408 153		378 058		30 095	7.96
28051000 AMORT. BREVETS & LICENCES	447 251		408 626		38 625	9.45
TERRAINS						
21200000 AGENCEMENT DU TERRAIN	36 300		36 300			
28120000 AMORT. AGENCEMENT TERRAIN	36 300		36 300			
INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATERIEL ET OUTILLAGE INDUSTRIELS	943 050		1 106 265		163 215	14.75
21500000 SALLE BLANCHE ÉQUIPEMENTS	3 455 176		3 440 822		14 354	0.42
21510000 MASQUES	74 175		74 175			
21520000 SALLE BLANCHE FACILITIES	2 336 102		2 291 102		45 000	1.96
28150000 AMORT. MATÉRIEL ET OUTILLAGE	2 718 179		2 538 488		179 690	7.08
28151000 AMORT. MASQUES	65 016		62 275		2 740	4.40
28152000 AMORT. SALLE BLANCHE	2 139 209		2 099 071		40 138	1.91
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	482 820		533 361		50 541	9.48
21810000 AGENCEMENT CONSTRUCTION	1 065 470		1 033 146		32 324	3.13
21830000 MATÉRIEL INFORMATIQUE	311 707		274 562		37 145	13.53
21835000 MATÉRIEL DE BUREAU	31 318		30 512		806	2.64
21840000 MOBILIER DE BUREAU	152 826		144 889		7 937	5.48
28181000 AMORT. AGENCEMENT CONSTRUCTION	684 363		601 471		82 892	13.78
28183000 AMORT. MATÉRIEL INFORMATIQUE	251 225		214 009		37 216	17.39
28183500 AMORT. MATÉRIEL DE BUREAU	30 107		29 271		836	2.86
28184000 AMORT. MOBILIER	112 805		104 997		7 808	7.44
IMMOBILISATIONS EN COURS	123 725				123 725	
23150000 IMMOBILISATIONS CORP EN COURS	123 725				123 725	
AVANCES ET ACOMPTE SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES			17 424		17 424	100.00
23800000 AV ET ACPT SUR IMMOB CORP			17 424		17 424	100.00
AUTRES PARTICIPATIONS	2 272 076		2 272 076			
26110000 TRONICS MEMS	5 096 831		5 096 831			
26120000 CHINATRONICS LTD	66 582		66 582			
29610000 DÉPRÉCIATION TITRES DE PARTICI	2 891 337		2 891 337			
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	1 032 541		120 455		912 087	757.20
26710000 CREANCES RATTACHEES A DES PART	1 032 541		120 455		912 087	757.20
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	364 156		289 210		74 946	25.91
27500000 DÉPÔTS & CAUTIONNEMENTS	149 867		90 249		59 618	66.06
27600000 AUTRES CREANCES IMMOBILISEES	214 289		33 149		181 140	546.44
27710000 ACTIONS PROPRES			190 340		190 340	100.00
29700000 PROV DEPREC.AUTRES IMMOB FIN			24 528		24 528	100.00
Total II	5 497 142		4 667 374		829 768	17.78
MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS	1 262 139		1 206 570		55 569	4.61
31100000 STOCK WAFERS	226 968		220 102		6 866	3.12
31110000 STOCKS PDTS CHIMIQ & FOURNITUR	94 997		83 997		11 001	13.10
31200000 STOCK PACKAGING	211 308		215 505		4 197	1.95
31214000 STOCKS DES ASICS	411 787		336 229		75 558	22.47

DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
31300000 STOCK MÉTAUX PRÉCIEUX	348 825		421 484		72 658	17.24
31400000 STOCK DE PIÈCES DÉTACHÉES	8 102		8 102			
39100000 PROV. DÉPRÉC. STOCKS MAT PREM	39 848		78 848		39 000	49.46
EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS	171 681		104 035		67 646	65.02
33110000 PRODUITS EN-COURS	296 206		243 560		52 646	21.61
39310000 PROV EN COURS DE PRODUCTION	124 525		139 525		15 000	10.75
PRODUITS INTERMÉDIAIRES ET FINIS	37 412		97 675		60 263	61.70
35500000 STOCK DE PRODUITS FINIS	37 412		97 675		60 263	61.70
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	40 205		83 272		43 067	51.72
40910000 AVANCES ET ACOMPTES VERSES	40 205		83 272		43 067	51.72
CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	1 755 605		2 490 866		735 261	29.52
41100000 CLIENTS	974 928		855 546		119 382	13.95
41810000 CLIENTS, FACTURES À ÉTABLIR	780 677		1 635 320		854 643	52.26
AUTRES CREANCES	5 071 805		5 322 856		251 051	4.72
40100000 FOURNISSEURS	4 405		6 365		1 961	30.80
40980000 AVOIRS À RECEVOIR			12 100		12 100	100.00
42100000 SALAIRES NETS			440		440	100.00
44430300 CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE	745 840		1 056 193		310 353	29.38
44430400 CREDIT IMPOT INNOVATION	79 783		80 000		217	0.27
44566000 TVA DÉDUCTIBLE SUR PRESTATION	142 203		128 059		14 145	11.05
44566030 TVA DÉDUCTIBLE LIVRAISONS			244		244	100.00
44567000 CRÉDIT DE TVA À REPORTER	109 539		44 134		65 405	148.20
44583000 REMBOURSEMENT DE TVA DEMANDE	7 152		7 152			
44586000 TVA / FACT. NON PARVENUES	24 922		30 807		5 885	19.10
44863000 ETAT, CONTRIB. ECO.TERRITORIAL			69 783		69 783	100.00
44870000 ETAT PRODUITS A RECEVOIR	80 537		79 536		1 001	1.26
44872000 ETAT, PROJET ULTIMES			726 524		726 524	100.00
44872300 ETAT, PROJET HABAC			114 858		114 858	100.00
44872400 ETAT, PROJET ASIMUT	198 300		198 300			
44872500 ETAT, PROJET SCP TIME	40 352		136 352		96 000	70.41
44872600 ETAT, PROJET PERU			18 478		18 478	100.00
44872700 ETAT, PROJET MF MANUFACTURING	71 868		71 868			
44872800 ETAT, PROJET STARS	709 096		886 312		177 216	19.99
44872900 ETAT, PROJET TRACE	565 380		807 686		242 306	30.00
44872910 PROJET NEXT4MEMS	1 191 763				1 191 763	
45110000 TRONICS MEMS, INC.	710 468		519 275		191 193	36.82
45120000 TRONICS NORTH AMERICA	387 696		322 389		65 307	20.26
46870000 DIVERS PRODUITS À RECEVOIR	2 500		6 000		3 500	58.33
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	4 801 637		8 340 000		3 538 363	42.43
50820000 DÉPÔT A TERME	4 801 637		8 340 000		3 538 363	42.43
DISPONIBILITES	653 326		657 632		4 306	0.65
51210000 BNP	23 198		297 538		274 340	92.20
51240000 CAISSE D'ÉPARGNE	26 190		85 516		59 325	69.37
51241000 CAISSE D'EPARGNE USD	2 335		2 460		125	5.08
51250000 BANQUE RHÔNE ALPES	526 889		171 748		355 140	206.78
51260000 BNP USD	19 478		6 068		13 410	221.02
51270000 CRÉDIT AGRICOLE	11 979		13 640		1 661	12.18
51280000 LYONNAISE DE BANQUE	9 661		34 487		24 826	71.99

DETAIL BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
51290000 LYONNAISE DE BANQUE USD	2	251	2	234	18	0.79
51870000 INTÉRÊT COURUS À RECEVOIR	31	344	43	942	12 598	28.67
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	393	741	257	467	136 275	52.93
48600000 CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	303	839	257	467	46 372	18.01
48661353 CHARGES CONSTATEES AV LOYERS	25	157			25 157	
48661550 CHARG CONSTATEES AV CONTRAT SB	21	678			21 678	
48661551 CHARG CONSTATEES AV MAINT INFO	15	963			15 963	
48661600 CHARG CONSTATEES AV ASSURANCES	7	197			7 197	
48661860 CHARG CONSTATEES AV DOCUMENTAT	2	917			2 917	
48662220 CHARG CONSTATEES AV HONORAIRES	5	000			5 000	
48662300 CHARG CONSTATEES AV PUBLICITES	7	705			7 705	
48662810 CHARG CONSTATEES AV COTISATION	4	287			4 287	
Total III	14 187 551		18 560 373		4 372 822	23.56
ECARTS DE CONVERSION ACTIF	2	962		43	2 919	NS
47600000 DIFFÉRENCE CONVERSION ACTIF	2	962		43	2 919	NS
TOTAL GENERAL	19 687 655		23 227 790		3 540 135	15.24

DETAIL BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
CAPITAL	3 499 004		3 496 005		2 999	0.09
10130000 CAPITAL SOUSCRIT LIBÉRÉ	3 499 004		3 496 005		2 999	0.09
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	14 914 166		14 887 175		26 991	0.18
10410000 PRIME D'EMISSION	14 914 046		14 887 055		26 991	0.18
10450000 BON DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS	120		120			
RESERVE LEGALE	42 888		42 888			
10610000 RÉSERVE LÉGALE	42 888		42 888			
AUTRES RESERVES	58 832		58 832			
10680000 AUTRES RÉSERVES	58 832		58 832			
REPORT A NOUVEAU	2 126 345		742 472		2 868 817	386.39
11000000 REPORT À NOUVEAU	2 126 345		742 472		2 868 817	386.39
RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfice ou perte)	4 867 620		2 868 817		1 998 803	69.67
PROVISIONS REGLEMENTEES	18 793		18 793			
14500000 AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES	18 793		18 793			
Total I	11 539 718		16 377 348		4 837 630	29.54
AVANCES CONDITIONNEES	126 000		126 000			
16740000 AVANCES CONDITIONNÉES	126 000		126 000			
Total II	126 000		126 000			
PROVISIONS POUR RISQUES	2 962		43		2 919	NS
15150000 PROVISION POUR PERTE DE CHANGE	2 962		43		2 919	NS
PROVISIONS POUR CHARGES	291 644		96 369		195 275	202.63
15310000 PROVISION DÉPART À LA RETRAITE	117 119		96 369		20 750	21.53
15810000 PROV POUR CHARGES EXPLOITATION	174 525				174 525	
Total III	294 606		96 412		198 194	205.57
EMPRUNTS AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT	2 890 322		2 083 115		807 207	38.75
16422000 EMPRUNT CONTRAT DEV PARTICIPAT	595 000		700 000		105 000	15.00
16440000 EMPRUNT BRA	1 086 352		1 379 249		292 897	21.24
16450000 EMPRUNT BPI INNOVATION	1 200 000				1 200 000	
16884000 INTÉRÊTS COURUS SUR EMPRUNTS	8 970		3 865		5 105	132.06
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	17 500				17 500	
41910000 CLIENTS AV & ACOMPTES RECUS	17 500				17 500	
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	1 461 053		1 778 731		317 678	17.86
40100000 FOURNISSEURS	1 302 705		1 587 326		284 622	17.93
40810000 PROVISION POPS	8 816		6 564		2 252	34.30
40812000 AUTRES PROVISIONS POUR FNP	149 532		184 840		35 308	19.10
DETTES FISCALES ET SOCIALES	1 113 678		867 753		245 925	28.34
42820000 DETTES PROV. CONGES A PAYER	247 315		225 313		22 002	9.77
42860000 PERSONNEL - AUTRES CH. À PAYER	282 625		49 417		233 209	471.92
43100000 URSSAF	110 466		114 186		3 720	3.26

DETAIL BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
43700000 AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	17 076		14 400		2 676	18.58
43710000 HUMANIS RETRAITE	35 057		127 077		92 020	72.41
43720000 GRAS SAVOYE & HUMANIS PRÉVOYAN	45 920		50 396		4 476	8.88
43730000 PÔLE EMPLOI	15 540		15 806		266	1.68
43820000 CH. SOCIALES / CONGÉS A PAYER	114 383		104 207		10 176	9.77
43861000 ORGA. SOCIAUX CH. À PAYER	125 638		22 914		102 724	448.30
44571081 TVA COLLECTEE PRESTATION 20%	35 854		66 419		30 565	46.02
44710000 RETENUE À LA SOURCE	6 494		2 155		4 339	201.35
44860000 ETAT, CHARGES À PAYER	72 646		75 464		2 818	3.73
44863000 ETAT, CONTRIB. ECO.TERRITORIAL	4 664				4 664	
DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES	103 791		72 833		30 959	42.51
40400000 FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS	83 791		32 833		50 959	155.21
40840000 FNP FOURNISSEUR IMMOBILISATION	20 000		40 000		20 000	50.00
AUTRES DETTES	0		586		586	99.95
46700000 DÉBITEURS, CRÉDITEURS DIVERS	0		586		586	99.95
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 024 697		1 768 233		256 464	14.50
48700000 PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	76 482		37 170		39 312	105.76
48772400 PCA ASIMUT			7 886		7 886	100.00
48772500 PCA SCP TIME	3 592		48 354		44 763	92.57
48772700 PCA PROJET MF MANUFACTURING	40 467		91 390		50 924	55.72
48772800 PCA PROJET STARS	362 281		793 545		431 263	54.35
48772900 PCA PROJET TRACE	443 645		789 888		346 243	43.83
48773000 PCA PROJET NEXT4MEMS	1 098 231				1 098 231	
Total IV	7 611 042		6 571 250		1 039 791	15.82
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	116 290		56 780		59 510	104.81
47700000 DIFFÉRENCE CONVERSION PASSIF	116 290		56 780		59 510	104.81
TOTAL GENERAL	19 687 655		23 227 790		3 540 135	15.24

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
PRODUCTION VENDUE DE BIENS	1 285 983		991 469		294 515	29.70
70100000 VENTES PRODUITS FINIS	1 041 775		887 535		154 240	17.38
70112000 VENTES PRODUITS FINIS EXPORT	159 963		53 289		106 675	200.18
70122000 VENTES PRODUITS FINIS UE	84 245		50 645		33 600	66.34
PRODUCTION VENDUE DE SERVICES	2 926 444		3 991 692		1 065 248	26.69
70600000 PRESTATIONS DE SERVICES	1 221 896		2 042 918		821 023	40.19
70612000 PRESTATIONS SERVICES EXPORT	1 338 513		1 392 922		54 410	3.91
70622000 PRESTATIONS DE SERVICES UE	136 396		277 265		140 869	50.81
70640000 FACTURATIONS INTRA GROUPE ENG	26 923		51 010		24 087	47.22
70652000 FACTURATIONS INTRA GROUPE EXPO	202 567		227 577		25 010	10.99
70800000 PRODUIT ANNEXE	150				150	
Chiffre d'affaires NET	4 212 427		4 983 161		770 734	15.47
PRODUCTION STOCKEE	7 618		86 011		93 628	108.86
71331000 VARIATION EN-COURS PRODUITS	52 646		57 957		5 312	9.16
71350000 VARIATION DES STOCKS PRODUITS	60 263		28 053		88 316	314.82
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	988 611		1 795 149		806 538	44.93
74010000 SUBVENTION ANRT RVI	14 000		11 917		2 083	17.48
74180000 PROJET HBS			3 029		3 029	100.00
74200000 PROJET ULTIMES			774 856		774 856	100.00
74230000 PROJET HABAC			293 195		293 195	100.00
74240000 PROJET ASIMUT	7 886		443 486		435 599	98.22
74250000 PROJET SCP TIME	44 763		147 923		103 161	69.74
74270000 PROJET MF MANUFACTURING	50 924		10 176		40 747	400.41
74280000 PROJET STARS	431 263		92 767		338 496	364.89
74290000 PROJET TRACE	346 243		17 799		328 444	NS
74291000 PROJET NEXT4MEMS	93 532				93 532	
REPRISES SUR DEPRECIATIONS, PROV. (ET AMORT.), TRANSF.DE CHARGES	215 161		87 938		127 223	144.67
78173000 REPRISE SUR PROV. STOCKS MAT.	54 000		15 273		38 727	253.57
79110000 REFACTURATION FORMATION	23 519		20 299		3 220	15.86
79120000 REFACTURATION FRAIS	2 776		8 265		5 489	66.42
79130000 RÉCUPÉRATION MÉTAUX PRÉCIEUX	112 748				112 748	
79170000 AVANTAGE EN NATURE	22 118		44 100		21 982	49.85
AUTRES PRODUITS	1 499		8 573		7 074	82.51
75800000 PRDTS GESTION COURANTE	1 499		8 573		7 074	82.51
Total des Produits d'exploitation	5 410 080		6 960 831		1 550 751	22.28
ACHATS DE MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	1 395 358		1 919 117		523 759	27.29
60100000 WAFERS STOCKÉS	197 369		281 885		84 516	29.98
60110000 WAFERS NON STOCKÉS	61 532		83 694		22 162	26.48
60210000 MASQUES PRODUCTION	853		2 760		1 907	69.09
60210100 MASQUES PROJET	96 284		94 056		2 227	2.37
60211000 PACKAGING STOCKÉS	64 480		7 677		56 803	739.92
60211100 PACKAGING NON STOCKÉS	53 382		79 909		26 527	33.20
60212000 PRODUITS CHIMIQUES	328 312		378 891		50 579	13.35
60212500 CONSOMMABLES ÉQUIPEMENTS	33 000		66 350		33 350	50.26
60212600 MÉTAUX PRÉCIEUX	89 883		240 509		150 625	62.63
60214000 ACHAT ASICS	178 977		361 984		183 007	50.56
60222000 MAINTENANCE ÉQUIPEMENTS	231 854		259 441		27 587	10.63

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
60223000 FOURNITURES SALLE BLANCHE	59 432		61 961		2 530	4.08
VARIATION DE STOCK (MATIERES PREMIERES ET AUTRES APPROVISIONNEM.)	16 569		707 928		691 359	97.66
60310000 VARIATION STOCK WAFERS	6 866		74 949		68 083	90.84
60311100 VARIATION STOCK CHIMI & FOURNI	11 001		83 997		72 996	86.90
60312000 VARIATION STOCK PACKAGING	4 197		14 750		10 553	71.54
60312600 VARIATION STOCK MÉTAUX PRÉCIEU	72 658		227 503		300 162	131.94
60321400 VARIATION STOCKS ASICS	75 558		336 229		260 671	77.53
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	3 048 482		4 057 180		1 008 698	24.86
60400000 SOUS-TRAITANCE PRODUCTION	9 834		600		9 234	NS
60420000 SOUS-TRAITANCE PACKAGING	106 099		20 784		85 315	410.48
60430000 SOUS-TRAITANCE ELECTRONIQUE	16 682		23 855		7 173	30.07
60440000 SOUS-TRAITANCE R&D	77 209		529 884		452 675	85.43
60441000 SOUS TRAITANCE JL	31 000		59 000		28 000	47.46
60610000 EAU DE VILLE	11 000		21 228		10 228	48.18
60611000 GAZ	18 106		20 492		2 386	11.64
60612000 ELECTRICITÉ	246 403		242 163		4 240	1.75
60630000 FOURNITURES & PETITS ÉQUIPEMENTS	56 775		70 450		13 675	19.41
60640000 FOURNITURES ADMINISTRATIVES	17 047		19 836		2 789	14.06
61120000 SOUS-TRAITANCE ADMINISTRATIVE	18 812		53 822		35 010	65.05
61226000 CRÉDIT-BAIL MOBILIER 2010			22 185		22 185	100.00
61227000 CRÉDIT-BAIL MOBILIER 2011	48 724		60 464		11 740	19.42
61228000 CREDIT-BAIL MOBILIER 2012	338 510		338 510		0	
61229000 CREDIT-BAIL MOBILIER 2013	191 418		191 418			
61230000 CREDIT BAIL MOBILIER 2014	243 067		243 067		0	0.00
61231000 CREDIT BAIL MOBILIER 2015	66 764		26 959		39 806	147.65
61232000 CREDIT BAIL MOBILIER 2016	73 045				73 045	
61320000 LOCATIONS IMMOBILIÈRES	329 161		330 189		1 028	0.31
61351000 LOCATION MACH. À AFFRANCHIR	254		232		22	9.42
61352000 LOCATION VÉHICULES	13 514		17 729		4 215	23.78
61353000 LOCATION PHOTOCOPIEUR	6 204		6 204			
61354000 LOCATION BALANCE SECAP	639		687		48	6.93
61356000 LOCATIONS DIVERSES	297		9 948		9 652	97.02
61550000 CONTRAT DE MAINTENANCE SB	170 264		159 192		11 072	6.95
61551000 MAINTENANCE INFORMATIQUE	38 995		42 009		3 014	7.17
61552000 MAINTENANCE TÉLÉPHONIQUE	819		454		365	80.27
61553000 MAINTENANCE BÂTIMENT	25 609		28 753		3 144	10.94
61555000 NETTOYAGE BUREAUX	40 855		44 436		3 581	8.06
61556000 NETTOYAGE SB	24 419		24 419			
61557000 ENTRETIEN ESPACES VERTS	3 575		3 969		394	9.92
61558000 GARDIENNAGE - SÉCURITÉ	42 400		76 343		33 943	44.46
61560000 TRAITEMENT DE DÉCHETS	7 141		8 497		1 356	15.96
61600000 ASSURANCES RISQUE INDUSTRIEL	43 760		47 867		4 107	8.58
61610000 ASSURANCE ACCIDENT MISSIONS	2 158		1 810		348	19.23
61611000 ASSURANCE FLOTTE AUTO	710		703		7	0.97
61612000 ASSURANCE RESP CIV PROFESSIONN	26 386		31 157		4 771	15.31
61613000 ASSURANCE RESP CIV MANDAT SOC	8 021		8 369		348	4.16
61617000 ASSURANCE MARCHANDISES TRANSP	3 950		5 752		1 802	31.33
61621000 ASSURANCE COPIEUR	786		786			
61700000 MARKETING STUDY	12 500				12 500	
61830000 DOCUMENTATION TECHNIQUE	1 271		1 845		574	31.13
61860000 FORMATION PERSONNEL	14 183		45 207		31 023	68.63
62110000 PERSONNEL INTÉRIMAIRE	7 785				7 785	
62220000 HONORAIRES DIVERS	113 010		103 569		9 441	9.12

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
62221000 HONORAIRES IP	81 167		218 480		137 312	62.85
62262000 HONORAIRES JURIDIQUE	9 500		12 950		3 450	26.64
62263000 HONORAIRES AUDIT	54 305		63 136		8 831	13.99
62270000 FRAIS D'ACTES	3 674		4 553		879	19.30
62310000 ADVERTISEMENT	4 000		12 990		8 990	69.21
62320000 REPRÉSENTANT	44 701		290 839		246 138	84.63
62330000 EXHIBITIONS	15 782		28 197		12 415	44.03
62360000 COMMUNICATION MATERIALS	5 664		13 694		8 030	58.64
62370000 PRESS RELATIONS	24 012		17 327		6 685	38.58
62410000 TRANSPORT / ACHATS	20 492		20 897		405	1.94
62420000 TRANSPORT / VENTES	7 276		5 421		1 855	34.21
62510090 FRAIS CANDIDATS ET DIVERS			417		417	100.00
62530000 FRAIS AVION	69 030		106 294		37 264	35.06
62531000 FRAIS TRAIN	23 723		22 329		1 394	6.24
62532000 FRAIS VOITURE IK	3 106		5 625		2 519	44.78
62533000 TAXI, PEAGES, ...	14 199		30 856		16 658	53.98
62534000 FRAIS HEBERGEMENT	21 811		50 418		28 607	56.74
62535000 FRAIS REPAS	9 674		28 017		18 343	65.47
62570000 RÉCÉPTIONS	10 879		22 057		11 178	50.68
62600000 AFFRANCHISSEMENT	4 564		5 219		655	12.55
62611000 TÉLÉPHONE MOBILE	26 881		34 427		7 545	21.92
62612000 INTERNET	24 752		19 380		5 372	27.72
62750000 COMMISSIONS BANCAIRES	16 537		28 603		12 066	42.19
62780000 AUTRES FRAIS ET COMMISSIONS	12 502		10 463		2 040	19.49
62810000 COTISATIONS	31 089		36 455		5 367	14.72
62840000 FRAIS DE RECRUTEMENT			23 290		23 290	100.00
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	150 983		141 983		9 000	6.34
63120000 TAXE APPRENTISSAGE	22 156		23 165		1 009	4.36
63130000 FORMATION PROFESS. CONTINUE	36 183		32 082		4 101	12.78
63140000 EFFORT CONSTRUCTION	15 132		15 795		664	4.20
63512000 TAXE FONCIÈRE	18 829		18 109		720	3.98
63514000 CONTRIB. ECO. TERRITORIALE CET	40 875		34 699		6 176	17.80
63540000 DROITS ENREGISTREMENT & TIMBRE	2 475		2 928		453	15.46
63780000 TAXES DIVERSES	15 334		15 205		129	0.85
SALAIRES ET TRAITEMENTS	3 703 127		3 479 714		223 413	6.42
64100000 SALAIRES BRUTS	3 352 748		3 464 840		112 093	3.24
64121000 PROV. CONGÉS À PAYER	22 002		20 720		42 722	206.19
64130000 PRIMES 13ÈME MOIS	183		157		26	16.56
64131000 PRIMES EXCEPTIONNELLES	233 392		132 145		365 537	276.62
64131500 AVANTAGES EN NATURE	21 770		21 516		254	1.18
64132000 INDEMNITÉS DE DÉPART			37 371		37 371	100.00
64140000 INDEMNITÉS JOURNALIÈRES SS	13 831		1 115		14 945	NS
64141000 TICKETS RESTAURANTS	44 640		42 732		1 908	4.47
64141100 PRIME DE PANIER JOUR	9 979		9 478		502	5.29
64141200 PRIME DE PANIER NUIT	4 055		3 633		422	11.60
64142000 INDEMNITÉS DE TRANSPORT	6 437		7 950		1 513	19.04
64171000 AVANTAGE EN NATURE	22 118		44 100		21 982	49.85
CHARGES SOCIALES	1 516 933		1 424 485		92 448	6.49
64510000 URSSAF	955 198		1 000 672		45 474	4.54
64520000 MV4 PRÉVOYANCE	99 039		114 609		15 570	13.59
64530000 ASSEDIC	129 405		132 588		3 183	2.40
64540000 MV4 RETRAITE	283 240		305 574		22 333	7.31

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
64580000 CHARG. SOC. / CONGÈS À PAY	10 176		9 584		19 760	206.18
64581000 CHARG. SOC. / PRIME EXCEPT.	102 725		57 616		160 341	278.29
64720000 VERSEMENTS AU CE	9 813		8 748		1 065	12.17
64750000 MEDECINE DU TRAVAIL	7 874		9 030		1 156	12.80
64910000 CREDIT IMPOT COMPETITIVITE EMP	80 537		79 536		1 001	1.26
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	451 745		456 254		4 509	0.99
68111000 AMORT IMMO. INCORPORELLES	68 720		89 466		20 746	23.19
68112000 AMORT. IMMO. CORPORELLES	383 025		366 788		16 237	4.43
DOTATIONS AUX DEPRECIATIONS SUR ACTIF CIRCULANT			54 000		54 000	100.00
68173000 DOT. PROVISION STOCKS			54 000		54 000	100.00
DOTATIONS AUX PROVISIONS	174 525				174 525	
68152000 PROV POUR CHARGES EXPLOITATION	174 525				174 525	
AUTRES CHARGES	10 150		7 801		2 348	30.10
65100000 REDEVANCES	10 133		3 727		6 406	171.91
65800000 CHARGES GESTION COURANTE	17		4 075		4 058	99.59
Total des Charges d'exploitation	10 434 734		10 832 606		397 872	3.67
Résultat d'exploitation	5 024 653		3 871 775		1 152 879	29.78
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	13 382		7 013		6 369	90.82
76800000 AUTRES PRODUITS FINANCIERS	13 382		7 013		6 369	90.82
REPRISES SUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES	24 571		268		24 303	NS
78650000 REPRISE S/PROV.PERTE DE CHANGE	43		268		225	83.96
78660000 REPRISE SUR PROV ELEMNT FINANCI	24 528				24 528	
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE	3 393		14 049		10 656	75.85
76600000 GAIN DE CHANGE	3 393		14 049		10 656	75.85
PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	80 137		88 148		8 011	9.09
76700000 PRODUITS NETS CESSION VMP	80 137		88 148		8 011	9.09
Total des Produits financiers	121 483		109 477		12 006	10.97
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	2 962		24 571		21 609	87.95
68650000 DOTATION PROVISION FINANCIÈRE	2 962		43		2 919	NS
68660000 DOTAT PROV DEPRECIAT ELEM FIN			24 528		24 528	100.00
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	60 177		127 072		66 895	52.64
66110000 INTÉRÊTS DES EMPRUNTS	60 177		82 072		21 895	26.68
66800000 AUTRES CHARGES FINANCIERES			45 000		45 000	100.00
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE	7 776		11 555		3 779	32.70
66600000 PERTE DE CHANGE	7 776		11 555		3 779	32.70
CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	1 018				1 018	
66700000 CHARGES NETTES SUR CESSION VMP	1 018				1 018	

DETAIL COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
Total des Charges financières	71 933		163 199		91 265	55.92
Résultat financier	49 550		53 721		103 271	192.23
Résultat courant avant impôts	4 975 104		3 925 496		1 049 608	26.74
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS DE GESTION	83		481		398	82.77
77110000 PENALITES PERCUS SUR VENTES	83		481		398	82.77
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL	137 005		554 654		417 649	75.30
77520000 PRODUIT CESSION ÉLÉMENTS ACTIF	15 405		532 745		517 340	97.11
77830000 BONIS PROVENANT DU RACHAT ACT	121 600		21 909		99 691	455.02
REPRISES SUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS, TRANSFERTS DE CHARGES			30 925		30 925	100.00
78750000 REPRISE PROV. POUR RISQUES			30 925		30 925	100.00
Total des Produits exceptionnels	137 088		586 060		448 972	76.61
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION	677 197				677 197	
67180000 CHARGES EXCEPTIO.DIVERSES	677 072				677 072	
67200000 CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR	125				125	
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS EN CAPITAL	157 280		626 398		469 118	74.89
67510000 VNC IMMO INCORPORELLES			75 000		75 000	100.00
67520000 VNC IMMO CORPORELLES	73 330		452 978		379 649	83.81
67830000 MALIS PROVENANT RACHAT ACTIONS	83 950		98 420		14 469	14.70
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	20 750		15 305		5 445	35.58
68725000 DOTATION AMORT. DÉROGATOIRES			3 474		3 474	100.00
68750000 DOTATION PROV. POUR RISQUES	20 750		11 831		8 919	75.39
Total des Charges exceptionnelles	855 227		641 703		213 525	33.27
Résultat exceptionnel	718 139		55 643		662 496	NS
IMPOTS SUR LES BENEFICES	825 623		1 112 322		286 699	25.77
69500040 CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE	745 840		1 032 322		286 482	27.75
69500050 CREDIT IMPOT INNOVATION	79 783		80 000		217	0.27
Total des produits	5 668 651		7 656 368		1 987 717	25.96
Total des charges	10 536 271		10 525 185		11 086	0.11
Bénéfice ou perte (Produits - Charges)	4 867 620		2 868 817		1 998 803	69.67



SOLDES
INTERMEDIAIRES
DE GESTION



SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2016	12	31/12/2015	12	Euros	%
Ventes marchandises + Production	4 204 810		5 069 172		864 362	17.05
+ Ventes de marchandises						
- Coût d'achat des marchandises vendues						
Marge commerciale						
+ Production vendue	4 212 427	100.18	4 983 161	98.30	770 734	15.47
+ Production stockée ou déstockage	7 618	0.18	86 011	1.70	93 628	108.86
+ Production immobilisée						
Production de l'exercice	4 204 810	100.00	5 069 172	100.00	864 362	17.05
- Matières premières, approvisionnements consommés	1 378 789	32.79	1 211 189	23.89	167 600	13.84
- Sous traitance directe	240 824	5.73	634 123	12.51	393 299	62.02
Marge brute de production	2 585 197	61.48	3 223 860	63.60	638 663	19.81
Marge brute globale	2 585 197	61.48	3 223 860	63.60	638 663	19.81
- Autres achats + charges externes	2 807 658	66.77	3 423 057	67.53	615 399	17.98
Valeur ajoutée	222 461	5.29	199 197	3.93	23 264	11.68
+ Subventions d'exploitation	988 611	23.51	1 795 149	35.41	806 538	44.93
- Impôts, taxes et versements assimilés	150 983	3.59	141 983	2.80	9 000	6.34
- Salaires du personnel	3 703 127	88.07	3 479 714	68.64	223 413	6.42
- Charges sociales du personnel	1 516 933	36.08	1 424 485	28.10	92 448	6.49
Excédent brut d'exploitation	4 604 893	109.51	3 450 230	68.06	1 154 663	33.47
+ Autres produits de gestion courante	1 499	0.04	8 573	0.17	7 074	82.51
- Autres charges de gestion courante	10 150	0.24	7 801	0.15	2 348	30.10
+ Reprises amortissements provisions, transferts de charges	215 161	5.12	87 938	1.73	127 223	144.67
- Dotations aux amortissements	451 745	10.74	456 254	9.00	4 509	0.99
- Dotations aux provisions	174 525	4.15	54 000	1.07	120 525	223.19
Résultat d'exploitation	5 024 653	119.50	3 871 775	76.38	1 152 879	29.78
+ Quotes parts de résultat sur opérations en commun						
+ Produits financiers	121 483	2.89	109 477	2.16	12 006	10.97
- Charges financières	71 933	1.71	163 199	3.22	91 265	55.92
Résultat courant	4 975 104	118.32	3 925 496	77.44	1 049 608	26.74
+ Produits exceptionnels	137 088	3.26	586 060	11.56	448 972	76.61
- Charges exceptionnelles	855 227	20.34	641 703	12.66	213 525	33.27
Résultat exceptionnel	718 139	17.08	55 643	1.10	662 496	NS
- Impôt sur les bénéfices	825 623	19.64	1 112 322	21.94	286 699	25.77
- Participation des salariés						
Résultat NET	4 867 620	115.76	2 868 817	56.59	1 998 803	69.67



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016
Tronic's Microsystems S.A.
à Directoire et Conseil de Surveillance
98, rue du Pré de l'Horme - Z.I. - 38920 Crolles
Ce rapport contient 49 pages
Référence : L172-18



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 98, rue du Pré de l'Homme - Z.I. - 38920 Crolles
Capital social : €3.685.608

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Tronic's Microsystems S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

La note « Informations générales complémentaires » de l'annexe aux comptes annuels expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du chiffre d'affaires à l'avancement. La détermination de l'avancement dépend des estimations à terminaison réalisées sous le contrôle de la direction.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison des contrats à l'avancement, à revoir les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Titres de participations

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2016 s'établit à €2.272.076, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note « Titres immobilisés » et « Etat des provisions » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, en particulier les prévisions de flux de trésorerie établies par la société, à revoir les calculs effectués et à examiner la procédure d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.



Tronic's Microsystems S.A.
à Directoire et Conseil de Surveillance
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
5 avril 2017

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital (ou des droits de vote) vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Lyon, le 5 avril 2017

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Devin
Associé



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance

**Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2016
Tronic's Microsystems S.A.
à Directoire et Conseil de Surveillance
98, rue du Pré de l'Horre - Z.I. - 38920 Crolles
Ce rapport contient 7 pages
Référence : L171-19



KPMG Audit
51 rue de Saint-Cyr
CS 60409
69338 Lyon Cedex 9
France

Téléphone : +33 (0)4 37 64 76 00
Télécopie : +33 (0)4 37 64 76 09
Site internet : www.kpmg.fr

Tronic's Microsystems S.A.
à Directoire et Conseil de Surveillance

Siège social : 98, rue du Pré de l'Horme - Z.I. - 38920 Crolles
Capital social : €3.685.608

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre
2016

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance.

Commandes passées par la société Thalès Avionics S.A.S.

- Personne concernée : Thalès Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin
- Nature et objet : commandes passées par la société Thalès Avionics S.A.S. auprès de la société Tronic's Microsystems S.A. en vertu du contrat-cadre conclu en juillet 2009, sur la période allant du 23 mars 2016 au 31 décembre 2016.
- Modalités : l'ensemble des commandes (hors commande de service d'engineering) s'élève à 516.483 € pour la période allant du 23 mars 2016 au 31 décembre 2016.

Cette convention a été autorisée par votre conseil de surveillance du 23 mars 2016.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le conseil de surveillance ne comporte pas les motifs justifiant de l'intérêt de la convention pour la société prévus par l'article L.225-86 du code de commerce.

Avenant à l'accord de coopération entré en vigueur le 12 novembre 2007

- Personne concernée : Thalès Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin
- Nature et objet : Avenant à l'accord de coopération entré en vigueur le 12 novembre 2007 conclu entre la Société et Thales Avionics. Ce contrat prolonge les relations commerciales actuelles entre Thales Avionics et la Société, et sécurise les termes de ces relations, qui portent sur des projets technologiques innovants.
- Modalités : Les commandes passées lors de l'exercice 2016 par Thalès Avionics au titre de l'accord de coopération objet de l'avenant ont été elles-mêmes autorisées préalablement par votre Conseil de Surveillance (voir ci-dessus «Commandes passées par la société Thalès Avionics S.A.S ») .

Cette convention a été autorisée par votre conseil de surveillance du 28 décembre 2016.

Avenant à l'accord de concession de licence de brevet et de communication de savoir-faire

- Personne concernée : Thalès Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin
- Nature et objet : Avenant à l'accord de concession de licence de brevet et de communication de savoir-faire conclu entre Thales Avionics et la Société. Ce contrat renouvelle la concession par Thales Avionics à la Société d'une licence personnelle relative à l'exploitation par la Société de certains brevets et sécurise les termes de cette concession, permettant la réalisation de produits innovants.
- Modalités : Cette convention n'a donné lieu à aucune facturation au titre de l'exercice 2016.

Cette convention a été autorisée par votre conseil de surveillance du 28 décembre 2016.

Accord transactionnel avec Sercel S.A.

- Personne concernée : Sercel Holding, représentée par Monsieur Pierre Baliguet
- Nature et objet : Dans le cadre du règlement d'un litige entre la Société et Sercel S.A. relatif à des pièces livrées par la Société à cette dernière qui seraient défectueuses, la Société et Sercel S.A. ont décidé de régler le litige de manière amiable. Un accord transactionnel a été signé en date du 15 juin 2016.
- Modalités : la Société doit remplacer environ 23.000 Geo7 d'ici juin 2017. L'impact financier pour la Société est d'environ 197.000 €. Si la Société ne livre pas les produits conformément à l'Accord Transactionnel dans leur intégralité avant le 1er juin 2017, les pièces non livrées donneront lieu à un remboursement de la part de Tronic's sur la base d'un prix unitaire de 40 € payable dans les 45 jours. La Société peut à tout moment choisir d'effectuer un remboursement des pièces au prix unitaire de 40 € si elle préfère ne pas procéder à la livraison des produits.

Cette convention a été autorisée par votre conseil de surveillance du 10 juin 2016.

Pacte d'actionnaires

- Personne concernée : Thalès Avionics S.A.S. représenté par M. Marc Duval Destin et EPCOS AG représenté par M. Peter Balzer.
- Nature, objet et modalités: Conclusion d'un pacte d'actionnaires le 29 décembre 2016 relatif à Tronic's Microsystems, entre Thalès Avionics S.A.S et EPCOS AG. Le pacte d'actionnaires conclu entre les parties organise les droits et obligations des actionnaires de Tronic's Microsystems.

Cette convention a été autorisée par votre conseil de surveillance du 28 décembre 2016.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Contrat de management avec le président du directoire

- Personne concernée : M. Pascal Langlois.
- Nature et objet : après la nomination de M. Pascal Langlois au poste de président du directoire, la société a conclu avec lui un contrat de management ayant pour objet de définir les modalités d'exercice du mandat de président du directoire et notamment la direction opérationnelle de la société.

Ce contrat est conclu pour une durée de 6 ans renouvelable.

- Modalités : Le conseil de surveillance du 23 mars 2016 a fixé la rémunération de M. Pascal Langlois dans le cadre de son contrat de management encadrant l'exercice du mandat de Président du Directoire au titre de l'exercice 2016 à la somme annuelle de 185.000 € pour la partie fixe, et 10.271,63 € d'avantage en nature au titre de la prise en charge de ses frais d'hébergement à Crolles et 11.807,40 € au titre d'une garantie sociale des dirigeants d'entreprise. Le conseil de surveillance du 28 décembre 2016 a également décidé d'allouer une prime supplémentaire exceptionnelle de 92 500 € à M. Pascal Langlois comme rétribution pour sa contribution exceptionnelle au rapprochement de la Société avec EPCOS AG.

Prestations d'industrialisation avec l'actionnaire Sercel Holding

- Personne concernée : Sercel Holding SA représentée par M. Pierre Baliguet.
- Nature et objet : votre société a conclu avec la société Sercel, une convention dénommée « Contrat d'entreprise HD12786 TRONIC'S YL Géoméca 8 » aux termes de laquelle votre société fournit les prestations suivantes : l'industrialisation du Géophone « GEO8 » en vue de sa production à Crolles, moyennant un montant total révisé en 2014 de 1.047.000 € hors taxe.
- Modalités : Depuis la mise en place de cette convention autorisée par le Conseil de Surveillance du 12 octobre 2012, votre société a facturé un montant global de 846 000 € HT, soit 81 % du montant de la convention. Aucune facture n'a été établie sur l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Contrats de location de matériels et équipements avec la filiale Tronics Mems Inc.

- Personne concernée : Tronics Mems Inc., représentée par M. Pascal Langlois, Président du Directoire de la Société et CEO de Tronics Mems Inc.
- Nature et objet: Conclusions de divers contrats de location de matériel tels que détaillés ci-dessous.
- Modalités : Le solde total du compte de loyers dus par la filiale américaine est au 31 décembre 2016 de 710.468 €. Les différents contrats de location sont détaillés ci-dessous :

Nature du matériel	Évaporateur *	équipement de marque NANOPLASS*	Equipements de mesure AMAT SEM Vision et KLA Tencor	Équipement de scellement
Valeur du matériel	150.000 USD	110.000 USD	140 000 USD et 60 000 USD respectivement	
Durée	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans

Tronic's Microsystems S.A.
à Directoire et Conseil de Surveillance
*Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions
réglementées*

Année de conclusion du contrat	2012	2012		2015
Loyer mensuel HT	2 737 USD	2.785 USD	2.503 USD et 1.073 USD respectivement	3.548 USD
Produits de l'exercice 2016	32.844 USD, soit 28.066 €	33.420 USD, soit 30.107 €.	42.912 USD soit 37.695 €	42.576 USD soit 38.689 €.

* Les loyers de l'exercice 2012 ne sont pas réglés et selon les contrats, les loyers impayés donnent lieu au calcul d'intérêts de retard fixés à 5% que la société a ramené, à compter du 1^{er} janvier 2014, au taux retenu dans la convention d'avances de trésorerie soit Euribor 3 mois + 1,5. Le montant des intérêts comptabilisés au titre de cette créance sur l'exercice 2016 par application de cette convention se montent à 7 448 USD soit 6.752 €. Il n'a pas été facturé d'intérêts de retard pour la période antérieure au 1^{er} janvier 2014.

Lyon, le 5 avril 2017

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Stéphane Devin
Associé

www.tronicsgroup.com



Email : investors@tronicsgroup.com

Tel: +33 (0)4 76 97 29 50

Fax: +33 (0)4 76 97 29 51

98 rue du Pré de l'Horre
38926 Crolles Cedex, France

